

2010

RAPPORT ANNUEL

**LA BALANCE DES PAIEMENTS  
ET LA POSITION EXTÉRIEURE  
DE LA FRANCE**



---

**BANQUE DE FRANCE**

DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES

Direction  
de la Balance des paiements

Direction  
des Enquêtes et Statistiques sectorielles

---



# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>7</b>
<b>I<sup>RE</sup> PARTIE : LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE</b>	<b>9</b>
<b>Chapitre 1 Le compte de transactions courantes</b>	<b>9</b>
<b>1   Les biens</b>	<b>11</b>
1 1 Les échanges douaniers	11
1 2 Travail à façon, réparations et avitaillement	13
<b>2   Les services</b>	<b>13</b>
2 1 Les transports	14
2 2 Les voyages	14
2 3 Les autres services	15
<b>3   Les revenus</b>	<b>16</b>
3 1 Les revenus d'investissements directs	17
3 2 Les revenus d'investissements de portefeuille	18
3 3 Les revenus des autres investissements	18
<b>4   Les transferts courants</b>	<b>18</b>
<b>Chapitre 2 Le compte financier</b>	<b>19</b>
<b>1   Les investissements directs</b>	<b>21</b>
1 1 Les investissements directs français à l'étranger	21
1 2 Les investissements directs étrangers en France	23
<b>2   Les investissements de portefeuille</b>	<b>24</b>
2 1 Les investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers	26
2 2 Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français	27
<b>3   Les autres investissements (opérations de prêts-emprunts)</b>	<b>29</b>
3 1 Les prêts et emprunts des institutions financières monétaires	30
3 2 Les prêts et emprunts hors opérations des institutions financières monétaires (Banque de France, administrations publiques, autres secteurs)	30

Chapitre 3 La position extérieure	35
1   Les investissements directs entre la France et l'étranger	37
1 1 Les investissements directs français à l'étranger	39
1 2 Les investissements directs étrangers en France	40
2   Les investissements de portefeuille	42
2 1 Les investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers	43
2 2 Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français	44
3   La position dépôts-crédits	46
4   Les avoirs de réserve	46
 Balance des paiements des années 2009 et 2010 – présentation détaillée	 49
 <b>2<sup>NDE</sup> PARTIE : TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES</b>	 55

**ENCADRÉS****Chapitre 2 : Le compte financier**

1 Révisions des données 2008 et 2009 de la balance des paiements	32
--	----

**Chapitre 3 : La position extérieure**

2 Les stocks d'investissements directs étrangers en France en fonction du pays de l'investisseur ultime	41
3 Révisions de la position extérieure	48

**Tableaux statistiques complémentaires**

4 Ventilations géographiques des investissements directs	80
--	----

# INTRODUCTION

En 2010, le solde des transactions courantes de la France enregistre un déficit de 34 milliards d'euros, soit 1,7 % du PIB, très légèrement plus élevé qu'en 2009. Les investissements directs français à l'étranger excèdent les investissements directs étrangers en France de 38 milliards, après respectivement 50 et 62 milliards en 2009 et 2008. Alors qu'ils affichaient des sorties de capitaux au début des années deux mille, les flux d'investissements de portefeuille se soldent depuis 2008 par des entrées de capitaux. En 2010, les achats de titres français par les non-résidents sont supérieurs de 120 milliards aux achats de titres étrangers par les résidents. Enfin, les flux internationaux de dépôts, de crédits et d'instruments financiers dérivés traduisent un désendettement net des résidents français à hauteur de 58 milliards, alors que cette ligne enregistrait un accroissement des engagements de 2003 à 2007.

Dans le solde des transactions courantes, la dégradation d'environ 10 milliards des échanges de biens est à moitié compensée par une amélioration du solde des revenus d'investissements. En particulier, les revenus nets d'investissements directs atteignent 34 milliards, après un palier de l'ordre de 26 milliards entre 2006 et 2009.

Au sein des services, dont l'excédent se stabilise à 10 milliards, la diminution continue de l'excédent touristique (6 milliards en 2010, après 8 milliards en 2009 et un peu plus de 10 milliards par an de 2000 à 2008) peut être notée. Elle est cependant intégralement compensée, en 2010, par le retour à l'équilibre du solde des services de transports et par une réduction du déficit des « autres services aux entreprises ». Le dernier poste du compte des transactions courantes, celui des transferts, enregistre un déficit stable à 27 milliards.

Le compte financier de la balance des paiements regroupe les échanges d'actifs financiers entre la France et l'étranger qui doivent équilibrer le solde des transactions courantes. On y distingue trois grandes catégories d'actifs : les investissements directs qui retracent les créations et acquisitions de firmes étrangères mais aussi l'ensemble des opérations financières entre les sociétés résidentes et non résidentes affiliées à un même groupe international ; les investissements de portefeuille qui mesurent les achats et ventes de titres ; enfin, les « autres investissements » (opérations de prêts et emprunts) et les « produits financiers dérivés » qui recouvrent essentiellement les opérations interbancaires internationales courantes.

Les sorties nettes de capitaux au titre des investissements directs, opérations en capital, bénéfiques réinvestis et prêts entre sociétés affiliées, se sont réduites à 38 milliards, pour revenir au niveau de 2006, après un pic de 62 milliards en 2008. Les opérations de prêts intragroupes se traduisent toutefois par des investissements directs entrants et sortants entre sociétés sœurs qui gonflent ces statistiques. Un retraitement de ces opérations – conformément aux principes d'enregistrement qui seront recommandés dans le prochain *Manuel de balance de paiements* du FMI – conduit, sans changement du solde, à une réduction des flux d'investissements entrants et sortants. Selon cette méthodologie, les flux sortants se réduisent de 61 milliards en 2009 à 51 milliards en 2010 tandis que les flux entrants sont stables, à 13 milliards.

Dans ce contexte, les investissements de portefeuille, constitués très majoritairement de flux sur titres obligataires ou assimilés, et les « autres investissements », correspondant essentiellement à des opérations de prêts et de dépôts des institutions financières monétaires, doivent, avec le solde additionnel des « produits financiers dérivés », équilibrer les déficits des transactions courantes et des investissements directs. Des secteurs résidents français doivent ainsi s'endetter auprès de non-résidents, ou bien réduire leurs avoirs sur l'étranger. Au milieu des années deux mille, les banques françaises s'endettaient auprès des non-résidents, ce qui leur permettait de financer les sociétés françaises qui réalisaient des investissements directs. En 2008 et 2009, le mouvement s'est inversé, avec une réduction des engagements nets des banques. C'est le solde des flux sur titres publics qui a financé une grande part des autres postes de la balance des paiements, surtout en 2009. En 2010, c'est à nouveau le cas, mais de façon moins marquée que l'année précédente. Toutes rubriques confondues, les banques françaises accroissent en effet leur endettement vis-à-vis des non-résidents, principalement du fait de leurs émissions de titres.

Les investissements de portefeuille se soldent par des entrées de capitaux depuis 2008. Le mouvement a été massif en 2009 (251 milliards) et reste important en 2010 (120 milliards). Les non-résidents acquièrent en 2010 pour 97 milliards de titres français, dont 47 milliards de titres publics. Les résidents, notamment les institutions financières monétaires, cèdent, en outre, 23 milliards de titres étrangers en 2010. Les flux sur actions, équilibrés en 2009, se soldent par des sorties de capitaux de 30 milliards en 2010, du fait surtout de 21 milliards d'achats de titres étrangers.

Les prêts et emprunts internationaux des institutions financières monétaires (secteur qui ne comprend pas la Banque de France dans la présentation de la balance des paiements) dégagent un solde négatif de 47 milliards en 2010 (- 76 milliards en 2009), ce qui traduit une diminution des engagements nets des banques résidentes vis-à-vis de l'étranger. Ces engagements nets s'établissent à 175 milliards fin 2010, revenant ainsi à leur niveau de 2005, après un pic à 371 milliards fin 2007. Les engagements de

la Banque de France auprès de la Banque centrale européenne et des autres banques centrales de la zone euro diminuent pour la seconde année consécutive.

La position extérieure de la France en valeur de marché <sup>1</sup>, qui mesure l'écart entre les avoirs des résidents français à l'étranger et les avoirs des non-résidents en France, qui était équilibrée jusqu'à la fin 2007, est déficitaire de 192 milliards à la fin 2010, soit 10 % du PIB.

*1 Lorsque la valeur de marché de la dette – publique ou privée – d'émetteurs français s'accroît, la position extérieure de la France se dégrade à due concurrence, compte tenu des conventions comptables existant en la matière.*



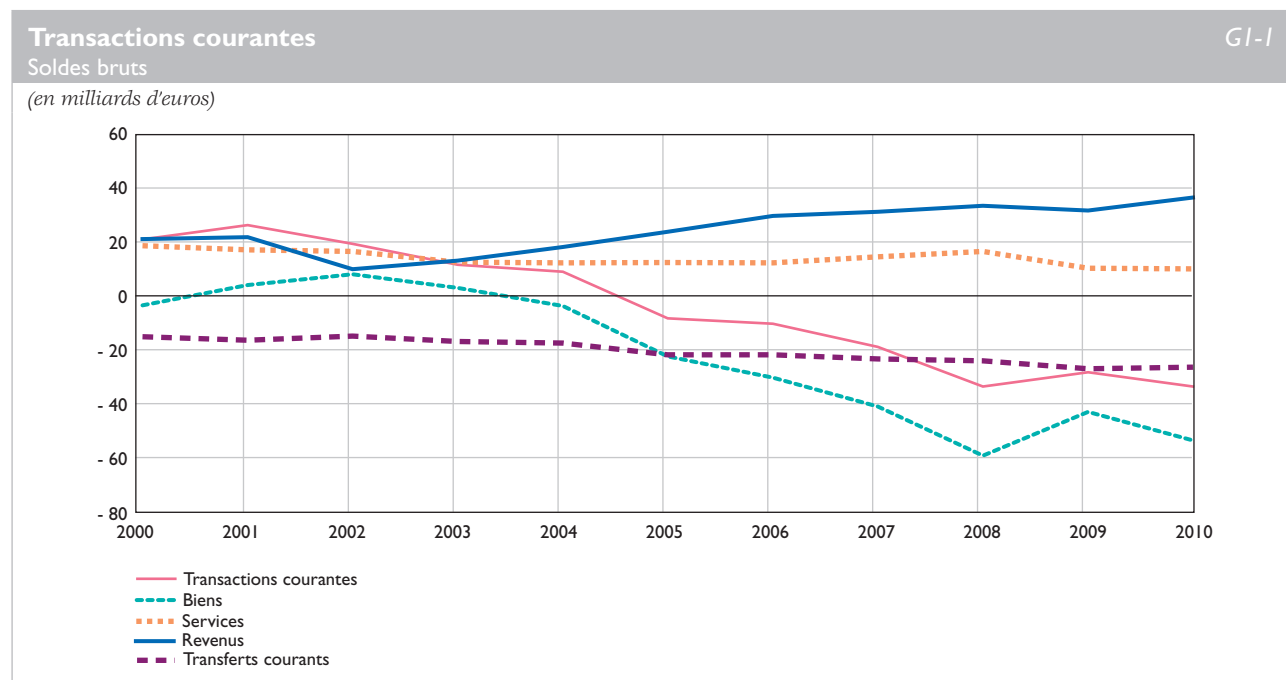
# **PREMIÈRE PARTIE**

## **Chapitre I**

### **Le compte de transactions courantes**

## PARTIE I – LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

### Chapitre I – Le compte de transactions courantes



**Transactions courantes** TI-1  
(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
<b>Transactions courantes</b>	<b>726,6</b>	<b>760,4</b>	<b>- 33,7</b>	<b>615,8</b>	<b>644,2</b>	<b>- 28,4</b>	<b>675,1</b>	<b>708,7</b>	<b>- 33,7</b>
Biens et services	523,7	566,6	- 42,9	445,2	478,1	- 33,0	499,9	543,6	- 43,7
Biens	410,8	470,2	- 59,4	341,5	384,6	- 43,1	390,1	443,7	- 53,7
Services	112,9	96,4	16,5	103,7	93,5	10,2	109,9	99,8	10,0
Revenus	183,3	149,9	33,4	151,5	119,9	31,6	157,4	120,8	36,5
Transferts courants	19,7	43,9	- 24,2	19,1	46,2	- 27,1	17,8	44,3	- 26,5

*Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.*

## Le compte de transactions courantes

Le solde des transactions courantes de la France revient en 2010 au niveau de 2008. Il est déficitaire de 33,7 milliards d'euros, soit 1,7 % du PIB, après 28,4 milliards en 2009. La dégradation des échanges de biens, proche de 11 milliards, est pour moitié compensée par une amélioration du solde des revenus (essentiellement des revenus des investissements). Au sein des services, dont l'excédent demeure à 10 milliards, le moindre excédent touristique (6 milliards en 2010, après 8 en 2009 et un peu plus de 10 milliards par an de 2000 à 2008) est équilibré par le redressement du solde des services de transport et par une réduction du déficit des autres services aux entreprises.

### I | Les biens

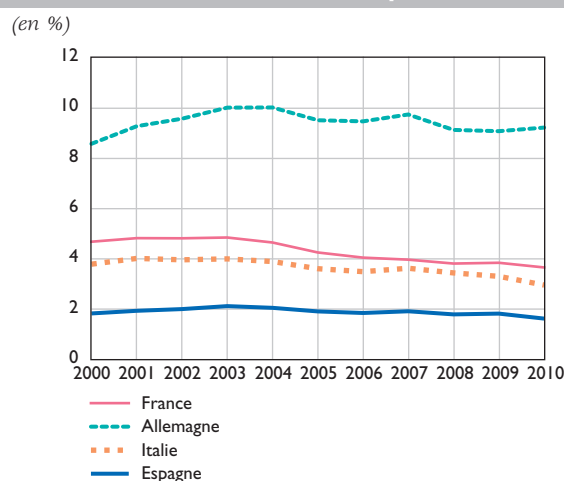
Le déficit des échanges de biens atteint 53,7 milliards en 2010, après 43,1 milliards en 2009, dans un contexte de forte reprise des échanges de marchandises au niveau mondial.

### II | Les échanges douaniers

Après une forte baisse en 2009, les échanges extérieurs de marchandises sont à nouveau en

hausse en 2010, de 13,6 % pour les exportations et de 13,8 % pour les importations (en données douanières en valeur <sup>1</sup>), sans retrouver toutefois leur niveau d'avant la crise. Cette évolution traduit en partie un effet de rattrapage. La croissance des exportations françaises s'inscrit cependant en léger retrait par rapport à celle du commerce mondial. En conséquence, la part de marché de la France à l'exportation fléchit à nouveau

Part du marché mondial à l'exportation G1-2



### Biens

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
<b>Biens</b>	<b>410,8</b>	<b>470,2</b>	<b>- 59,4</b>	<b>341,5</b>	<b>384,6</b>	<b>- 43,1</b>	<b>390,1</b>	<b>443,7</b>	<b>- 53,7</b>
Marchandises	396,8	453,6	- 56,9	327,4	371,0	- 43,6	377,1	430,6	- 53,5
Données douanières	411,1	466,3	- 55,1	340,9	383,8	- 42,9	392,9	444,0	- 51,1
Corrections	- 14,4	- 12,6	- 1,7	- 13,5	- 12,9	- 0,7	- 15,8	- 13,4	- 2,4
Travail à façon	10,7	10,7	0,0	10,6	9,3	1,3	9,0	7,6	1,4
Réparations	1,3	1,1	0,2	2,0	1,4	0,6	2,2	1,6	0,6
Avitaillement et soutage maritime	2,1	4,8	- 2,7	1,5	2,9	- 1,4	1,8	3,9	- 2,1

Les données douanières utilisées dans la balance des paiements pour les années antérieures à 2010 ne prennent pas en compte les révisions diffusées par la Direction générale des Douanes.

1 Les données douanières diffèrent de celles relatives aux biens en balance des paiements, ces dernières incluant le travail à façon, les réparations et l'avitaillement, en plus des corrections sur données douanières pour les échanges sans transfert de propriété.

## PARTIE I – LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

### Chapitre I – Le compte de transactions courantes

Échanges de biens totaux et sectoriels							T1-3
<i>(en milliards d'euros)</i>							
	Exportations		Importations		Solde		
	Montant en 2010	Variation 2010/2009 (en %)	Montant en 2010	Variation 2010/2009 (en %)	Montant en 2010	Variation 2010/2009 (en %)	
Échanges de biens FAB-FAB	393,1	13,7	444,3	13,9	- 51,1	- 6,9	
Échanges de biens CAF-FAB (a)	388,1	13,8	456,0	13,9	- 67,9	- 8,5	
dont : Secteurs agricole et agroalimentaire	49,6	11,8	41,8	6,7	7,8	2,6	
Produits énergétiques	19,0	28,5	66,7	22,4	- 47,8	- 8,0	
Équipements méca., élect., et infor.	76,0	12,7	95,9	16,0	- 20,0	- 4,7	
Matériels de transport	84,2	16,1	69,5	6,1	14,7	7,7	
Autres produits industriels	156,2	12,6	178,4	15,2	- 22,2	- 6,1	

(a) Hors matériel militaire  
 Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI), données estimées  
 Calculs : Banque de France

légèrement, passant de 3,8% en 2009 à 3,7% en 2010 <sup>2</sup>.

Dans ce contexte, le solde douanier français se dégrade pour atteindre - 51,1 milliards (données FAB-FAB <sup>3</sup>), essentiellement en raison de l'alourdissement de la facture énergétique. Celle-ci s'accroît de 8 milliards sous les effets combinés de la hausse des volumes

achetés et de l'augmentation des cours des matières premières énergétiques. L'augmentation du prix du baril de pétrole, au cours du second semestre, s'accompagne d'une appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar, absorbant ainsi une partie de la hausse, sans pour autant inverser le mouvement de dépréciation du premier semestre (- 4,8 % en moyenne sur l'année).

Ventilation géographique des échanges de biens							T1-4
<i>(en milliards d'euros)</i>							
	Exportations		Importations		Solde		
	Montant en 2010	Variation 2010/2009 (en %)	Montant en 2010	Variation 2010/2009 (en %)	Montant en 2010	Variation 2010/2009 (en %)	
Zone euro (à 16)	189,1	11,2	220,8	11,1	- 31,7	- 3,0	
dont : Allemagne	63,0	13,6	78,9	10,2	- 15,9	0,2	
Italie	31,4	10,4	34,6	9,5	- 3,3	0,0	
Espagne	29,1	7,6	28,4	13,7	0,7	- 1,4	
Royaume-Uni	26,2	7,0	19,8	8,1	6,4	0,2	
Nouveaux États membres de l'UE (a)	15,3	16,2	19,6	20,4	- 4,3	- 1,2	
Amérique	35,3	17,8	37,9	9,2	- 2,6	2,1	
dont : États-Unis	22,1	12,2	26,7	6,4	- 4,6	0,8	
Asie	43,0	29,4	70,8	22,5	- 27,8	- 3,2	
dont : Japon	5,9	23,0	8,9	13,8	- 3,0	0,0	
Chine et Hong Kong	15,2	48,3	37,6	24,1	- 22,4	- 2,4	
Proche et Moyen-Orient	14,7	7,8	8,0	20,9	6,8	- 0,3	

(a) Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie  
 Source : DGDDI  
 Calculs : Banque de France

<sup>2</sup> Depuis le milieu des années deux mille, la France tend à perdre des parts de marché. Ce phénomène concerne aussi ses principaux voisins européens et reflète notamment l'impact du poids croissant des économies émergentes dans le commerce mondial.

<sup>3</sup> C'est-à-dire hors coûts d'assurance et de fret à l'importation

La reprise du commerce international bénéficie de manière inégale aux différents secteurs exportateurs. Les exportations françaises sont principalement tirées en 2010 par les matériels de transport, dont les ventes progressent de 16 % : en effet, les ventes de l'industrie automobile rebondissent fortement en 2010 (+ 15,5 % pour les véhicules) après un fort recul en 2009 ; les exportations de matériel aéronautique croissent de 15 %. Les ventes d'équipements mécaniques, électriques, électroniques et informatiques, des « autres produits industriels » et de produits agricoles et agroalimentaires affichent des progressions moins marquées.

Du point de vue géographique, la dégradation du solde douanier enregistrée en 2010 s'explique, pour l'essentiel, par le creusement des déficits vis-à-vis de la zone euro (- 3 milliards d'euros avec, en particulier, - 1,4 milliard vis-à-vis de l'Espagne), de l'Asie (- 3,2 milliards, dont - 2,4 milliards avec la Chine) et, dans une moindre mesure, des nouveaux États membres de l'Union européenne (- 1,2 milliard). Sur moyenne période, la majeure partie du déficit français est imputable aux échanges avec la Chine et la zone euro.

Par ailleurs, les données provisoires sur la démographie des entreprises échangeant des biens à l'international fournissent plusieurs enseignements pour 2010<sup>4</sup> :

- le nombre d'entreprises nouvellement exportatrices progresse pour la première fois depuis 2007 même si cette hausse est limitée (+ 350 entreprises, soit 1,3 %). En parallèle, le nombre d'entreprises ayant cessé d'exporter recule, tout comme en 2009. Le nombre d'entreprises sortantes reste toutefois supérieur au nombre d'entreprises entrantes conduisant à une

baisse du stock d'entreprises exportatrices en 2010 (- 1 %, après - 3,9 % en 2009). Le recul est plus prononcé pour les entreprises de taille moyenne (- 3,2 %) ;

- la croissance des exportations totales de la France est explicable essentiellement par l'évolution des ventes des entreprises anciennement exportatrices, de même qu'elle expliquait majoritairement la chute du commerce en 2009 ;

- s'agissant de l'orientation géographique des exportateurs, on peut noter que la progression du nombre de firmes exportatrices vers l'Asie est particulièrement dynamique en 2010 (+ 5,2 %).

## 1|2 Travail à façon, réparations et avitaillement

Les opérations de travail à façon dégagent un excédent de 1,4 milliard, après 1,3 milliard en 2009. L'excédent sur les réparations reste stable à 0,6 milliard. Le déficit sur l'avitaillement et le soutage maritime se creuse légèrement à 2,1 milliards, après 1,4 milliard en 2009, sous l'effet de la hausse des importations en liaison avec l'augmentation du prix de l'énergie.

## 2| Les services

L'excédent des échanges de services est stable de 2009 à 2010, à 10 milliards. La baisse de 1,9 milliard de l'excédent des voyages est compensée par l'amélioration du solde des services de transport pour 0,8 milliard et par celle de l'excédent des autres services pour 1 milliard.

Services										T1-5
<i>(en milliards d'euros)</i>										
	2008			2009			2010			
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	
<b>Services</b>	<b>112,9</b>	<b>96,4</b>	<b>16,5</b>	<b>103,7</b>	<b>93,5</b>	<b>10,2</b>	<b>109,9</b>	<b>99,8</b>	<b>10,0</b>	
Transports	27,7	28,8	- 1,1	22,9	23,6	- 0,7	27,1	27,1	0,1	
Voyages	38,5	27,9	10,5	35,5	27,5	8,0	35,1	29,1	6,1	
Autres services (a)	46,8	39,7	7,0	45,3	42,4	2,9	47,6	43,7	3,9	

*Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.  
(a) Cf. détail dans le tableau « autres services » (T1-7)*

<sup>4</sup> Voir le document de la DGDDI : [http://lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/Etudes/thematiques/A2010\\_operateurs\\_prov.pdf](http://lekiosque.finances.gouv.fr/Appchiffre/Etudes/thematiques/A2010_operateurs_prov.pdf)

## 2|1 Les transports

Les échanges de services de transport enregistrent globalement une forte hausse dans le sillage de la reprise des échanges de biens et retrouvent des niveaux proches d'avant la crise, voisins de 27 milliards. Le solde d'ensemble est proche de l'équilibre en 2010 à 0,1 milliard, après un déficit de 0,7 milliard en 2009.

En 2010, le déficit des échanges de services de transport maritime se réduit à 0,5 milliard après deux années de dégradation, sous l'effet de la hausse plus rapide des exportations que des importations. L'excédent des échanges de services de transport aérien diminue quelque peu, à 0,9 milliard après une amélioration régulière au cours de la seconde moitié des années deux mille. Le déficit des échanges sur les autres modes de transport est stable à 0,4 milliard (tableau T1-6).

## 2|2 Les voyages

En 2010, l'excédent des voyages se réduit pour la troisième année consécutive pour atteindre 6,1 milliards, alors qu'il était légèrement supérieur à 10 milliards de 2000 à 2008.

Depuis le point haut observé en 2007 à 39,6 milliards (graphique G1-3), les recettes de voyage ont reculé de 4,5 milliards pour atteindre 35,1 milliards en 2010. La baisse des dépenses des touristes en provenance de la zone euro atteint 1,7 milliard. Le recul des dépenses est proche de 1 milliard pour les Allemands, de 0,5 milliard pour les Italiens et de 0,4 milliard pour les Espagnols. Seules les recettes en provenance de la Belgique affichent une hausse (0,4 milliard). Hors zone euro, la baisse des recettes est de 2,8 milliards entre 2007 et 2010, dont 1,5 milliard pour les Britanniques (graphique G1-4).

Transports <span style="float: right;">T1-6</span>									
<i>(en milliards d'euros)</i>									
	2008			2009			2010		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
<b>Maritimes</b>	<b>10,1</b>	<b>11,1</b>	<b>- 1,0</b>	<b>7,6</b>	<b>9,1</b>	<b>- 1,6</b>	<b>10,1</b>	<b>10,6</b>	<b>- 0,5</b>
Fret	8,7	7,8	1,9	6,5	5,7	0,8	9,0	6,9	2,2
<i>dont fabisation (a)</i>	1,8	5,9	- 4,1	1,5	4,5	- 3,0	1,8	5,4	- 3,7
Passagers	0,3	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Autres frais (b)	1,2	3,2	- 2,0	0,8	3,3	- 2,5	0,9	3,7	- 2,8
<b>Aériens</b>	<b>11,4</b>	<b>10,9</b>	<b>0,6</b>	<b>10,1</b>	<b>9,0</b>	<b>1,2</b>	<b>11,2</b>	<b>10,3</b>	<b>0,9</b>
Fret	2,4	2,1	0,4	1,8	1,7	0,1	1,7	2,1	- 0,4
<i>dont fabisation (a)</i>	1,1	1,1	0,0	1,0	1,0	0,0	1,2	1,2	0,0
Passagers	6,4	5,4	1,0	5,8	4,8	1,0	6,9	5,3	1,5
Autres frais (b)	2,6	3,3	- 0,7	2,5	2,5	0,0	2,6	2,9	- 0,2
<b>Autres transports</b>	<b>6,1</b>	<b>6,8</b>	<b>- 0,7</b>	<b>5,2</b>	<b>5,5</b>	<b>- 0,3</b>	<b>5,8</b>	<b>6,2</b>	<b>- 0,4</b>
Spatiaux	0,5	0,0	0,5	0,9	0,0	0,8	1,2	0,0	1,2
Ferroviaires	1,1	1,2	- 0,2	0,9	1,1	- 0,2	0,8	1,1	- 0,2
Fret	0,5	0,7	- 0,3	0,3	0,6	- 0,3	0,3	0,6	- 0,3
<i>dont fabisation (a)</i>	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	- 0,1
Passagers	0,5	0,4	0,1	0,5	0,4	0,1	0,5	0,4	0,1
Autres frais (b)	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Autres	4,5	5,5	- 1,3	3,5	4,4	- 0,9	3,8	5,1	- 1,4
<i>dont fabisation (a, c)</i>	2,4	2,4	0,0	1,9	2,1	- 0,3	2,2	2,5	- 0,3
<b>Total</b>	<b>27,7</b>	<b>28,8</b>	<b>- 1,1</b>	<b>22,9</b>	<b>23,6</b>	<b>- 0,7</b>	<b>27,1</b>	<b>27,1</b>	<b>0,1</b>

*Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.*

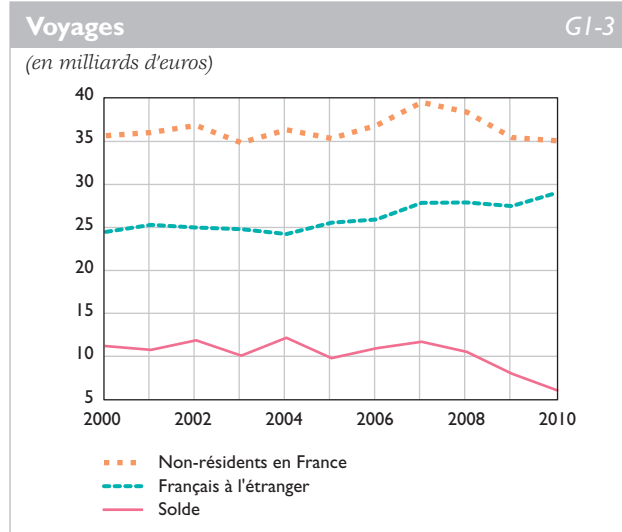
*(a) La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.*

*(b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.*

*(c) Fabisation des transports routiers*

En 2010, la contraction de l'excédent des voyages s'explique par un léger recul des recettes (- 1 %) après une année 2009 particulièrement difficile pour le tourisme international, tandis que les dépenses des Français à l'étranger progressent de près de 6 %. Les recettes de voyages ont été pénalisées en début d'année par des conditions climatiques défavorables et par l'éruption du volcan islandais paralysant le trafic aérien. Les pays limitrophes restent les principaux partenaires de la France, concentrant presque trois quarts de ses recettes de voyages (tableau STAT\_1.1 dans la partie statistique). Si les Italiens, les Belges, les Suisses et les Britanniques contribuent largement à la baisse des recettes, parmi les pays limitrophes, les Allemands, les Espagnols et les Néerlandais augmentent leurs dépenses de voyages en France. Les recettes en provenance d'Amérique du Nord repartent également à la hausse, après une forte baisse en 2009 (graphique G1-4).

Parallèlement, les dépenses des Français à l'étranger pour les voyages personnels, qui représentent les trois quarts de leurs dépenses de voyages, augmentent de 4 % et les dépenses au titre des déplacements professionnels de 10 %. Les destinations touristiques les plus prisées par les Français bénéficient toutes de la hausse de leurs dépenses, à commencer par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Espagne. La situation est plus contrastée pour les voyages professionnels. Les dépenses sont en forte hausse vers les pays de l'Union européenne, en particulier l'Espagne, le



Royaume-Uni et l'Italie, mais diminuent vers le reste du monde et notamment vers les États-Unis.

### 2|3 Les autres services

L'excédent des échanges des autres services (hors services de transport et voyages) augmente légèrement pour atteindre 3,9 milliards, après 2,9 milliards en 2009. Les exportations augmentent de près de 5,1 % après une contraction de 3,2 %



## PARTIE I – LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

### Chapitre I – Le compte de transactions courantes

Autres services										T1-7
(en milliards d'euros)										
	2008			2009			2010			
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	
Services de communication	3,1	2,1	0,9	3,3	2,7	0,6	3,4	2,9	0,5	
Services de construction	4,5	1,8	2,8	5,0	2,4	2,6	4,8	2,2	2,5	
Services d'assurance	0,6	1,4	- 0,8	1,0	1,7	- 0,8	0,9	2,2	- 1,3	
Services financiers	1,3	1,3	0,0	1,6	1,0	0,6	1,9	1,6	0,4	
Services informatiques	1,3	1,5	- 0,3	1,2	1,6	- 0,4	1,2	1,4	- 0,2	
Redevances et droits de licence	7,6	3,7	3,9	7,0	3,8	3,2	7,8	4,2	3,7	
Autres services aux entreprises	26,1	24,7	1,4	24,2	26,0	- 1,8	25,2	25,7	- 0,5	
Négoce international	8,7	0,0	8,7	7,2	0,0	7,2	7,8	0,0	7,8	
Services commerciaux	2,0	3,9	- 1,9	1,8	3,9	- 2,1	2,0	3,5	- 1,5	
Location opérationnelle	0,5	1,8	- 1,3	0,5	1,8	- 1,4	0,4	2,1	- 1,6	
Services divers aux entreprises	14,9	19,0	- 4,1	14,7	20,3	- 5,6	14,9	20,2	- 5,2	
Services culturels et récréatifs	1,5	2,5	- 1,0	1,4	2,6	- 1,3	1,5	2,8	- 1,3	
Services audiovisuels	0,8	1,4	- 0,6	0,7	1,4	- 0,7	0,7	1,5	- 0,8	
Autres services culturels et récréatifs	0,7	1,1	- 0,4	0,6	1,2	- 0,5	0,8	1,3	- 0,5	
Services des administrations publiques	0,8	0,7	0,1	0,7	0,6	0,1	0,8	0,6	0,2	
<b>Total</b>	<b>46,8</b>	<b>39,7</b>	<b>7,0</b>	<b>45,3</b>	<b>42,4</b>	<b>2,9</b>	<b>47,6</b>	<b>43,7</b>	<b>3,9</b>	

en 2009 alors que les importations continuent leur progression.

L'analyse des soldes par secteur montre des évolutions relativement limitées d'une année sur l'autre. L'essentiel de l'amélioration observée en 2010 porte sur les échanges des autres services aux entreprises dont le déficit se réduit à 0,5 milliard après - 1,8 milliard en 2009, avec des exportations en hausse de 4 % alors que les importations reculent de 1 %.

### 3 | Les revenus

En 2010, l'excédent des revenus enregistre un rebond à 36,5 milliards, après le recul à 31,6 milliards observé en 2009 et dépasse le niveau atteint en 2008. L'excédent des rémunérations des salariés, essentiellement des travailleurs frontaliers, évolue peu, à 9,9 milliards. L'excédent des revenus des investissements est en hausse de 4,6 milliards, à 26,6 milliards (tableau T1-8).

Revenus										T1-8
(en milliards d'euros)										
	2008			2009			2010			
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	
<b>Rémunérations des salariés</b>	<b>10,3</b>	<b>0,9</b>	<b>9,4</b>	<b>10,5</b>	<b>0,9</b>	<b>9,6</b>	<b>10,9</b>	<b>1,0</b>	<b>9,9</b>	
<b>Revenus des investissements</b>	<b>173,0</b>	<b>149,1</b>	<b>24,0</b>	<b>141,0</b>	<b>119,0</b>	<b>22,0</b>	<b>146,5</b>	<b>119,9</b>	<b>26,6</b>	
Revenus d'investissements directs	43,2	17,2	26,0	40,6	15,0	25,7	55,3	21,2	34,1	
Dividendes	35,5	15,3	20,1	32,0	13,7	18,4	31,2	8,4	22,8	
Bénéfices réinvestis	7,7	1,8	5,9	8,6	1,3	7,3	24,1	12,8	11,3	
Revenus d'investissements de portefeuille	80,2	73,4	6,8	77,1	77,0	0,1	76,3	81,3	- 5,1	
dont revenus des actions	8,0	14,6	- 6,6	5,4	13,1	- 7,7	4,7	13,4	- 8,7	
Revenus des autres investissements	49,6	58,5	- 8,9	23,2	27,0	- 3,7	14,9	17,3	- 2,4	
<b>Total</b>	<b>183,3</b>	<b>149,9</b>	<b>33,4</b>	<b>151,5</b>	<b>119,9</b>	<b>31,6</b>	<b>157,4</b>	<b>120,8</b>	<b>36,5</b>	

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.



### 3|1 Les revenus d'investissements directs

En 2010, après quatre années de stabilité à un niveau proche de 25 milliards, le solde des revenus d'investissements directs s'accroît de plus de 8 milliards, à 34,1 milliards, sous l'effet d'une vive hausse des revenus d'investissements français à l'étranger.

Les recettes, constituées des revenus des investissements directs français à l'étranger, qui avaient reculé de 14 % en 2008, en raison d'une très forte baisse des revenus du secteur bancaire, ont à nouveau fléchi de 6 % en 2009, à 40,6 milliards. Le redressement des profits des filiales et succursales étrangères de banques françaises n'a que partiellement compensé la contraction des revenus des groupes appartenant à d'autres secteurs, touchés à leur tour par la crise économique internationale.

Pour 2010, l'évolution des résultats nets courants consolidés des principaux groupes français conduit à estimer que les revenus d'investissements directs en provenance de l'étranger augmenteraient fortement dans l'ensemble des secteurs économiques<sup>5</sup>. Ceux-ci progresseraient de 36 % par rapport à l'année précédente, à 55,3 milliards (graphique G1-7). Avec un montant de 31,2 milliards, les dividendes se maintiendraient au même niveau qu'en 2009 tandis que les bénéfices réinvestis atteindraient 24,1 milliards, en hausse de 15,5 milliards. L'évolution contrastée des dividendes et des bénéfices réinvestis en 2010 tient à ce que les premiers sont en grande partie déterminés par les résultats des filiales étrangères en 2009, légèrement inférieurs aux résultats 2008, alors que les seconds sont calculés par différence entre les résultats nets estimés des entreprises investies en 2010 et les dividendes distribués. La reprise économique engendrant une forte progression des résultats, alors que les dividendes sont liés aux résultats antérieurs dégradés, le niveau des bénéfices réinvestis (différence entre les résultats et les dividendes versés) se relève brutalement.

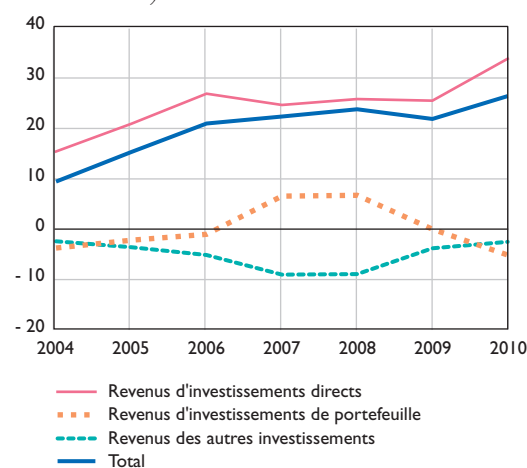
Pour leur part, les revenus des investissements directs étrangers en France, en recul en 2008, ont connu un ralentissement plus modéré en 2009, s'établissant à 15 milliards (graphique G1-7).

En 2010, le redémarrage de la croissance soutient l'activité des entreprises résidentes investies par l'étranger dont les résultats, encore estimés lors de la rédaction de ce rapport, remonteraient vivement pour revenir à un niveau comparable à celui des années 2005-2007.

#### Soldes des revenus d'investissements G1-6

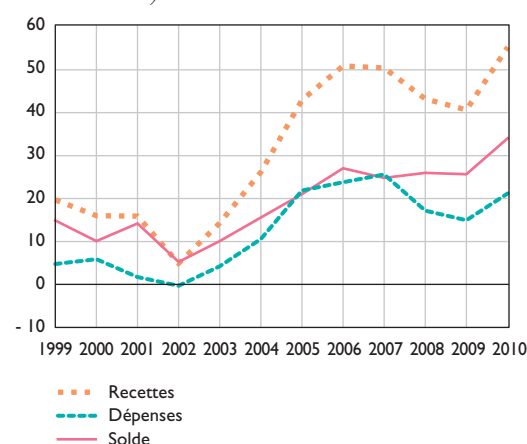
(y compris les bénéfices réinvestis)

(en milliards d'euros)



#### Revenus d'investissements directs G1-7

(en milliards d'euros)



<sup>5</sup> À la date de rédaction de ce Rapport annuel, les résultats des filiales et participations étrangères de sociétés françaises en 2010, qui permettent de calculer les recettes de revenus d'investissements directs, ne sont pas encore connus. Ils sont donc estimés à partir des résultats nets consolidés hors éléments non courants communiqués par les groupes résidents du CAC 40 (pour plus de détails, cf. encadré 1.3, page 25 du Rapport annuel 2009 de la balance des paiements et de la position extérieure de la France).

### 3|2 Les revenus d'investissements de portefeuille

Après un point haut en 2006 et 2007 à plus de 6 milliards, l'excédent des revenus des investissements de portefeuille a enregistré trois années de suite un recul important. Encore à l'équilibre en 2009, le solde est déficitaire en 2010 de 5,1 milliards. Cette évolution porte à la fois sur les dividendes et sur les intérêts. Le déficit sur les dividendes passe de 6,6 milliards en 2008 à 8,7 milliards en 2010 sous l'effet de la baisse des dividendes reçus, les dividendes payés étant stables. L'excédent des revenus sur titres de dette revient de 13,4 milliards en 2008 à 3,6 milliards en 2010 avec la poursuite de la hausse des intérêts payés alors que les intérêts reçus plafonnent. En effet, à partir de 2009, les non-résidents poursuivent une politique active d'acquisition de titres français alors que les investissements français à l'étranger sont plus modérés. Créditrice de 93 milliards à la fin de l'année 2008, la position extérieure sur titres de dette est désormais débitrice de 270 milliards en 2010 (chapitre 3).

### 3|3 Les revenus des autres investissements

Le déficit des revenus des autres investissements se réduit en 2010, à 2,4 milliards contre 3,7 milliards en 2009. Ce constat recouvre toutefois des évolutions contrastées selon les secteurs. Comme en 2009, l'amélioration la plus significative concerne le secteur bancaire dont le solde négatif se réduit de 1,8 milliard en liaison avec la baisse des taux d'intérêt.

## 4| Les transferts courants

Le déficit des transferts évolue peu. Il atteint 26,5 milliards en 2010, après 27,1 milliards en 2009. La principale composante du solde correspond aux transferts des administrations publiques, et plus particulièrement les opérations avec l'Union européenne dont le déficit est de 10 milliards, comme en 2009.

Transferts courants										T1-9
(en milliards d'euros)										
	2008			2009			2010			
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	
<b>Transferts courants des administrations publiques</b>	<b>12,4</b>	<b>28,3</b>	<b>- 15,9</b>	<b>12,5</b>	<b>30,6</b>	<b>- 18,1</b>	<b>11,2</b>	<b>29,2</b>	<b>- 18,0</b>	
Transferts avec les institutions de l'Union européenne	10,8	19,0	- 8,3	11,0	20,7	- 9,7	10,2	20,2	- 10,0	
Autres transferts des APU	1,7	9,3	- 7,6	1,5	9,9	- 8,4	1,0	9,0	- 8,0	
<i>dont frais de fonctionnement des organisations internationales</i>	<i>0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>- 0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>- 0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>- 0,8</i>	
<b>Transferts courants des autres secteurs</b>	<b>7,2</b>	<b>15,5</b>	<b>- 8,3</b>	<b>6,6</b>	<b>15,6</b>	<b>- 9,0</b>	<b>6,6</b>	<b>15,1</b>	<b>- 8,5</b>	
Envois de fonds des travailleurs	0,8	3,4	- 2,6	0,8	2,8	- 2,1	0,8	2,9	- 2,1	
Autres opérations	6,4	12,1	- 5,7	5,9	12,8	- 6,9	5,9	12,2	- 6,4	
<b>Total</b>	<b>19,7</b>	<b>43,9</b>	<b>- 24,2</b>	<b>19,1</b>	<b>46,2</b>	<b>- 27,1</b>	<b>17,8</b>	<b>44,3</b>	<b>- 26,5</b>	

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

## **Chapitre 2**

# **Le compte financier**

## PARTIE I – LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

### Chapitre 2 – Le compte financier

Compte financier		T2-1		
(en milliards d'euros)				
	2008	2009	2010	
<b>COMPTE FINANCIER</b>	<b>18,3</b>	<b>41,1</b>	<b>18,2</b>	
<b>Investissements directs</b>	<b>- 62,0</b>	<b>- 49,6</b>	<b>- 37,9</b>	
<b>Français à l'étranger</b>	<b>- 105,8</b>	<b>- 74,1</b>	<b>- 63,5</b>	
Capital social	- 59,0	- 39,2	- 20,3	
Bénéfices réinvestis	- 7,7	- 8,6	- 24,1	
Autres opérations	- 39,2	- 26,4	- 19,1	
Autres opérations (principe directionnel étendu)	- 11,6	- 13,5	- 6,3	
<b>Étrangers en France</b>	<b>43,8</b>	<b>24,5</b>	<b>25,6</b>	
Capital social	15,0	15,1	11,0	
Bénéfices réinvestis	1,8	1,3	12,8	
Autres opérations	27,0	8,1	1,8	
Autres opérations (principe directionnel étendu)	- 0,6	- 4,8	- 11,0	
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>25,0</b>	<b>251,1</b>	<b>119,9</b>	
<b>Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)</b>	<b>- 98,3</b>	<b>- 77,4</b>	<b>23,2</b>	
Actions et titres d'OPCVM	- 39,4	- 27,2	- 17,0	
Obligations et assimilés	3,8	- 11,6	- 0,2	
Titres de créance à court terme	- 62,6	- 38,6	40,4	
<b>Engagements (non-résidents sur titres émis par des résidents)</b>	<b>123,3</b>	<b>328,5</b>	<b>96,7</b>	
Actions et titres d'OPCVM	- 10,9	53,0	- 6,3	
Obligations et assimilés	80,9	199,2	99,5	
Titres de créance à court terme	53,3	76,3	3,5	
<b>Produits financiers dérivés</b>	<b>- 16,4</b>	<b>- 16,9</b>	<b>34,3</b>	
<b>Autres investissements</b>	<b>63,1</b>	<b>- 147,4</b>	<b>- 92,3</b>	
<b>Avoirs</b>	<b>53,6</b>	<b>58,1</b>	<b>- 118,6</b>	
Crédits commerciaux	4,2	- 1,3	- 0,6	
Prêts	49,5	59,4	- 117,8	
Banque de France	11,0	- 2,7	- 10,7	
Administrations publiques	1,0	- 1,1	- 3,7	
Institutions financières monétaires (IFM)	33,8	67,2	- 103,8	
Entreprises d'investissement	5,0	4,4	- 3,8	
Autres	- 1,2	- 8,3	4,2	
Autres avoirs	0	0	- 0,2	
<b>Engagements</b>	<b>9,5</b>	<b>- 205,5</b>	<b>26,3</b>	
Crédits commerciaux	1,4	6,5	3,7	
Prêts	8,1	- 212,0	22,6	
Banque de France	130,5	- 44,2	- 31,4	
Administrations publiques	5,6	- 4,5	0,3	
Institutions financières monétaires (IFM)	- 135,1	- 142,9	57,2	
Entreprises d'investissement	- 1,6	- 14,6	- 2,0	
Autres	8,6	- 5,8	- 1,4	
Autres engagements	0	0	0	
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>8,5</b>	<b>3,9</b>	<b>- 5,8</b>	

# CHAPITRE 2

## Le compte financier

### I | Les investissements directs

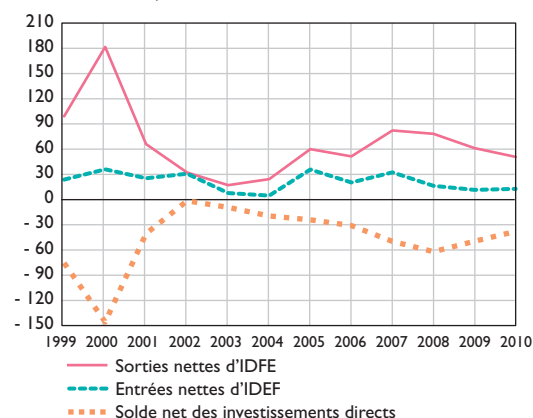
Les sorties nettes d'investissements directs s'établissent à 38 milliards d'euros en 2010. Elles se contractent de 12 milliards par rapport à 2009, de 24 milliards par rapport à 2008. Cette évolution tient pour l'essentiel au recul des investissements directs français à l'étranger, alors que les investissements directs étrangers en France sont quasiment stables, à un faible niveau, depuis trois ans (graphique G2-1). Hors bénéficiaires réinvestis, les sorties nettes d'investissements directs passent de 42 à 27 milliards de 2009 à 2010 (tableaux T2-2 et T2-3). Ce sont ces sorties nettes qui doivent être financées par les autres lignes du compte financier.

### I | Les investissements directs français à l'étranger

Présentés selon la méthodologie dite « du principe directionnel étendu », utilisée pour l'enregistrement des prêts entre sociétés sœurs au sein d'un même

Flux d'investissements directs français à l'étranger, étrangers en France et solde net G2-1

(en milliards d'euros)



groupe international <sup>1</sup>, les investissements directs français à l'étranger s'établissent à 51 milliards en 2010, en recul pour la troisième année consécutive. Si le repli des années 2008 et 2009 peut s'expliquer par la crise financière, celui observé en 2010 intervient dans un contexte marqué par une reprise mondiale des flux d'investissements et des opérations de fusion-acquisition transfrontières.

Flux d'investissements directs français à l'étranger T2-2

Tous secteurs résidents

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010
<b>Capital social (hors investissements immobiliers)</b>	<b>- 53,3</b>	<b>- 57,6</b>	<b>- 37,1</b>	<b>- 17,5</b>
Constitutions	- 110,0	- 117,7	- 91,8	- 37,5
Liquidations	56,7	60,1	54,7	20,0
<b>Secteur bancaire</b>	<b>- 16,1</b>	<b>- 5,9</b>	<b>- 15,7</b>	<b>- 10,8</b>
Constitutions	- 24,7	- 17,6	- 22,7	- 13,4
Liquidations	8,6	11,7	7,0	2,7
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 37,2</b>	<b>- 51,7</b>	<b>- 21,4</b>	<b>- 6,7</b>
Constitutions	- 85,3	- 100,0	- 69,1	- 24,1
Liquidations	48,1	48,3	47,8	17,3
<b>Investissements immobiliers</b>	<b>- 3,3</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 2,8</b>
Constitutions	- 3,9	- 1,8	- 2,4	- 3,2
Liquidations	0,6	0,4	0,3	0,3
<b>Bénéficiaires réinvestis (tous secteurs résidents)</b>	<b>- 25,4</b>	<b>- 7,7</b>	<b>- 8,6</b>	<b>- 24,1</b>
<b>Autres opérations (a)</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 11,6</b>	<b>- 13,5</b>	<b>- 6,3</b>
<b>Total</b>	<b>- 82,2</b>	<b>- 78,3</b>	<b>- 61,2</b>	<b>- 50,7</b>

(a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon le principe directionnel étendu

<sup>1</sup> Alors que la méthodologie traditionnelle prévoit que les prêts et les emprunts entre sociétés sœurs soient enregistrés, à l'instar des autres flux financiers de balance des paiements, sur la base des créances et des engagements des sociétés résidentes vis-à-vis de l'étranger, l'application de la règle « du principe directionnel étendu » consiste à classer les prêts entre sociétés sœurs d'un même groupe international (c'est-à-dire sans lien direct en capital social entre elles ou avec une participation de l'une au capital de l'autre inférieure à 10 %) en investissements directs français à l'étranger ou en investissements directs étrangers en France en fonction du lieu de résidence de la tête de groupe. La nouvelle méthode, qui deviendra la norme pour la présentation des statistiques d'investissements directs à l'échelle européenne à compter de 2014, a fait l'objet d'explications détaillées dans l'encadré 2.1, page 32, du Rapport annuel 2009 de la balance des paiements et de la position extérieure de la France.

Les opérations en capital social (hors investissements immobiliers) donnent lieu à 18 milliards d'entrées nettes. La baisse de plus de 50 % de ces opérations par rapport à 2009 pèse à hauteur de 20 milliards sur le solde net des investissements français à l'étranger. En deux ans, les opérations en capital ont baissé de près de 70 % et il faut remonter à 2003, année qui a suivi l'explosion de la « bulle internet », pour retrouver un montant aussi faible (graphique G2-2). Les groupes français demeurent très prudents et, dans l'ensemble, réduisent leurs investissements à l'étranger. Plusieurs d'entre eux procèdent même à des cessions d'actifs localisés dans des pays industrialisés (cf. exemples *infra*).

En revanche, comme ceux des autres grands pays investisseurs, les investissements directs de la France à l'étranger sont soutenus par les bénéfices réinvestis, dont le niveau s'accroît en relation avec la hausse des profits des entreprises <sup>2</sup>. Les bénéfices réinvestis remontent ainsi à 24 milliards, niveau comparable à celui des années 2005-2007.

Pour leur part, les investissements immobiliers français à l'étranger, qui étaient à leur étiage en 2008,

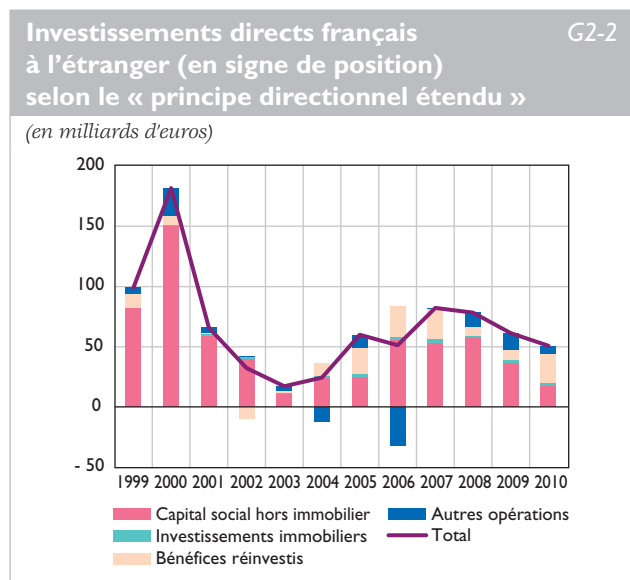
poursuivent leur redressement, à 3 milliards, tout en restant à un niveau modeste par comparaison avec les investissements immobiliers étrangers en France <sup>3</sup>.

Dernière composante des investissements directs français à l'étranger, les « autres opérations » ou prêts intragroupes, après reclassement des opérations entre sociétés sœurs selon le principe directionnel étendu, diminuent de moitié par rapport à 2009, pour s'établir à 6 milliards.

Parmi les principales opérations de l'année 2010 concernant les investissements directs français à l'étranger figurent nombre de désinvestissements d'ampleur significative, qu'il s'agisse de la poursuite du désengagement de Vivendi de NBC Universal (États-Unis), de la vente par EDF de son réseau de distribution britannique à un groupe d'investisseurs implanté à Hong Kong, de la cession par Axa d'une partie de ses activités d'assurance-vie et retraite au Royaume-Uni à la compagnie d'assurance Resolution Ltd ou de la vente par Renault d'actions du constructeur de camions suédois Volvo AB. Dans le sens des investissements, on relève le rapprochement entre la filiale belge du groupe GDF Suez, Electrabel, et le groupe britannique International Power Plc, achevé début 2011, qui a donné lieu à des sorties de capitaux sous différentes formes à la fin de l'année 2010, le rachat par Total d'une société d'exploration pétrolière canadienne et l'acquisition par la SNCF de la majorité du capital d'Eurostar International Ltd (cf. la liste des principales opérations annoncées dans la presse dans le tableau STAT\_2.7 de la seconde partie de ce rapport).

Les opérations de fusion-acquisition constituent généralement la principale composante des opérations en capital social. En moyenne, sur la dernière décennie, elles ont ainsi représenté presque les deux tiers des flux nets en capital social hors investissements immobiliers (tableau STAT\_2.1). Cette part tombe à moins de 40 % en 2010.

La répartition sectorielle des flux d'investissements directs montre que le recul des opérations à l'étranger depuis deux ans est inégal selon les secteurs.



<sup>2</sup> Les bénéfices réinvestis, partie non distribuée du résultat courant des sociétés investies revenant aux investisseurs directs, sont considérés en balance des paiements à la fois comme un revenu d'investissement direct, enregistré au sein des transactions courantes, et comme une opération d'investissement direct, enregistrée dans le compte financier. Leur évolution est commentée au chapitre 1 de ce Rapport.

<sup>3</sup> Les investissements immobiliers peuvent prendre deux formes différentes : les achats immobiliers stricto sensu, qui consistent en achats de bâtiments, et les investissements à l'étranger de sociétés résidentes appartenant au secteur de l'immobilier, qui consistent en fusions, rachats, prises de participation, augmentations de capital et prêts d'entreprises résidentes à des sociétés étrangères affiliées. Sont désignés ici par « investissements immobiliers » les achats de bâtiments stricto sensu qui sont, dans la mesure du possible, distingués des autres opérations d'investissements directs compte tenu de leur caractère spécifique.

Les entreprises du secteur financier maintiennent leur effort d'investissement avec un montant de plus de 15 milliards, soit 30 % du total des flux annuels. À l'opposé, les replis les plus importants concernent les entreprises du secteur de l'hébergement et de la restauration et, surtout, celles du secteur de l'information et de la communication qui réduisent significativement leur effort d'implantation à l'étranger (tableau STAT\_2.5).

Sur le plan géographique, les pays de l'Union européenne (à 27) et ceux de la zone euro (à 16) reçoivent respectivement 62 % et 61 % des flux nets d'investissements directs français à l'étranger en 2010, les autres pays industrialisés 23 % et le reste du monde 15 %. Les principaux destinataires des flux sont des pays qui, compte tenu de leur cadre juridique, financier, voire fiscal, abritent des *holdings* et autres filiales financières de groupes internationaux, les fonds étant ensuite, au moins pour partie, réinvestis ailleurs : la Belgique, les Pays-Bas et la Suisse se situent ainsi aux trois premiers rangs, recevant, respectivement, 19 %, 18 % et 14 % des flux. Viennent ensuite les États-Unis (10 % des investissements) et le Luxembourg (6 %). Au sein des pays émergents, le Brésil se situe au premier rang, avec 6 % des flux, devant la Chine, Singapour, la Russie et le Maroc (tableau STAT\_2.3).

## 1|2 Les investissements directs étrangers en France

Les investissements directs étrangers en France sont stables en 2010, à 13 milliards, après respectivement 12 et 16 milliards en 2009 et 2008. Cette stabilité masque toutefois une recombinaison importante. La croissance des profits se traduit, comme pour les investissements français à l'étranger, par une vive hausse des bénéfiques réinvestis qui retrouvent ainsi leurs plus hauts niveaux antérieurs, à 13 milliards. À l'inverse, le solde de l'ensemble des autres composantes des investissements directs étrangers en France s'équilibre, les nouveaux investissements compensant tout juste les désinvestissements.

Les opérations en capital social (hors investissements immobiliers), qui étaient toujours restées supérieures à 10 milliards entre 2005 et 2009, chutent à 5 milliards en 2010, revenant à un niveau comparable à celui des années 2003 et 2004 (graphique G2-3).

Après avoir reculé de plus de 60 % en 2008 par rapport au niveau record de 11 milliards, atteint l'année précédente, les investissements immobiliers se sont maintenus à 4 milliards en 2009, avant de progresser en 2010. Avec un montant de 6 milliards, ils restent cependant loin de

### Flux d'investissements directs étrangers en France

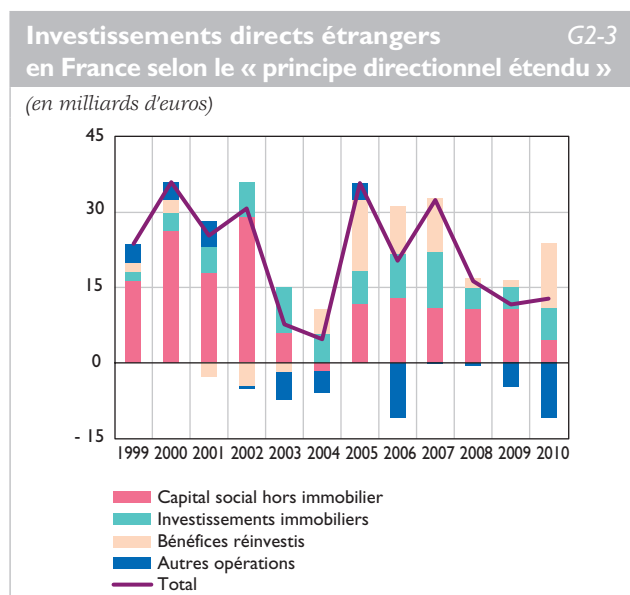
Tous secteurs résidents

T2-3

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010
<b>Capital social (hors investissements immobiliers)</b>	<b>11,0</b>	<b>10,7</b>	<b>10,9</b>	<b>4,6</b>
Constitutions	49,0	35,6	23,9	17,8
Liquidations	- 38,1	- 24,8	- 13,1	- 13,2
Secteur bancaire	- 1,2	- 0,7	6,8	1,8
Constitutions	1,2	4,2	7,4	2,4
Liquidations	- 2,5	- 4,9	- 0,7	- 0,6
Autres secteurs	12,2	11,4	4,1	2,9
Constitutions	47,8	31,4	16,5	15,4
Liquidations	- 35,6	- 20,0	- 12,4	- 12,5
<b>Investissements immobiliers</b>	<b>11,0</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>6,4</b>
Constitutions	15,0	7,2	5,3	8,3
Liquidations	- 3,9	- 3,0	- 1,0	- 1,9
<b>Bénéfiques réinvestis (tous secteurs résidents)</b>	<b>10,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,3</b>	<b>12,8</b>
<b>Autres opérations (a)</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 4,8</b>	<b>- 11,0</b>
<b>Total</b>	<b>32,4</b>	<b>16,3</b>	<b>11,6</b>	<b>12,8</b>

(a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon le principe directionnel étendu



leurs sommets de 2006 et 2007 et reviennent tout juste au niveau moyen des années 2001-2005.

Enfin, les prêts intragroupes, retraités selon la règle du principe directionnel étendu, donnent lieu à des sorties nettes de 11 milliards, signe que les filiales résidentes de groupes étrangers font globalement remonter des liquidités vers leur maison mère ou vers d'autres sociétés étrangères du même groupe.

Au sein des flux en capital social, si plusieurs opérations consistent en un changement d'actionnaire de référence non résident et n'ont donc pas d'impact sur les flux nets, on note, parmi les investissements, l'entrée du fonds One Equity Partners (États-Unis) au capital de l'équipementier automobile Faurecia, en échange de l'apport de la société américaine Emcon Technologies enregistré en investissement français à l'étranger, ainsi que le rachat de trois sociétés qui exercent leur activité essentiellement sur internet : Leboncoin.fr, cédé par le groupe Spir Communication (Ouest-France) au groupe norvégien Schibsted ; PriceMinister, acquis par une *holding* luxembourgeoise du groupe japonais Rakuten ; SeLogger.com, dont le groupe allemand Axel Springer a acquis 12,4 % du capital dans le cadre d'une OPA qui s'est poursuivie au premier semestre 2011. Parmi les désinvestissements, les *holdings* Financière

Light III, filiale luxembourgeoise du fonds d'investissement américain KKR, et Legron B.V., filiale néerlandaise du groupe français Wendel, ont à nouveau cédé une partie de leur participation au capital de la société Legrand, le fonds luxembourgeois Qatari Diar Real Estate Investment Company a vendu la société française Cegelec au groupe Vinci en échange d'une participation à son capital et le groupe Rio Tinto - Alcan a cédé sa filiale d'emballage, dont une partie du capital a été reprise par le Fonds Stratégique d'Investissement (tableau STAT\_2.8). Du fait des nombreuses cessions enregistrées, les opérations de fusion-acquisition étrangères en France donnent lieu à des sorties nettes de 1 milliard, à comparer au total de 5 milliards d'entrées sous forme d'opérations en capital social hors investissements immobiliers (tableau STAT\_2.2).

Parmi les secteurs qui attirent les investissements étrangers, on compte notamment les activités immobilières (y compris services immobiliers) qui contribuent aux entrées nettes à hauteur de 7 milliards. À l'inverse, les investisseurs étrangers se désengagent des secteurs du commerce et de la réparation automobile et du secteur des activités de services administratifs et de soutien (tableau STAT\_2.6) <sup>4</sup>.

Sur le plan géographique, deux pays apportent une contribution majeure aux investissements de l'étranger, le Luxembourg (13 milliards) et les États-Unis (5 milliards), alors que les flux nets en provenance des principaux partenaires de la France sont nuls, voire négatifs dans certains cas (Irlande, Suisse, Suède ; tableau STAT\_2.4). Le poids du Luxembourg tient à sa situation de plate-forme privilégiée par des fonds d'investissements qui sont eux-mêmes originaires de différents pays, d'Europe ou d'ailleurs.

## 2 | Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille sont à l'origine d'entrées de capitaux, comme les deux années précédentes, mais à un niveau nettement plus faible en 2010 qu'en 2009 (120 milliards après 251 milliards ; tableau T2-4).

<sup>4</sup> Les bénéfices réinvestis, estimés en 2010, ne font pas l'objet d'une ventilation sectorielle. De ce fait, les opérations d'investissements directs étrangers en France ventilées sectoriellement ont un solde nul en 2010.



## Ventilation par instrument des investissements de portefeuille

T2-4

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Avoirs	Engagements	Soldes	Avoirs	Engagements	Soldes	Avoirs	Engagements	Soldes
Actions	- 39,3	- 1,9	- 41,2	- 31,6	36,0	4,4	- 21,4	- 9,0	- 30,4
Titres d'OPCVM	- 0,2	- 9,0	- 9,2	4,4	17,0	21,4	4,4	2,7	7,1
Obligations et assimilés	3,8	80,9	84,7	- 11,6	199,2	187,6	- 0,2	99,5	99,3
Titres de créance à court terme	- 62,6	53,3	- 9,3	- 38,6	76,3	37,7	40,4	3,5	43,9
<b>Total</b>	<b>- 98,3</b>	<b>123,3</b>	<b>25,0</b>	<b>- 77,4</b>	<b>328,5</b>	<b>251,1</b>	<b>23,2</b>	<b>96,7</b>	<b>119,9</b>

Avoirs : opérations des résidents sur titres étrangers

Engagements : opérations des non-résidents sur titres français

Sans signe : acquisitions nettes de titres français par les non-résidents ou cessions nettes de titres étrangers par les résidents

Signe (-) : cessions nettes de titres français par les non-résidents ou acquisitions nettes de titres étrangers par les résidents

En 2008 et 2009, ces entrées étaient principalement imputables à une forte progression des achats de titres français par les non-résidents (dénommés engagements dans le tableau T2-4). La situation est différente en 2010. Les cessions de titres étrangers par les résidents (avoids) pour 23 milliards, après des achats de 77 milliards en 2009, viennent partiellement compenser la forte diminution des achats de titres français par les non-résidents, qui passent de 329 milliards à 97 milliards.

La ventilation des investissements de portefeuille suivant les secteurs émetteurs des titres se modifie sensiblement en 2010 (tableau T2-5 et graphique G2-4). En 2009, les entrées nettes de capitaux ont été très fortes du fait d'acquisitions importantes de titres par

des non-résidents, notamment alimentées par les émissions de la Société de financement de l'économie française (SFEF). La SFEF est une institution financière non monétaire, mais ses émissions ont financé des institutions financières monétaires (IFM).

En 2010, les entrées imputables aux opérations sur les titres publics se maintiennent à un niveau élevé (82 milliards, après 114 milliards). Le solde des opérations sur titres émis par les IFM s'inverse, passant de sorties de 33 milliards en 2009 à des entrées de 47 milliards. Plus qu'un changement entre secteurs, cela marque principalement la fin du dispositif d'intermédiation de la SFEF et le retour des IFM, plus massif que durant la seconde partie de 2009, aux émissions longues directement sur le marché.

## Ventilation par secteur émetteur des investissements de portefeuille

T2-5

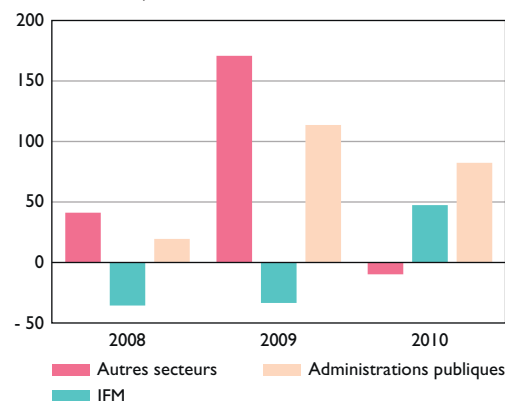
(en milliards d'euros)

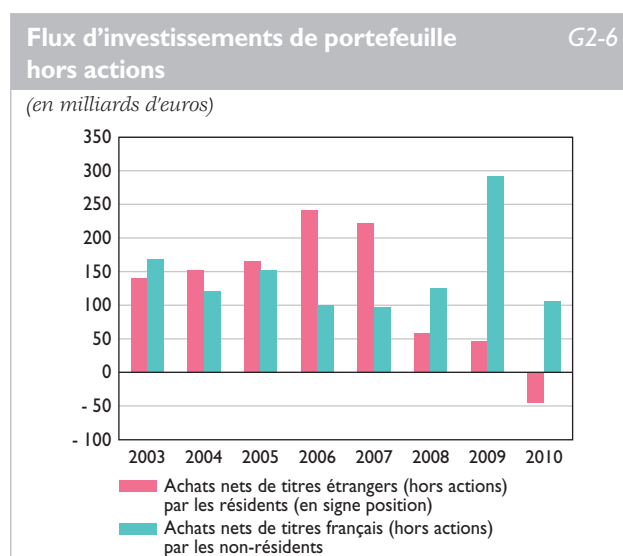
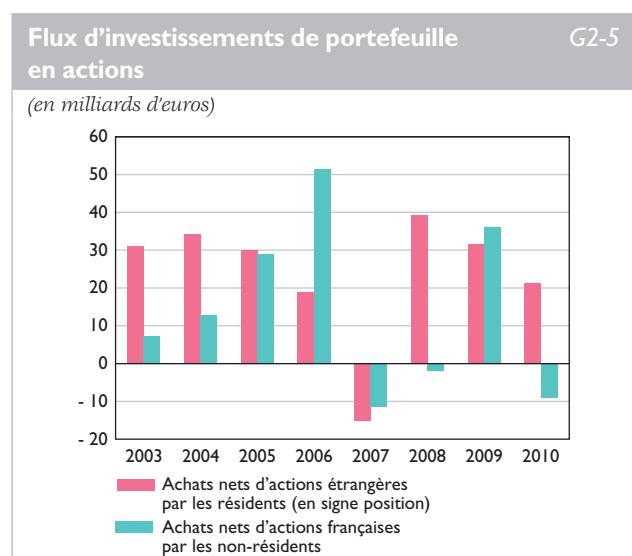
	2008	2009	2010
<b>Avoirs</b>	<b>- 98,3</b>	<b>- 77,4</b>	<b>23,2</b>
Administrations publiques	- 79,2	- 36,3	35,6
IFM	- 50,5	- 64,0	14,3
Autres secteurs	31,5	22,9	- 26,7
<b>Engagements</b>	<b>123,3</b>	<b>328,5</b>	<b>96,7</b>
Administrations publiques	98,7	149,9	46,8
IFM	14,9	30,5	33,1
Autres secteurs	9,7	148,0	16,9
<b>Solde</b>	<b>25,0</b>	<b>251,1</b>	<b>119,9</b>
Administrations publiques	19,5	113,6	82,4
IFM	- 35,6	- 33,4	47,4
Autres secteurs	41,2	170,9	- 9,8

## Flux nets d'investissements de portefeuille par secteur émetteur

G2-4

(en milliards d'euros)





Enfin, la répartition des flux de portefeuille selon la nature des titres montre que les flux nets sur actions cotées se soldent par des sorties de capitaux de 30 milliards, après de faibles entrées en 2009 (graphique G2-5).

Les entrées nettes de capitaux enregistrées en 2010 sont donc expliquées par les flux sur les instruments financiers autres que les actions (obligations, titres courts et parts d'OPCVM), pour 150 milliards en 2010 après 247 milliards en 2009. En effet, sur ces instruments, les résidents français sont vendeurs

en 2010 à hauteur de 45 milliards après avoir sensiblement ralenti leurs acquisitions en 2008 et 2009 (graphique G2-6 et tableau STAT\_3.2).

## 2| Les investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers

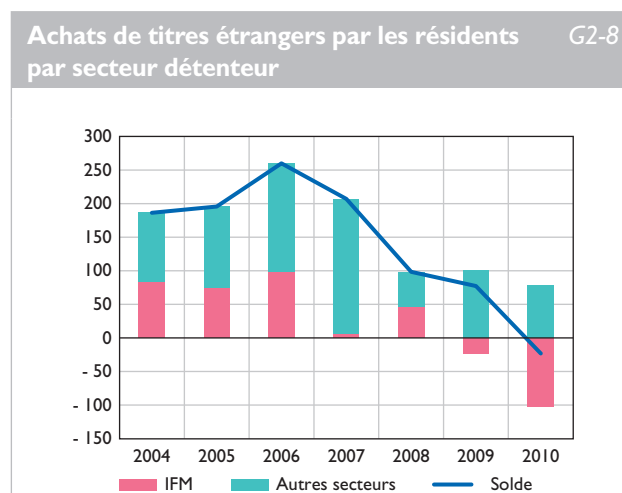
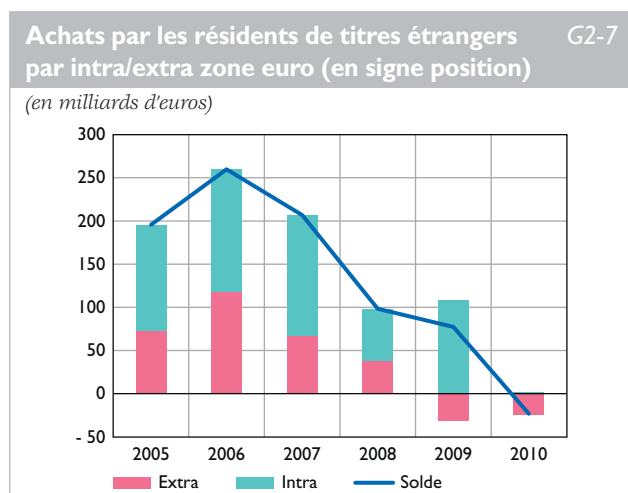
Pour la première fois depuis plus de dix ans, les résidents procèdent en 2010 à des cessions nettes de titres étrangers à hauteur de 23 milliards, alors

**Opérations des résidents sur titres étrangers par zone, par instrument et par secteur résident détenteur** T2-6

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	IFM	Autres secteurs (a)	Total	IFM	Autres secteurs (a)	Total	IFM	Autres secteurs (a)	Total
<b>Émetteurs de la zone euro</b>	<b>- 34,5</b>	<b>- 25,3</b>	<b>- 59,8</b>	<b>- 17,3</b>	<b>- 91,4</b>	<b>- 108,7</b>	<b>65,7</b>	<b>- 67,0</b>	<b>- 1,3</b>
Actions et titres d'OPCVM	- 4,3	- 26,0	- 30,4	- 2,0	- 21,3	- 23,3	- 10,7	- 5,0	- 15,7
Obligations et assimilés	- 5,3	0,1	- 5,2	34,0	- 63,4	- 29,5	53,4	- 57,1	- 3,7
Titres de créance à court terme	- 24,8	0,6	- 24,2	- 49,3	- 6,6	- 56,0	23,0	- 4,9	18,1
<b>Émetteurs hors zone euro</b>	<b>- 12,8</b>	<b>- 25,7</b>	<b>- 38,5</b>	<b>40,6</b>	<b>- 9,3</b>	<b>31,3</b>	<b>36,1</b>	<b>- 11,6</b>	<b>24,5</b>
Actions et titres d'OPCVM	3,3	- 12,3	- 9,0	0,2	- 4,1	- 3,9	- 2,7	1,4	- 1,3
Obligations et assimilés	8,7	0,3	9,0	36,9	- 19,0	17,8	30,0	- 26,5	3,5
Titres de créance à court terme	- 24,8	- 13,6	- 38,4	3,5	13,9	17,4	8,8	13,5	22,3
<b>Tous émetteurs</b>	<b>- 47,3</b>	<b>- 51,0</b>	<b>- 98,3</b>	<b>23,3</b>	<b>- 100,7</b>	<b>- 77,4</b>	<b>101,8</b>	<b>- 78,6</b>	<b>23,2</b>
Actions et titres d'OPCVM	- 1,1	- 38,3	- 39,4	- 1,8	- 25,5	- 27,2	- 13,4	- 3,6	- 17,0
Obligations et assimilés	3,4	0,4	3,8	70,8	- 82,5	- 11,6	83,4	- 83,6	- 0,2
Titres de créance à court terme	- 49,6	- 13,0	- 62,6	- 45,8	7,2	- 38,6	31,8	8,6	40,4

(a) dont administrations publiques et autorités monétaires



qu'ils s'étaient portés acquéreurs pour plus de 170 milliards par an de 2003 à 2007 et encore de 77 milliards en 2009 (tableau T2-6). Les évolutions apparaissent toutefois contrastées selon que l'on s'attache à la nature de l'instrument, au secteur résident détenteur ou encore à la zone géographique de l'émetteur.

Concernant les instruments, les ventes de titres étrangers se concentrent sur des titres de dette à court terme, pour 40 milliards. Si les flux enregistrés sur les obligations et assimilés sont quasiment nuls, les résidents continuent en revanche à investir en actions étrangères, et ce malgré un fléchissement en 2010 (21 milliards, après 32 milliards).

Par zone géographique (graphique G2-7), les cessions portent en 2010 sur des titres d'émetteurs résidant hors de la zone euro (pour 25 milliards), notamment au Japon et dans des centres financiers extraterritoriaux (cf. les tableaux STAT\_3.1 et STAT\_3.2 pour le détail de la répartition géographique). Les investissements dans la zone euro sont quasiment nuls (après 109 milliards en 2009), à l'exception du compartiment actions (13 milliards), avec cependant des compensations selon l'origine géographique des émetteurs (tableau STAT\_3.1). En 2009, les investisseurs résidents privilégiaient la zone euro, et notamment les pays à haut rendement : les IFM se dégageaient des titres hors zone euro mais continuaient à investir sur des émetteurs de la zone euro ; les autres secteurs se portaient massivement acquéreurs de titres de la zone euro. En 2010, en revanche, les cessions de titres hors zone euro par les IFM ne donnent pas lieu à des

réinvestissements dans la zone euro considérée dans son ensemble. Au contraire, les IFM, dont on rappelle qu'elles ne comprennent pas la banque centrale, allègent également leurs investissements en titres de la zone euro, à l'inverse des autres intervenants.

Au total, l'examen selon les secteurs détenteurs fait apparaître que les cessions de titres étrangers en 2010 sont globalement imputables aux IFM, à hauteur de 102 milliards, après 23 milliards en 2009 (tableau T2-6 et graphique G2-8).

## 2|2 Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français

Les acquisitions nettes de titres français par les non-résidents s'inscrivent en 2010 à 97 milliards, en net repli par rapport aux 329 milliards enregistrés en 2009 (tableau T2-7 et graphique G2-9).

La répartition des investissements étrangers entre les différents secteurs de l'économie française est assez proche de celles des émissions. Près de la moitié des acquisitions portent sur des titres publics (47 milliards), un tiers (33 milliards) sur des titres émis par les IFM et à peu près un sixième sur des titres émis par les autres secteurs (notamment actions des sociétés non financières et parts d'OPCVM non monétaires).

Comme indiqué précédemment, la part exceptionnelle en 2009 des autres secteurs est due aux émissions

**Ventilation des opérations des non-résidents sur titres français par instrument et par secteur résident émetteur**

T2-7

(en milliards d'euros)

	2008				2009				2010			
	Admin. publiques	IFM	Autres secteurs	Total	Admin. publiques	IFM	Autres secteurs	Total	Admin. publiques	IFM	Autres secteurs	Total
Actions et titres d'OPCVM	0,0	8,3	- 19,2	- 10,9	0,0	7,6	45,4	53,0	0,0	- 13,2	6,8	- 6,3
Obligations et assimilés	45,4	11,6	23,9	80,9	79,2	17,7	102,3	199,2	50,9	39,0	9,6	99,5
Euros	44,6	11,0	12,2	67,8	72,4	23,6	58,7	154,7	47,1	23,2	6,1	76,4
Devises	0,8	0,5	11,7	13,0	6,8	- 5,9	43,6	44,5	3,7	15,9	3,6	23,1
Titres de créance à court terme	53,3	- 5,0	5,0	53,3	70,7	5,2	0,4	76,3	- 4,1	7,2	0,4	3,5
Euros	49,7	- 10,1	2,0	41,6	60,8	0,3	0,4	61,6	- 3,5	10,6	- 0,5	6,6
Devises	3,6	5,1	3,0	11,7	9,9	4,9	0,0	14,7	- 0,5	- 3,4	0,9	- 3,0
<b>Total</b>	<b>98,7</b>	<b>14,9</b>	<b>9,7</b>	<b>123,3</b>	<b>149,9</b>	<b>30,5</b>	<b>148,0</b>	<b>328,5</b>	<b>46,8</b>	<b>33,1</b>	<b>16,9</b>	<b>96,7</b>

de la SFEF, qui bénéficiaient en réalité aux IFM. En 2010, les autres secteurs retrouvent un étiage apparent conforme à leur poids réel.

En 2010, l'essentiel des acquisitions nettes de titres français par les non-résidents porte sur des titres de créance à long terme (obligations et assimilés), qui contribuent pour 100 milliards aux entrées de capitaux. Les investissements en titres à court terme s'inscrivent en très forte baisse, à 4 milliards. Les non-résidents souscrivent encore en 2010 plus de la moitié des émissions de dette des résidents

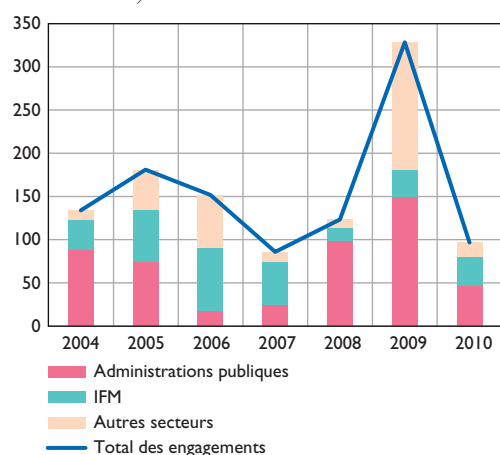
français, la situation de 2009 apparaissant à cet égard exceptionnelle (les non-résidents ayant acquis l'essentiel des émissions).

Les importants achats en 2009 d'actions et de titres d'OPCVM laissent place à des cessions pour 6 milliards (tableau T2-7). Les ventes portent globalement sur des titres émis par les IFM (13 milliards), ceux des autres secteurs (actions des sociétés non financières et parts d'OPCVM non monétaires) étant au contraire souscrits à hauteur de 7 milliards (tableau STAT\_3.3).

**Achats de titres français par les non-résidents par secteur émetteur**

G2-9

(en milliards d'euros)



Les titres publics français font l'objet de souscriptions par les non-résidents pour 47 milliards (après 150 milliards en 2009). Rapportés aux émissions nettes, ces achats représentent 50 % du montant émis par les administrations publiques (94 milliards), après plus de 90 % en 2009. Cette évolution s'explique en partie par une modification de la structure des émissions de dette des administrations publiques : en 2010, ces dernières émettent surtout des titres à long terme et engagent une réduction de leur encours de dette à court terme. Les non-résidents étant plus fortement souscripteurs de titres de court terme que de long terme (tableau STAT\_3.3), la consolidation en cours de la dette publique entraîne une baisse relative de leurs investissements. Ainsi, le taux de détention par les non-résidents sur les titres de la dette négociable de l'État (OAT, BTAN et BTF), en hausse régulière depuis une quinzaine d'années, se stabilise en 2010 à 68 % (graphique G3-8 dans le chapitre 3).

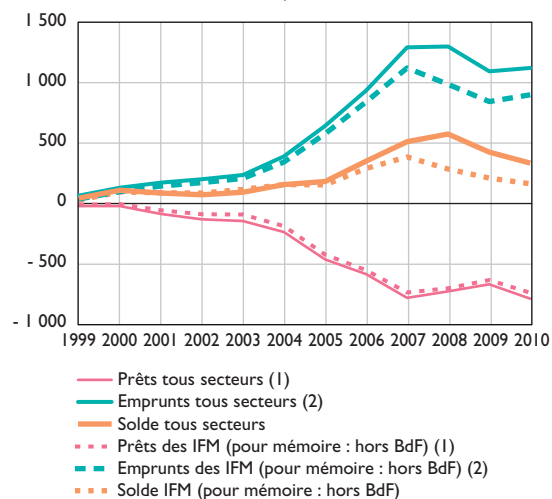
### 3 | Les autres investissements (opérations de prêts-emprunts)

Le solde des opérations de prêts et emprunts avec les non-résidents demeure négatif en 2010, passant de - 147 milliards à - 92 milliards <sup>5</sup>. Le signe négatif traduit un désendettement net des résidents français. Alors que ce solde net provenait en 2009 d'une forte réduction des engagements, il résulte en 2010 d'un accroissement marqué des avoirs, de 119 milliards, et d'une progression modérée des engagements, de 26 milliards (tableau T2-8).

Après deux années de fort désendettement international des IFM (forte baisse des engagements, de 135 milliards en 2008 et de 143 milliards en 2009, supérieure à celle des avoirs), l'année 2010 se caractérise par une progression de leurs avoirs et de leurs engagements de, respectivement, 104 milliards et 57 milliards (graphique G2-10). Les données diffusées par la Banque des règlements internationaux (BRI) font état d'un mouvement similaire : elles enregistrent une

Prêts et emprunts de l'ensemble des secteurs résidents (dont IFM) G2-10

(flux cumulés en milliards d'euros)



- (1) Les flux négatifs correspondent à une augmentation des prêts. Les flux positifs correspondent à une diminution des prêts.  
(2) Les flux négatifs correspondent à une diminution des emprunts. Les flux positifs correspondent à une augmentation des emprunts.

Autres investissements (prêts-emprunts)

T2-8

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010
<b>Autres investissements</b>	<b>63,1</b>	<b>- 147,4</b>	<b>- 92,3</b>
Avoirs	53,6	58,1	- 118,6
Engagements	9,5	- 205,5	26,3
<b>Banque de France</b>	<b>141,5</b>	<b>- 47,0</b>	<b>- 42,3</b>
Avoirs	11,0	- 2,7	- 10,9
dont créances sur le SEBC (TARGET)	0,0	0,0	0,0
Engagements	130,5	- 44,2	- 31,4
dont engagements envers le SEBC (TARGET et swaps)	105,7	- 55,7	- 33,7
<b>Administrations publiques</b>	<b>7,8</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 3,2</b>
Avoirs	2,1	- 0,6	- 3,5
Engagements	5,6	- 4,5	0,3
<b>Institutions financières monétaires</b>	<b>- 101,3</b>	<b>- 75,8</b>	<b>- 46,6</b>
Avoirs	33,8	67,2	- 103,8
Euros	18,5	35,7	- 74,4
Devises	15,3	31,4	- 29,4
Engagements	- 135,1	- 142,9	57,2
Euros	- 57,5	- 94,0	59,2
Devises	- 77,6	- 48,9	- 2,0
<b>Autres secteurs (a)</b>	<b>15,2</b>	<b>- 19,7</b>	<b>- 0,2</b>

(a) Sociétés non financières, intermédiaires financiers non monétaires, sociétés d'assurance

<sup>5</sup> La position des résidents est débitrice en « autres investissements » de 358 milliards d'euros fin 2009 et de 279 milliards fin 2010, dont 175 milliards pour les IFM.

## Autres investissements

T2-9

Flux de prêts-dépôts des IFM résidentes

(en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2008	2009	2010	2008	2009	2010
<b>Avoirs des IFM</b>	<b>33,8</b>	<b>67,2</b>	<b>- 103,8</b>	<b>21,5</b>	<b>63,0</b>	<b>- 84,0</b>
Long terme	- 44,8	- 9,9	- 28,2	- 32,5	- 3,5	- 16,8
Court terme	78,6	77,0	- 75,6	53,9	66,5	- 67,1
<b>Engagements des IFM</b>	<b>- 135,1</b>	<b>- 142,9</b>	<b>57,2</b>	<b>- 114,3</b>	<b>- 101,0</b>	<b>24,4</b>
Long terme	- 42,9	- 48,8	12,9	- 36,8	- 41,9	- 10,8
Court terme	- 92,2	- 94,1	44,3	- 77,5	- 59,1	35,3
<b>Flux nets</b>	<b>- 101,3</b>	<b>- 75,8</b>	<b>- 46,6</b>	<b>- 92,8</b>	<b>- 38,0</b>	<b>- 59,5</b>
Long terme	- 87,7	- 58,7	- 15,2	- 69,3	- 45,4	- 27,7
Court terme	- 13,6	- 17,0	- 31,3	- 23,5	7,4	- 31,9

reprise de l'activité de financement transfrontière avec un flux global des prêts transfrontières des banques dans le monde de 929 milliards de dollars en 2010, après une baisse importante de 1 721 milliards de dollars<sup>6</sup>. Le solde des opérations de prêts et dépôts des IFM se traduit en 2010, comme depuis 2008, par des sorties nettes de fonds, ce qui induit une diminution de l'encours net global d'endettement.

Les opérations de la Banque de France se soldent par des sorties nettes en 2010 de 42 milliards d'euros, montant proche de celui de 2009.

### 3|1 Les prêts et emprunts des institutions financières monétaires<sup>7</sup>

Les mouvements les plus importants enregistrés sur les prêts et dépôts des IFM portent sur les opérations de court terme (tableau T2-9). Ainsi, la hausse des prêts aux non-résidents de 104 milliards se concentre sur les prêts à court terme pour 76 milliards. C'est également le compartiment court terme qui est à l'origine de l'essentiel de la hausse de l'endettement (44 sur 57 milliards).

Comme en 2009, les opérations interbancaires restent majoritaires en 2010, tant du côté des emprunts que de celui des prêts, à hauteur de, respectivement, 39 milliards et 94 milliards (graphiques G2-11 et G2-12 ;

voir également au chapitre 3 la part prépondérante de ces opérations dans la position internationale des IFM).

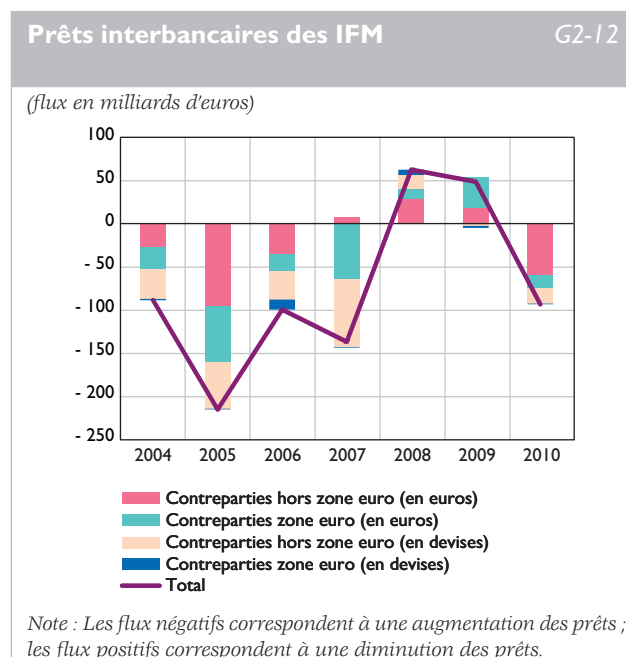
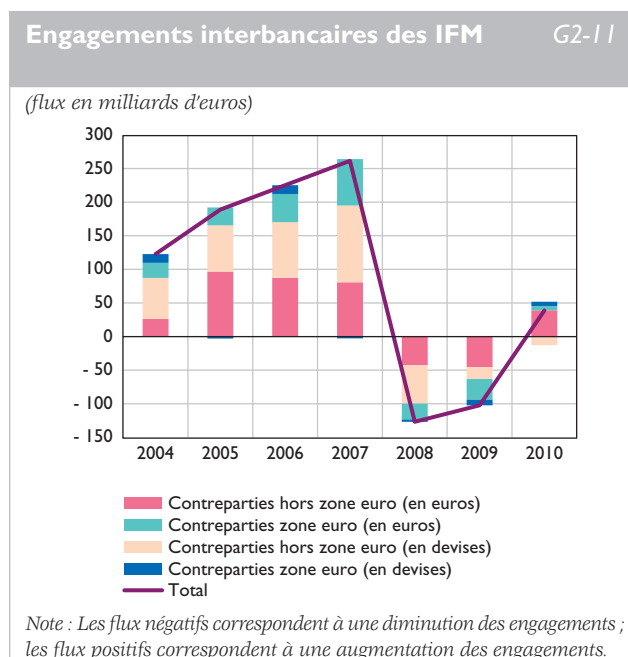
La hausse des engagements interbancaires (39 milliards sur les 57 milliards de progression des engagements en prêts-dépôts des IFM, qui comprennent les dépôts non bancaires ; tableau T2-9) provient principalement d'opérations en euros réalisées avec des contreparties installées hors de la zone euro (Royaume-Uni en particulier). De même, les prêts interbancaires, qui affichent une augmentation de 94 milliards en 2010, bénéficient en grande partie à des contreparties n'appartenant pas à la zone euro, au premier rang desquelles figurent des prêts en euros à des contreparties au Royaume-Uni (graphique G2-12).

### 3|2 Les prêts et emprunts hors opérations des institutions financières monétaires (Banque de France, administrations publiques, autres secteurs)

Les comptes de la Banque de France font apparaître, en balance des paiements, des sorties nettes de capitaux pour 42 milliards en 2010, soit un montant proche de celui de 2009. Ces sorties sont la conséquence d'une réduction des engagements de 34 milliards envers le Système européen de banques centrales (SEBC) (graphique G2-13 et tableau STAT\_4.16).

<sup>6</sup> Variation à taux de change constant. Source : « Locational Banking Statistics », BRI, quatrième trimestre 2010

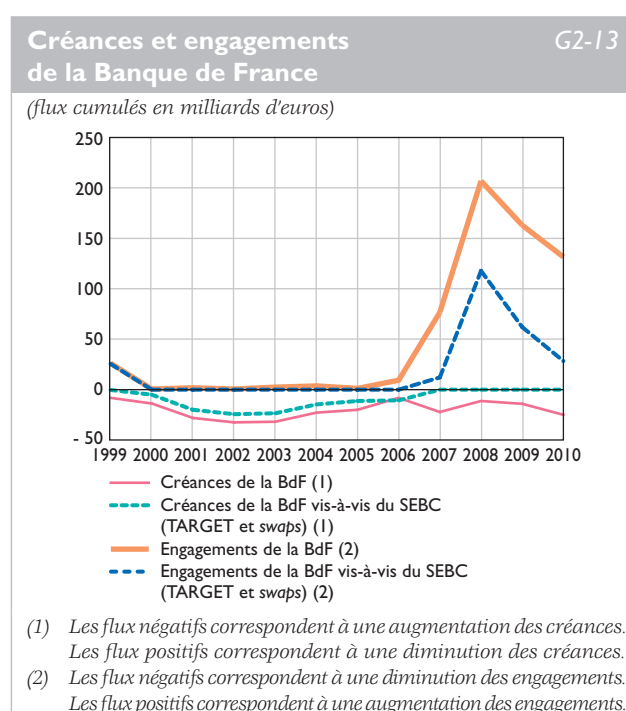
<sup>7</sup> Pour mémoire : hors Banque de France



Ce mouvement s'inscrit dans un contexte de forte diminution en 2010 du recours par les banques commerciales françaises au refinancement de la banque centrale par rapport aux deux années précédentes<sup>8</sup>. À cela s'ajoute une hausse des dépôts des banques centrales étrangères n'appartenant pas à la zone euro, de l'ordre de 10 milliards<sup>9</sup>.

Les administrations publiques enregistrent de faibles sorties nettes, à 3 milliards, montant voisin de celui de l'année précédente, en raison d'une augmentation de leurs avoirs à l'étranger, consécutive notamment aux versements de 4,4 milliards à la Grèce dans le cadre du plan européen d'aide à ce pays.

Enfin, s'agissant des entreprises des autres secteurs (hors entreprises d'investissement), essentiellement des sociétés non financières, les flux de financements se traduisent par de faibles entrées nettes. La contraction de leurs avoirs de 4 milliards, contre une augmentation de 8 milliards en 2009, est compensée en partie par celle de leurs engagements<sup>10</sup>, pour 1 milliard, contre une diminution plus nette (de 6 milliards) en 2009<sup>11</sup> (tableau T2-1).



<sup>8</sup> Les avoirs de la Banque de France au titre du refinancement bancaire sont passés de 2009 à 2010 de 121 à 35 milliards d'euros. Voir page 3 des Comptes de la Banque de France, accessibles au lien suivant : [http://www.banque-france.fr/fr/institut/telechar/communiqués/2011/rapport-annuel\\_bdf-2010.pdf](http://www.banque-france.fr/fr/institut/telechar/communiqués/2011/rapport-annuel_bdf-2010.pdf).

<sup>9</sup> Les flux sur avoirs de réserves ne sont pas classés avec les autres investissements de la banque centrale. L'évolution de ces avoirs est présentée dans le chapitre 3 consacré aux encours.  
<sup>10</sup> Sans variation du montant de la partie internationale des crédits syndiqués

<sup>11</sup> Les statistiques compilées par la BRI sur les avoirs bancaires internationaux indiquent un mouvement plus ample que celui présenté ici, avec une diminution plus forte en 2009 suivie d'augmentations plus marquées en 2010 des prêts des banques étrangères au secteur non bancaire français.

**ENCADRÉ I**
**Révisions des données 2008 et 2009 de la balance des paiements**

## Soldes des principales rubriques de la balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2008			2009		
	Rapport annuel 2009	Rapport annuel 2010	Révisions	Rapport annuel 2009	Rapport annuel 2010	Révisions
<b>Compte de transactions courantes</b>	<b>- 37,1</b>	<b>- 33,7</b>	<b>3,4</b>	<b>- 36,8</b>	<b>- 28,4</b>	<b>8,4</b>
<b>Biens</b>	<b>- 59,4</b>	<b>- 59,4</b>	<b>0,0</b>	<b>- 44,6</b>	<b>- 43,1</b>	<b>1,5</b>
Marchandises	- 56,9	- 56,9	0,0	- 43,6	- 43,6	0,0
Données douanières	- 55,1	- 55,1	0,0	- 42,9	- 42,9	0,0
<b>Services</b>	<b>17,2</b>	<b>16,5</b>	<b>- 0,7</b>	<b>11,5</b>	<b>10,2</b>	<b>- 1,3</b>
Transports	- 0,9	- 1,1	- 0,2	- 0,7	- 0,7	0,0
Voyages	10,3	10,5	0,2	7,8	8,0	0,2
Autres services	7,8	7,0	- 0,8	4,5	2,9	- 1,6
<b>Revenus</b>	<b>29,2</b>	<b>33,4</b>	<b>4,2</b>	<b>23,1</b>	<b>31,6</b>	<b>8,5</b>
Rémunérations des salariés	9,5	9,4	0,0	9,5	9,6	0,1
Revenus des investissements	19,7	24,0	4,2	13,7	22,0	8,4
Investissements directs	22,6	26,0	3,4	17,7	25,7	8,0
Investissements de portefeuille	6,8	6,8	0,0	- 0,1	0,1	0,1
Autres investissements	- 9,7	- 8,9	0,8	- 4,0	- 3,7	0,3
<b>Transferts courants</b>	<b>- 24,1</b>	<b>- 24,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 26,9</b>	<b>- 27,1</b>	<b>- 0,2</b>
<b>Compte de capital</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>
<b>Compte financier</b>	<b>26,7</b>	<b>18,3</b>	<b>- 8,4</b>	<b>59,4</b>	<b>41,1</b>	<b>- 18,3</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>- 67,5</b>	<b>- 62,0</b>	<b>5,4</b>	<b>- 63,0</b>	<b>- 49,6</b>	<b>13,4</b>
Français à l'étranger	- 110,0	- 105,8	4,1	- 105,9	- 74,1	31,8
dont : capital social	- 58,7	- 59,0	- 0,3	- 38,2	- 39,2	- 1,0
bénéfices réinvestis	- 5,4	- 7,7	- 2,3	- 2,1	- 8,6	- 6,5
autres opérations (présentation traditionnelle)	- 45,9	- 39,2	6,7	- 65,7	- 26,4	39,4
autres opérations (principe directionnel étendu)	- 15,1	- 11,6	3,5	- 18,6	- 13,5	5,1
Étrangers en France	42,5	43,8	1,3	42,9	24,5	- 18,4
dont : capital social	15,1	15,0	- 0,1	12,0	15,1	3,1
bénéfices réinvestis	- 0,9	1,8	2,8	2,1	1,3	- 0,8
autres opérations (présentation traditionnelle)	28,3	27,0	- 1,3	28,8	8,1	- 20,8
autres opérations (principe directionnel étendu)	- 2,4	- 0,6	1,8	- 18,3	- 4,8	13,5
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>40,5</b>	<b>25,0</b>	<b>- 15,5</b>	<b>270,0</b>	<b>251,1</b>	<b>- 19,0</b>
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	- 87,1	- 98,3	- 11,2	- 60,6	- 77,4	- 16,8
Actions et titres d'OPCVM	- 19,3	- 39,4	- 20,1	- 21,5	- 27,2	- 5,7
Obligations et assimilés	- 4,6	3,8	8,3	- 16,7	- 11,6	5,1
Titres de créance à court terme	- 63,2	- 62,6	0,6	- 22,4	- 38,6	- 16,2
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	127,6	123,3	- 4,3	330,7	328,5	- 2,2
Actions et titres d'OPCVM	- 7,8	- 10,9	- 3,1	48,1	53,0	4,9
Obligations et assimilés	84,1	80,9	- 3,2	202,9	199,2	- 3,7
Titres de créance à court terme	51,4	53,3	1,9	79,7	76,3	- 3,4
<b>Produits financiers dérivés</b>	<b>- 16,4</b>	<b>- 16,4</b>	<b>0,0</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 16,9</b>	<b>- 14,8</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>61,4</b>	<b>63,1</b>	<b>1,7</b>	<b>- 149,4</b>	<b>- 147,4</b>	<b>2,0</b>
Avoirs	52,6	53,6	1,0	64,0	58,1	- 5,9
dont : Institutions financières monétaires	33,8	33,8	0,0	67,2	67,2	0,0
Engagements	8,8	9,5	0,6	- 213,4	- 205,5	7,9
dont : Institutions financières monétaires	- 135,1	- 135,1	0,0	- 142,9	- 142,9	0,0
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>8,5</b>	<b>8,5</b>	<b>0,0</b>	<b>3,9</b>	<b>3,9</b>	<b>0,0</b>
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>9,8</b>	<b>14,8</b>	<b>5,0</b>	<b>- 22,9</b>	<b>- 13,0</b>	<b>9,9</b>

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Le Rapport annuel 2009 est publié en 2010, le Rapport annuel 2010 en 2011.

.../...



Dans le cadre de la publication du Rapport annuel, certaines données des années précédentes font l'objet d'actualisations qui concernent principalement les années 2008 et 2009 (cf. tableau en regard).

#### **Principales révisions du compte de transactions courantes :**

S'agissant des opérations sur biens et services, les données transmises par une grande entreprise déclarante font l'objet d'une correction pour l'année 2009. Celle-ci se traduit par une réallocation de près de 2 milliards d'euros entre les lignes biens (travail à façon) et services (études et recherche). Les dépenses de voyages des français à l'étranger à titre professionnel sont par ailleurs révisées au titre de 2008 pour corriger une anomalie sur les données primaires. Pour 2009, les révisions sont liées à la prise en compte d'une information plus complète.

Les corrections apportées aux revenus des investissements en 2008 et 2009 tiennent principalement à la révision des revenus d'investissements directs. Les résultats des filiales étrangères de groupes français, enregistrés en recettes, ayant été révisés de 8 milliards par rapport à l'estimation de l'année dernière à la suite de l'exploitation des comptes annuels des entreprises françaises, le solde de la ligne est revu à la hausse pour 2009<sup>1</sup>. Concernant l'année 2008, le solde des revenus d'investissements directs est aussi révisé à la hausse, suite à l'enrichissement de la collecte de données sur les filiales étrangères et aux corrections apportées aux résultats des entreprises françaises investies par des non-résidents.

#### **Principales révisions sur les investissements directs :**

Toutes les rubriques des investissements directs font, peu ou prou, l'objet de révisions sur l'année 2009. Les investissements étrangers en capital social sont augmentés de 3 milliards. Certaines opérations qui n'avaient pas été déclarées courant 2009 ont été décelées a posteriori à la suite de l'exploitation des comptes des entreprises françaises investies par des non-résidents et de la mise à jour des liens financiers entre sociétés. Concernant les « autres opérations », après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon le principe directionnel étendu<sup>2</sup>, les révisions proviennent d'une réconciliation des opérations individuelles de prêts et emprunts intragroupes en 2009 avec les résultats de l'enquête sur les encours de créances et dettes financières des entreprises résidentes vis-à-vis de l'étranger. Ce rapprochement n'a pu être effectué que postérieurement à la parution du Rapport annuel 2009 de la balance des paiements, compte tenu des délais de collecte statistique de l'enquête, qui seront réduits à partir de 2011. Les révisions des prêts d'investisseurs français à leurs filiales non résidentes et des prêts d'investisseurs étrangers à des filiales résidentes jouent dans le même sens et ont un impact total de 19 milliards sur le solde net des flux d'investissements directs. Elles correspondent à de moindres prêts des groupes français à leurs filiales étrangères (5 milliards) et à une révision à la baisse des prêts et flux de trésorerie de filiales localisées en France à leur maison mère étrangère (14 milliards).

#### **Principales révisions sur les investissements de portefeuille et les produits financiers dérivés :**

Les principales révisions sur les investissements de portefeuille portent sur les avoirs et conduisent à un accroissement des sorties de capitaux de 11 milliards en 2008 et de 17 milliards en 2009. Elles s'expliquent par les compléments de collecte obtenus des déclarants. Les révisions sont faibles concernant les titres français (accroissement des sorties de capitaux de, respectivement, 4 et 2 milliards) et traduisent un meilleur suivi par les conservateurs des opérations sur les actions gérées en nominatif pur. La couverture des émissions de titres des résidents, notamment de celles des organismes de titrisation, a également été améliorée.

Le solde des produits financiers dérivés est également revu pour tenir compte de nouvelles informations fournies, à la suite d'interrogations complémentaires par des déclarants. Les dépenses, dans ce domaine où les montants notionnels totaux sont très importants, sont ainsi révisées de 15 milliards.

<sup>1</sup> Voir l'encadré 1.3 p. 25 du Rapport annuel 2009 de la balance des paiements sur les « méthodes d'élaboration et d'estimation des revenus d'investissement directs »

<sup>2</sup> Cf. note de bas de page n° 1 du présent chapitre



# **Chapitre 3**

## **La position extérieure**

## PARTIE I – LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

### Chapitre 3 – La position extérieure

#### Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2009 et fin 2010

T3-1

(avec estimation des investissements directs en valeur de marché)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2009	Flux de balance des paiements 2010 (a)	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements (a)				Total des variations entre les deux encours (a)	Encours à fin 2010
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
			1	2	3	4 = (2 + 3)		
<b>Investissements directs</b>	<b>401,2</b>	<b>37,9</b>	<b>- 53,9</b>	<b>37,5</b>	<b>- 90,3</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 16,0</b>	<b>385,2</b>
Français à l'étranger	1 153,4	63,5	- 77,0	43,5	- 119,8	- 0,7	- 13,5	1 139,8
Capital social	811,5	44,4	- 85,0	35,5	- 119,8	- 0,7	- 40,6	770,9
Autres opérations	341,9	19,1	8,0	8,0	0,0	0,0	27,1	369,0
Autres opérations (principe directionnel étendu)	74,8	6,3	1,3	2,0	0,0	- 0,7	7,6	82,4
Étrangers en France	- 752,2	- 25,6	23,2	- 5,9	29,5	- 0,4	- 2,4	- 754,7
Capital social	- 455,7	- 23,8	29,1	0,0	29,5	- 0,4	5,2	- 450,5
Autres opérations	- 296,5	- 1,8	- 5,9	- 5,9	0,0	0,0	- 7,7	- 304,2
Autres opérations (principe directionnel étendu)	- 29,4	11,0	0,7	0,0	0,0	0,7	11,7	- 17,6
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>- 259,0</b>	<b>- 119,9</b>	<b>28,5</b>	<b>12,7</b>	<b>- 3,2</b>	<b>19,0</b>	<b>- 91,4</b>	<b>- 350,4</b>
Titres étrangers	2 056,3	- 23,2	66,6	41,3	23,6	1,7	43,4	2 099,7
Actions et titres d'OPCVM	449,2	17,0	44,3	19,9	24,3	0,1	61,3	510,5
Obligations et assimilés	1 360,8	0,2	10,6	12,1	- 1,4	- 0,1	10,8	1 371,6
Titres de créance à court terme	246,3	- 40,4	11,8	9,3	0,8	1,7	- 28,7	217,6
Titres français	- 2 315,3	- 96,7	- 38,1	- 28,7	- 26,8	17,4	- 134,8	- 2 450,1
Actions et titres d'OPCVM	- 591,8	6,3	- 5,8	- 1,9	- 8,9	5,0	0,5	- 591,3
Obligations et assimilés	- 1 475,3	- 99,5	- 36,6	- 24,2	- 17,2	4,9	- 136,1	- 1 611,3
Titres de créance à court terme	- 248,2	- 3,5	4,3	- 2,6	- 0,7	7,5	0,8	- 247,5
Pour mémoire : valeurs du Trésor	- 827,7	- 46,0	- 9,9	0,0	- 9,9	0,0	- 55,9	- 883,5
<b>Produits financiers dérivés</b>	<b>- 38,4</b>	<b>- 34,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>			<b>- 34,3</b>	<b>- 72,7</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>- 358,0</b>	<b>92,3</b>	<b>- 13,4</b>	<b>- 13,4</b>			<b>78,9</b>	<b>- 279,1</b>
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 6,7	- 3,1	- 1,3	- 1,3			- 4,4	- 11,1
Créances	78,3	0,6	0,8	0,8			1,3	79,6
Engagements	- 85,0	- 3,7	- 2,1	- 2,1			- 5,7	- 90,7
Position dépôts-crédits	- 351,3	95,4	- 12,1	- 12,1			83,4	- 268,0
Banque de France	- 139,1	42,3	- 2,7	- 2,7			39,7	- 99,5
Créances	35,6	10,9	5,4	5,4			16,3	51,8
Engagements	- 174,7	31,5	- 8,0	- 8,0			23,4	- 151,3
Administrations publiques	7,9	3,5	1,5	1,5			5,0	12,9
Créances	28,2	3,7	1,5	1,5			5,2	33,4
Engagements	- 20,2	- 0,3	0,0	0,0			- 0,3	- 20,5
Institutions financières monétaires	- 206,9	46,6	- 15,1	- 15,1			31,5	- 175,4
Créances	990,3	103,8	29,1	29,1			132,9	1 123,2
Engagements	- 1 197,3	- 57,2	- 44,2	- 44,2			- 101,4	- 1 298,6
Autres secteurs (b)	- 13,2	3,0	4,1	4,1			7,2	- 6,0
Créances	76,7	- 0,4	3,8	3,8			3,4	80,1
Engagements	- 89,9	3,4	0,3	0,3			3,8	- 86,1
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>92,4</b>	<b>5,8</b>	<b>26,3</b>	<b>27,5</b>		<b>- 1,2</b>	<b>32,1</b>	<b>124,5</b>
<b>Solde</b>	<b>- 161,7</b>	<b>- 18,2</b>	<b>- 12,5</b>	<b>64,3</b>	<b>- 93,5</b>	<b>16,7</b>	<b>- 30,7</b>	<b>- 192,5</b>
<b>Solde position extérieure/PIB (en %)</b>	<b>- 8,6</b>							<b>- 10,0</b>

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

(a) En signe de position : sans signe : augmentation des créances ou diminution des engagements

signe (-) : diminution des créances ou augmentation des engagements

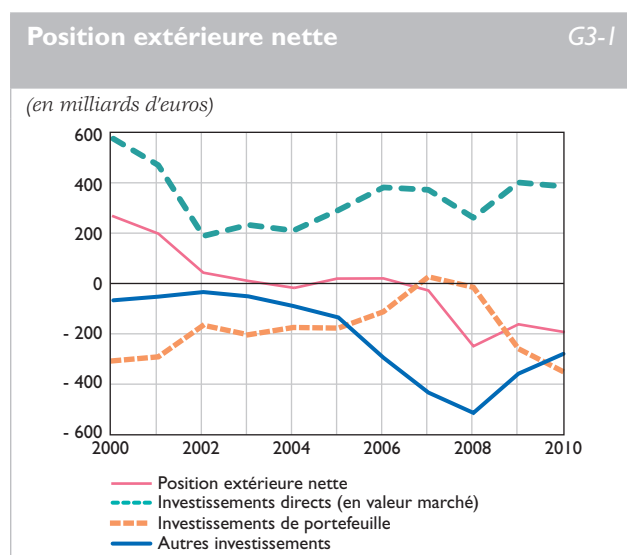
(b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPCVM non monétaires

# CHAPITRE 3

## La position extérieure

La position extérieure nette débitrice de la France, en valeur de marché, s'accroît en 2010, les engagements nets des résidents vis-à-vis des non-résidents passant de - 162 milliards d'euros fin 2009 à - 192 milliards, soit 10 % du PIB, fin 2010 (tableau T3-1). Cette augmentation du solde débiteur résulte pour l'essentiel de la dégradation de la position nette en investissements de portefeuille (de - 259 milliards à - 350 milliards), et plus particulièrement de l'accroissement de l'encours de titres obligataires français détenus par les non-résidents. L'amélioration de la position nette sur prêts et dépôts des institutions monétaires et financières (IFM) et de la Banque de France (+ 79 milliards) ne compense que partiellement cette évolution.

L'évolution de la position extérieure entre fin 2009 et fin 2010 montre que la France reçoit 18 milliards de capitaux nets pour financer le déficit des transactions courantes. Si l'évolution des cours boursiers sur la période a un impact négatif sur la position (- 93 milliards), celle du taux de change de l'euro contribue en revanche à son amélioration (+ 64 milliards).

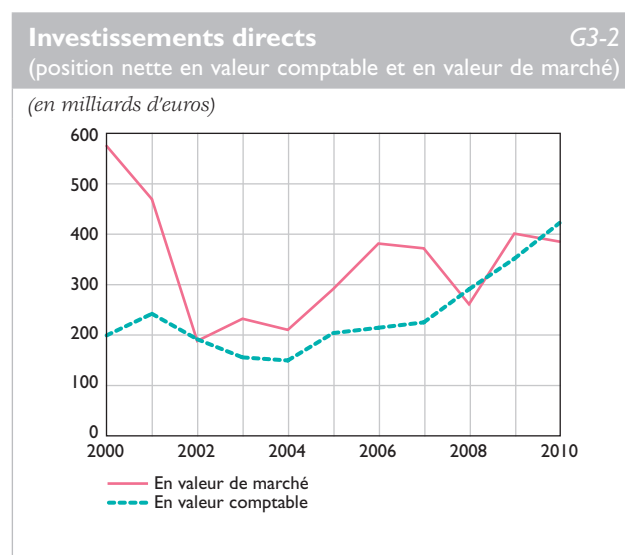


## I | Les investissements directs entre la France et l'étranger <sup>1</sup>

La position extérieure nette de la France en investissements directs à la fin de l'année 2010, exprimée en valeur comptable, continue à s'accroître, à 423 milliards, contre 351 milliards fin 2009, sous l'effet des flux nets d'investissements directs enregistrés au cours de l'année 2010 et d'effets de change positifs. En revanche, en raison d'effets-prix négatifs qui affectent davantage les avoirs que les engagements extérieurs, la position nette en valeur de marché décroît légèrement par rapport à fin 2009, pour s'établir à 385 milliards (graphique G3-2) <sup>2</sup>.

Dans son ensemble, la position nette estimée en valeur de marché diminue de 16 milliards entre fin 2009 et fin 2010. Les flux nets d'investissements directs et les effets de change contribuent à la faire croître de, respectivement, 38 milliards et 37 milliards, tandis que les « autres ajustements » ont un impact de - 1 milliard ; enfin, les effets-prix la font diminuer de 90 milliards (tableau T3-2).

L'effet-prix net global résulte des caractéristiques différentes des avoirs et des engagements extérieurs.



<sup>1</sup> Les investissements directs font l'objet d'une analyse à la fois en valeur de marché et en valeur comptable. Cette dernière méthode de valorisation est utilisée pour la diffusion des informations détaillées.

<sup>2</sup> Pour des explications sur les différences entre la valeur comptable et la valeur de marché, ainsi que sur le mode de calcul des stocks d'investissements directs en valeur de marché, cf. l'article de D. Nivat et A. Topiol dans le Bulletin de la Banque de France du 1<sup>er</sup> trimestre 2010 : « Évaluation des stocks d'investissements directs dans des sociétés non cotées en valeur de marché : méthodes et résultats pour la France ».

**Évolution des investissements directs entre fin 2009 et fin 2010**

T3-2

(estimation en valeur de marché)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2009 (a)	Flux de balance des paiements 2010 (b)	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements (b)				Total des variations entre les deux encours (b)	Encours à fin 2010
			Total	dont variation monétaire ou effet-change (b)	dont variation boursière ou effet-prix (b)	dont autres ajustements (b)		
	1	2	3					
<b>Investissements directs français à l'étranger</b>	<b>886,3</b>	<b>50,7</b>	<b>- 83,7</b>	<b>37,4</b>	<b>- 119,8</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 33,0</b>	<b>853,3</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>811,5</b>	<b>44,4</b>	<b>- 85,0</b>	<b>35,5</b>	<b>- 119,8</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 40,6</b>	<b>770,9</b>
Entreprises cotées	59,6	0,3	6,0	4,6	3,0	- 1,5	6,3	65,9
Entreprises non cotées	713,8	41,1	- 92,7	29,5	- 123,0	0,9	- 51,6	662,2
Investissements immobiliers	38,0	3,0	1,6	1,4	0,2	0,0	4,7	42,7
<b>Autres opérations (c)</b>	<b>74,8</b>	<b>6,3</b>	<b>1,3</b>	<b>2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,7</b>	<b>7,6</b>	<b>82,4</b>
<b>Investissements directs étrangers en France</b>	<b>- 485,1</b>	<b>- 12,8</b>	<b>29,8</b>	<b>0,0</b>	<b>29,5</b>	<b>0,2</b>	<b>17,0</b>	<b>- 468,1</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>- 455,7</b>	<b>- 23,8</b>	<b>29,1</b>	<b>0,0</b>	<b>29,5</b>	<b>- 0,4</b>	<b>5,2</b>	<b>- 450,5</b>
Entreprises cotées	- 61,8	- 0,2	- 3,7	0,0	- 3,3	- 0,4	- 3,8	- 65,6
Entreprises non cotées	- 258,7	- 16,2	36,9	0,0	37,0	0,0	20,7	- 238,0
Investissements immobiliers	- 135,2	- 7,4	- 4,2	0,0	- 4,2	0,0	- 11,6	- 146,8
<b>Autres opérations (c)</b>	<b>- 29,4</b>	<b>11,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>11,7</b>	<b>- 17,6</b>
<b>Position nette</b>	<b>401,2</b>	<b>37,9</b>	<b>- 53,9</b>	<b>37,5</b>	<b>- 90,3</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 16,0</b>	<b>385,2</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>355,8</b>	<b>20,6</b>	<b>- 55,9</b>	<b>35,5</b>	<b>- 90,3</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 35,4</b>	<b>320,4</b>
Entreprises cotées	- 2,2	0,1	2,4	4,6	- 0,3	- 1,9	2,5	0,3
Entreprises non cotées	455,1	24,9	- 55,8	29,5	- 86,1	0,8	- 30,9	424,2
Investissements immobiliers	- 97,2	- 4,4	- 2,6	1,4	- 4,0	0,0	- 7,0	- 104,2
<b>Autres opérations (c)</b>	<b>45,5</b>	<b>17,3</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>19,3</b>	<b>64,8</b>

(a) Données révisées

 (b) En signe de position : sans signe : augmentation des créances ou diminution des engagements  
 signe (-) : diminution des créances ou augmentation des engagements

(c) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu

Dans une perspective analytique, il peut être décomposé en quatre parties. Le premier effet, dit « effet de base », est lié au fait qu'à fin 2009, la valeur du stock d'investissements directs français à l'étranger était plus élevée que celle du stock d'investissements directs étrangers en France. Pour un taux de dépréciation des deux stocks équivalent, et toutes choses égales par ailleurs, la position nette ne peut que diminuer. Entre fin 2009 et fin 2010, la contribution de l'effet de base peut être évaluée à 30 % de l'effet-prix total.

Un deuxième effet, dit « effet de structure », découle du fait que le stock des investissements directs français à l'étranger fin 2009, constitué à hauteur de 87 % d'investissements en capital social hors immobilier, a davantage pâti du recul des marchés boursiers entre fin 2009 et fin 2010 que le stock des investissements directs étrangers en France, dont les investissements en capital social hors immobilier ne représentent que les deux tiers. La contribution du seul effet de structure, pour des stocks d'investissements directs

français à l'étranger et étrangers en France ramenés à la même valeur et auxquels on applique un taux de dépréciation identique, positif ou négatif, pour chaque composante, peut être estimée à 29 % de l'effet-prix global.

Le troisième effet mesure, d'une part, l'influence de l'évolution différentielle du cours des actions étrangères cotées détenues par des investisseurs directs français et du cours des actions françaises cotées détenues par des investisseurs directs étrangers et, d'autre part, l'effet de la différence entre l'évolution des prix de l'immobilier en France et à l'étranger, pour des stocks ramenés à un montant identique. Du fait de l'évolution plus dynamique des prix de l'immobilier en France qu'à l'étranger, entre fin 2009 et fin 2010, cet effet est également négatif et peut être évalué à 4 % de l'effet-prix dans son ensemble.

Le quatrième et dernier effet, que l'on qualifiera « d'effet sectoriel », mesure l'impact de la différence de

## Encours d'investissements directs en valeur comptable

T3-3

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010 (a)
<b>Investissements directs français à l'étranger</b>	<b>714,3</b>	<b>774,8</b>	<b>858,2</b>
Capitaux propres (hors immobilier)	639,1	679,4	752,0
Investissements immobiliers	19,4	20,6	23,9
Autres opérations (b)	55,8	74,8	82,4
<b>Investissements directs étrangers en France</b>	<b>- 423,5</b>	<b>- 423,6</b>	<b>- 435,7</b>
Capitaux propres (hors immobilier)	- 315,4	- 311,5	- 331,7
Investissements immobiliers	- 79,9	- 82,7	- 86,3
Autres opérations (b)	- 28,2	- 29,4	- 17,6
<b>Position nette des investissements directs en valeur comptable</b>	<b>290,8</b>	<b>351,2</b>	<b>422,6</b>

(a) Estimations à partir des encours comptables à fin 2009 et des flux d'investissements directs de l'année 2010

(b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu

composition sectorielle des investissements français à l'étranger et des investissements directs étrangers en France à fin 2009 sur la dépréciation des avoirs en capitaux propres dans des sociétés non cotées. La baisse des ratios de capitalisation utilisés pour passer de la valeur comptable à la valeur de marché est particulièrement forte dans les secteurs des services financiers, de l'énergie, de l'industrie et des nouvelles technologies, mieux représentés au sein des investissements directs français à l'étranger à fin 2009, que dans les investissements directs étrangers en France, où dominant largement les investissements dans le secteur du commerce et des services non financiers. Il en résulte que le taux de dépréciation des avoirs en capitaux propres dans des sociétés non cotées est plus important pour les investissements directs français à l'étranger que pour les investissements directs étrangers en France. Cet effet contribue pour 37 % à l'effet-prix total.

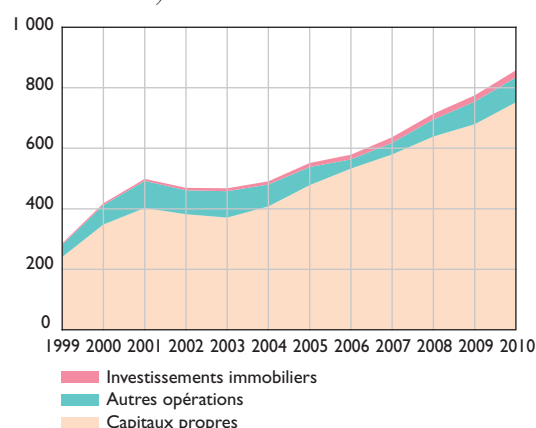
### 1|1 Les investissements directs français à l'étranger <sup>3</sup>

Le stock des investissements directs français à l'étranger en valeur comptable atteint 858 milliards en fin d'année 2010, ce qui représente une hausse de 11 % par rapport à fin 2009 (tableau T3-3). Les flux d'investissements à l'étranger contribuent pour 60 % environ à cette évolution, tandis que les effets de change liés à la dépréciation de l'euro contre la plupart des devises, et notamment contre le yen japonais, le franc suisse, le real brésilien et, dans une moindre

## Investissements directs français à l'étranger G3-3

(en valeur comptable)

(en milliards d'euros)

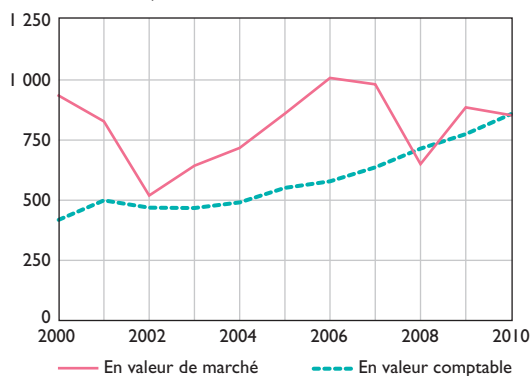


mesure, le renminbi chinois et le dollar américain, y contribuent pour quelque 40 %. La présentation des investissements directs selon la règle du principe directionnel étendu, adoptée cette année, réduit fortement le montant des prêts intragroupes par rapport à la présentation traditionnelle, de sorte que les investissements en capitaux propres représentent désormais l'essentiel du stock d'investissements directs français à l'étranger en valeur comptable (plus de 87 % à fin 2010), loin devant les prêts nets des groupes français à leurs filiales étrangères (moins de 10 % du total) et les investissements immobiliers (3 % du stock) (graphique G3-3).

<sup>3</sup> À la période d'élaboration des premiers chiffres de la position extérieure à fin 2010, soit en avril-mai 2011, les résultats des enquêtes sur les stocks d'investissements directs en capitaux propres et sur les encours de créances et engagements financiers intragroupes à fin 2010 ne sont pas encore disponibles. Les stocks d'investissements directs en valeur comptable à fin 2010 publiés dans ce Rapport sont donc estimés à partir des encours à fin 2009, des flux d'investissements directs en 2010 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises. Les stocks d'investissements directs en valeur de marché à fin 2010 sont établis à partir des encours comptables estimés, valorisés en fonction de l'évolution des ratios de capitalisation boursière des groupes du CAC 40.

**Investissements directs français à l'étranger G3-4**  
(en valeur comptable et en valeur de marché)

(en milliards d'euros)



En revanche, en valeur de marché, le stock des investissements directs français à l'étranger diminue de 33 milliards entre fin 2009 et fin 2010, pour s'établir à 853 milliards. La contribution positive des flux d'investissements à l'étranger et des effets de change à l'accroissement du stock est plus que compensée par un effet-prix négatif (tableau T3-2). La valeur de marché du stock d'investissements directs français à l'étranger, qui s'était nettement redressée en fin d'année 2009 après la crise financière, revient ainsi au niveau de la valeur comptable (graphique G3-4).

Concernant les effets-prix, on observe un contraste entre la légère appréciation des participations au capital de sociétés étrangères cotées, la stabilité des prix de l'immobilier et la dépréciation des capitaux propres investis dans des sociétés non cotées<sup>4</sup>. Au total, c'est la dépréciation des capitaux propres investis dans des sociétés étrangères non cotées qui l'emporte largement, compte tenu de la part prépondérante de ces investissements dans le stock en valeur de marché (81 % à fin 2009) et de la baisse marquée des ratios de capitalisation entre fin 2009 et fin 2010, en particulier dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et des nouvelles technologies, et, dans une moindre mesure, dans le secteur des services financiers<sup>5</sup>.

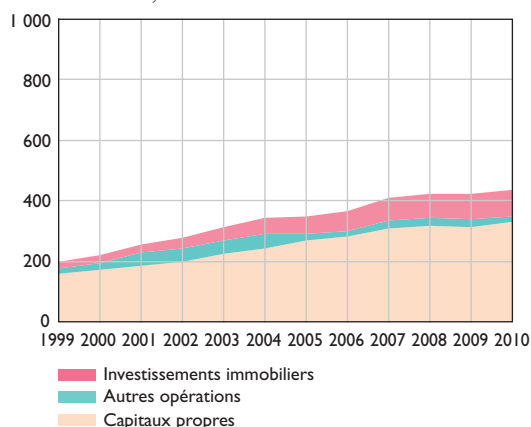
**I|2 Les investissements directs étrangers en France**

Le stock des investissements directs étrangers en France en valeur comptable s'établit à 436 milliards fin 2010, en très légère hausse par rapport à la fin de l'année précédente. Les prêts nets reçus de l'étranger par les filiales françaises de groupes non résidents constituent 4 % du stock, les investissements immobiliers en représentent 20 % et les investissements en capitaux propres (hors immobilier) 76 %, structure qui reste très proche de celle de fin 2009 (graphique G3-5). Sur une période plus longue, on observe l'importance notable et croissante des investissements immobiliers étrangers en France.

Exprimé en valeur de marché, le stock des investissements directs étrangers en France décroît de 17 milliards entre fin 2009 et fin 2010, s'établissant à 468 milliards fin 2010. En dépit de la dévalorisation du stock, la valeur de marché des investissements directs étrangers en France reste légèrement supérieure à leur valeur comptable, contrairement à ce que l'on observe pour les investissements directs français à l'étranger (graphique G3-6).

**Investissements directs étrangers en France G3-5**  
(en valeur comptable)

(en milliards d'euros)



<sup>4</sup> Rappelons que, à la différence des investissements immobiliers et des investissements en capital social, les stocks de prêts et flux de trésorerie intragroupes, ou « autres opérations », sont évalués à leur valeur de transaction initiale et ne sont donc pas affectés par les variations des prix d'actifs sur les marchés financiers.

<sup>5</sup> Pour estimer la valeur de marché des stocks d'investissements directs en capitaux propres dans des sociétés étrangères non cotées, on calcule des ratios de capitalisation – correspondant au rapport de la valeur boursière à la valeur comptable – pour une population de référence d'entreprises cotées, ratios que l'on applique ensuite aux stocks de capitaux propres en valeur comptable détenus par les investisseurs directs dans des sociétés non cotées. La mise en œuvre de cette méthode peut avoir un effet déterminant sur l'évolution des stocks en valeur de marché d'une année à l'autre, dans la mesure où les investissements dans des sociétés non cotées représentent de 74 % à 83 %, selon les années, du total des investissements directs français à l'étranger en valeur de marché.



## ENCADRÉ 2

### Les stocks d'investissements directs étrangers en France en fonction du pays de l'investisseur ultime

Conformément aux recommandations méthodologiques du FMI et de l'OCDE, la ventilation géographique des stocks d'investissements directs est établie à partir du pays de provenance ou de destination immédiate des capitaux<sup>1</sup>. Ainsi, lorsqu'un groupe américain investit en France via une holding luxembourgeoise, le pays indiqué sera le Luxembourg et non les États-Unis. Afin de mieux connaître les entités qui détiennent et contrôlent en dernier ressort les entreprises résidentes, l'OCDE recommande, dans la quatrième édition de sa Définition de référence des investissements directs internationaux, de fournir une ventilation géographique des stocks d'investissements directs entrants selon le pays de l'investisseur ultime.

La détermination du pays de résidence des investisseurs ultimes (cf. tableau ci-après) permet de constater que les groupes français détiennent au final une part significative (61 milliards d'euros à fin 2010, soit 14 % du total) du stock d'investissements directs étrangers en France. Leur présence parmi les investisseurs ultimes reflète les investissements en capital social ou sous forme de bénéfices réinvestis que des filiales non résidentes de groupes français ont effectués dans leurs filiales françaises.

#### Répartition géographique des stocks d'investissements directs étrangers en France selon le pays de résidence de l'investisseur ultime

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2010 (en % du total hors France)
<b>France</b>	<b>55,2</b>	<b>53,1</b>	<b>58,3</b>	<b>61,4</b>	-
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>221,8</b>	<b>228,2</b>	<b>225,6</b>	<b>233,5</b>	<b>62,4</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>138,4</b>	<b>153,6</b>	<b>154,4</b>	<b>159,7</b>	<b>42,7</b>
dont :					
Allemagne	44,7	51,8	52,0	54,6	14,6
Belgique	22,1	20,9	21,3	21,0	5,6
Espagne	9,8	11,1	10,3	9,9	2,6
Irlande	4,2	4,3	4,4	3,2	0,9
Italie	16,1	16,0	15,4	14,1	3,8
Luxembourg	19,5	23,0	23,1	27,0	7,2
Pays-Bas	16,5	21,2	23,2	24,6	6,6
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>83,4</b>	<b>74,6</b>	<b>71,2</b>	<b>73,9</b>	<b>19,7</b>
dont :					
Danemark	2,2	2,2	2,6	3,2	0,8
Pologne	0,1	0,1	0,3	0,3	0,1
République tchèque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	76,9	67,7	64,2	65,8	17,6
Suède	4,0	4,3	3,9	4,3	1,1
<b>Autres pays industrialisés</b>	<b>118,3</b>	<b>125,6</b>	<b>123,2</b>	<b>123,8</b>	<b>33,1</b>
dont :					
Australie	1,0	1,1	1,1	1,1	0,3
Canada	3,2	2,4	2,0	0,8	0,2
États-Unis	78,4	84,7	82,3	83,1	22,2
Japon	7,8	7,9	7,5	6,9	1,8
Suisse	26,2	27,6	28,2	29,8	8,0
<b>Reste du monde</b>	<b>16,5</b>	<b>16,7</b>	<b>16,4</b>	<b>16,9</b>	<b>4,5</b>
dont :					
Arabie saoudite	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1
Brésil	1,4	1,7	1,8	1,7	0,5
Chine	0,3	0,6	0,8	0,5	0,1
Hong Kong	0,4	0,4	0,4	0,5	0,1
Îles vierges britanniques	1,7	1,6	1,6	1,6	0,4
Inde	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0
Liban	1,4	1,9	0,7	1,0	0,3
Qatar	0,6	0,7	0,7	0,7	0,2
Russie	1,1	1,1	1,3	1,3	0,4
Turquie	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0
<b>Total</b>	<b>411,7</b>	<b>423,5</b>	<b>423,6</b>	<b>435,7</b>	-
<b>Total hors France</b>	<b>356,5</b>	<b>370,4</b>	<b>365,2</b>	<b>374,2</b>	<b>100,0</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin de ce Rapport

.../...

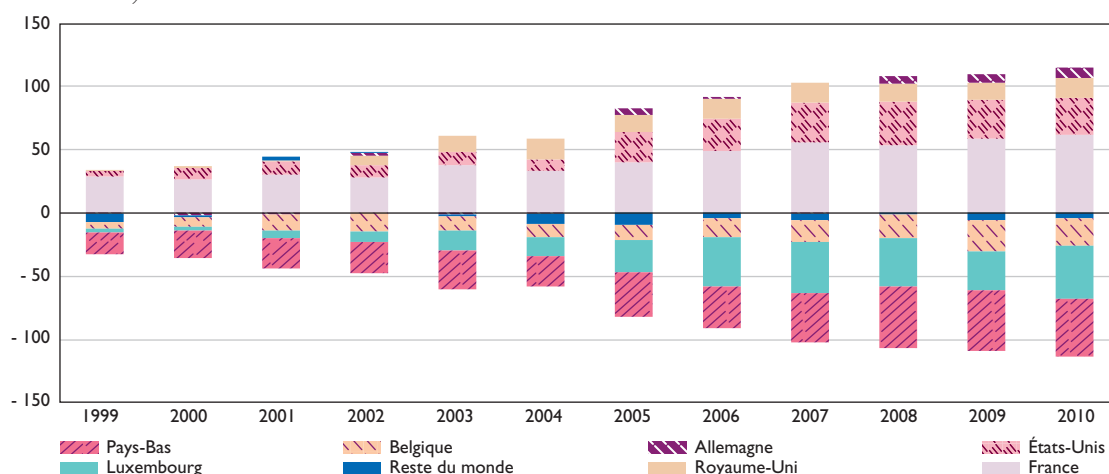
Si l'on exclut la France, le pays dont la part relative s'accroît le plus après identification du pays de résidence de l'investisseur ultime est les États-Unis. Alors qu'il n'est que le troisième pays de provenance immédiate des capitaux (derrière les Pays-Bas et le Luxembourg, tableau STAT\_4.6), il devient le premier pays investisseur en France selon le critère du pays de résidence de l'investisseur ultime. Viennent ensuite le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Suisse.

Le graphique ci-après rend compte des principaux écarts entre la ventilation géographique établie selon le pays de première contrepartie et celle établie en fonction du pays de résidence de l'investisseur ultime. Si, en 1999, l'identification du pays de résidence de l'investisseur ultime conduisait essentiellement à mettre en évidence la présence des groupes français et, dans une moindre mesure, à renforcer celle des groupes américains, en 2010, selon ce même critère, les groupes britanniques (depuis 2002 principalement) et allemands (depuis 2008) effectuent également une part significative de leurs investissements en France, non pas directement, mais via des pays tiers (essentiellement les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique).

1 Cf. les tableaux STAT\_4.5 et STAT\_4.6 dans la seconde partie de ce Rapport

**Principaux écarts par pays suite à l'identification du pays de l'investisseur ultime**

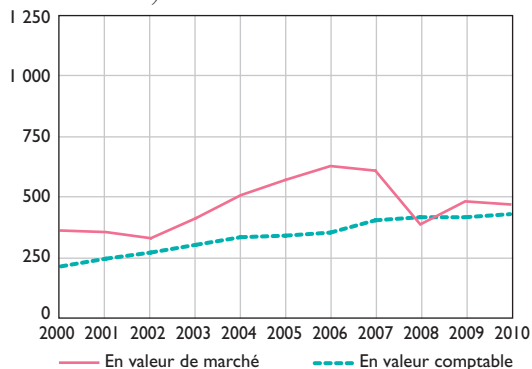
(en milliards d'euros)



**Investissements directs étrangers en France G3-6**

(en valeur comptable et en valeur de marché)

(en milliards d'euros)



Les effets-prix sur les stocks d'investissements en capitaux propres dans des sociétés non cotées sont négatifs (- 37 milliards) et l'emportent à la fois sur l'appréciation des participations dans des sociétés cotées (+ 3 milliards) et sur la revalorisation du stock immobilier (+ 4 milliards).

**2 | Les investissements de portefeuille**

La position nette sur les investissements de portefeuille, créditrice jusqu'en 2007 et débitrice depuis lors, continue de se creuser, atteignant - 350 milliards à la fin de l'année 2010,

après – 259 milliards fin 2009 (tableau T3-4). Cette dégradation de 91 milliards est la conséquence des entrées nettes de 120 milliards en 2010, en partie atténuées par des effets de valorisation plus importants sur les avoirs des résidents que sur les engagements vis-à-vis des non-résidents. L'évolution des cours boursiers et des devises en 2010 se traduit en effet par une revalorisation de 3,2 % des avoirs en titres étrangers mais de seulement 1,6 % des engagements.

La position nette sur les titres émis par les administrations publiques est débitrice à hauteur de 406 milliards. Si elle reste créditrice vis-à-vis de la zone euro (encours de titres publics de la zone euro détenus par les résidents diminué de l'encours de titres publics français détenus par les résidents de la zone euro hors de France), tout en diminuant sensiblement, à 79 milliards à fin 2010 après 142 milliards fin 2009, elle devient un peu plus débitrice vis-à-vis de l'extérieur de la zone euro (- 485 milliards à fin 2010, après - 450 milliards ; tableau T3-6).

## 2|1 Les investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers

Les résidents français détiennent à la fin de 2010 près de 2 100 milliards de titres étrangers, en progression de 43 milliards par rapport à fin 2009 mais uniquement en raison des effets positifs de valorisation, les flux de balance des paiements enregistrant des ventes nettes de titres étrangers (tableau T3-4).

Le portefeuille des résidents en titres étrangers se compose à fin 2010, pour près des deux tiers, de titres de dette de long terme, pour près d'un quart, d'actions et de parts d'OPCVM et, pour environ 10 %, de titres de dette de court terme. En 2010, les avoirs des résidents en actions étrangères progressent de 50 milliards, atteignant 362 milliards, et représentent 17,2 % des avoirs. Cette augmentation tient à la fois à des effets de valorisation et à des achats nets d'actions étrangères par les résidents.

### Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents

T3-4

Par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
<b>Résidents sur titres étrangers</b>	<b>1 476,5</b>	<b>380,8</b>	<b>1 857,4</b>	<b>1 669,8</b>	<b>386,5</b>	<b>2 056,3</b>	<b>1 667,6</b>	<b>432,1</b>	<b>2 099,7</b>
<b>Actions et titres d'OPCVM</b>	<b>189,6</b>	<b>151,5</b>	<b>341,1</b>	<b>252,4</b>	<b>196,8</b>	<b>449,2</b>	<b>262,5</b>	<b>248,0</b>	<b>510,5</b>
Actions	107,6	116,7	224,3	145,7	166,8	312,5	150,0	212,1	362,1
Titres d'OPCVM	82,0	34,8	116,8	106,7	30,0	136,7	112,5	35,9	148,3
<b>Obligations et assimilés</b>	<b>1 146,1</b>	<b>161,4</b>	<b>1 307,5</b>	<b>1 225,0</b>	<b>135,8</b>	<b>1 360,8</b>	<b>1 240,3</b>	<b>131,3</b>	<b>1 371,6</b>
Bons du Trésor à plus d'un an	22,4	3,3	25,7	45,7	1,4	47,0	55,3	10,9	66,2
Autres obligations	1 123,7	158,1	1 281,8	1 179,4	134,4	1 313,8	1 185,1	120,3	1 305,4
<b>Titres de créance à court terme</b>	<b>140,8</b>	<b>67,9</b>	<b>208,7</b>	<b>192,4</b>	<b>53,8</b>	<b>246,3</b>	<b>164,8</b>	<b>52,8</b>	<b>217,6</b>
Bons du Trésor à moins d'un an	15,2	65,5	80,7	26,1	50,9	77,0	30,1	46,7	76,8
Autres titres de créance à court terme	125,6	2,4	128,0	166,3	2,9	169,3	134,7	6,1	140,8
<b>Non-résidents sur titres français</b>	<b>- 1 643,8</b>	<b>- 228,7</b>	<b>- 1 872,5</b>	<b>- 2 016,8</b>	<b>- 298,5</b>	<b>- 2 315,3</b>	<b>- 2 100,6</b>	<b>- 349,5</b>	<b>- 2 450,1</b>
<b>Actions et titres d'OPCVM</b>	<b>- 441,9</b>	<b>- 7,1</b>	<b>- 449,0</b>	<b>- 578,9</b>	<b>- 12,9</b>	<b>- 591,8</b>	<b>- 577,0</b>	<b>- 14,3</b>	<b>- 591,3</b>
Actions	- 361,6	0,0	- 361,6	- 475,3	- 2,1	- 477,4	- 465,4	0,0	- 465,5
Titres d'OPCVM	- 80,3	- 7,1	- 87,4	- 103,5	- 10,8	- 114,4	- 111,6	- 14,3	- 125,9
<b>Obligations et assimilés</b>	<b>- 1 053,2</b>	<b>- 198,8</b>	<b>- 1 252,0</b>	<b>- 1 226,6</b>	<b>- 248,6</b>	<b>- 1 475,3</b>	<b>- 1 312,8</b>	<b>- 298,6</b>	<b>- 1 611,3</b>
OAT	- 426,1	-	- 426,1	- 469,4	-	- 469,4	- 518,0	-	- 518,0
BTAN	- 176,5	-	- 176,5	- 197,1	-	- 197,1	- 209,1	-	- 209,1
Autres (BMTN, EMTN,...)	- 450,6	- 198,8	- 649,4	- 560,2	- 248,6	- 808,8	- 585,6	- 298,6	- 884,2
<b>Titres de créance à court terme</b>	<b>- 148,7</b>	<b>- 22,8</b>	<b>- 171,5</b>	<b>- 211,3</b>	<b>- 36,9</b>	<b>- 248,2</b>	<b>- 210,9</b>	<b>- 36,6</b>	<b>- 247,5</b>
Bons du Trésor à moins d'un an	- 94,3	-	- 94,3	- 161,2	-	- 161,2	- 156,4	-	- 156,4
Autres titres de créance à court terme	- 54,5	- 22,8	- 77,3	- 50,1	- 36,9	- 87,0	- 54,5	- 36,6	- 91,1
<b>Position nette</b>	<b>- 167,3</b>	<b>152,1</b>	<b>- 15,1</b>	<b>- 347,0</b>	<b>88,0</b>	<b>- 259,0</b>	<b>- 433,0</b>	<b>82,6</b>	<b>- 350,4</b>

**Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents**

T3-5

Par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total
<b>Émetteurs de la zone euro</b>	<b>431,4</b>	<b>742,5</b>	<b>1 173,9</b>	<b>459,2</b>	<b>895,5</b>	<b>1 354,7</b>	<b>397,2</b>	<b>959,9</b>	<b>1 357,1</b>
Actions et titres d'OPCVM	23,8	153,4	177,2	29,5	217,0	246,6	40,1	230,0	270,1
Obligations et assimilés	341,6	572,0	913,6	313,6	654,2	967,9	262,6	700,5	963,1
Titres de créance à court terme	66,0	17,0	83,0	116,0	24,3	140,3	94,5	29,3	123,9
<b>Émetteurs hors zone euro</b>	<b>299,3</b>	<b>384,1</b>	<b>683,4</b>	<b>272,1</b>	<b>429,5</b>	<b>701,6</b>	<b>258,4</b>	<b>484,2</b>	<b>742,6</b>
Actions et titres d'OPCVM	40,1	123,8	163,9	47,0	155,7	202,6	58,2	182,2	240,4
Obligations et assimilés	203,3	190,5	393,9	172,1	220,8	392,9	154,7	253,8	408,5
Titres de créance à court terme	55,8	69,8	125,7	53,1	52,9	106,0	45,6	48,1	93,7
<b>Tous émetteurs</b>	<b>730,7</b>	<b>1 126,6</b>	<b>1 857,4</b>	<b>731,3</b>	<b>1 325,0</b>	<b>2 056,3</b>	<b>655,6</b>	<b>1 444,1</b>	<b>2 099,7</b>
Actions et titres d'OPCVM	63,9	277,2	341,1	76,5	372,7	449,2	98,2	412,2	510,5
Obligations et assimilés	544,9	762,5	1 307,5	485,7	875,1	1 360,8	417,2	954,4	1 371,6
Titres de créance à court terme	121,9	86,9	208,7	169,0	77,2	246,3	140,1	77,5	217,6

Les avoirs des résidents sont principalement constitués de titres d'émetteurs de la zone euro (près des deux tiers du total en 2009 et en 2010 ; tableau T3-5). Parmi les titres de la zone euro, les résidents privilégient toujours les titres allemands, italiens, néerlandais et espagnols, qui représentent ensemble 43,4 % du total des positions sur titres étrangers (proportion quasi identique à celle observée en 2009 ; tableau STAT\_4.11). En dehors de la zone euro, les investisseurs français se portent principalement sur les titres du Royaume-Uni et des États-Unis (respectivement 9,0 % et 7,8 % du total des avoirs, en légère hausse par rapport à 2009). Les titres de dette émis hors zone euro sont aux deux tiers libellés en euros (tableau STAT\_4.12).

La répartition des stocks d'investissements de portefeuille par secteur détenteur résident montre que les avoirs des IFM en titres étrangers se contractent en 2010. Cette baisse est toutefois plus que compensée

par la progression des positions des autres secteurs, essentiellement des autres intermédiaires financiers et des assurances (tableau T3-5).

Les avoirs des résidents en titres publics de la zone euro s'élèvent à 462 milliards, après 507 milliards. Cette baisse traduit l'impact des ventes nettes observées en 2010 et des effets de valorisation négatifs. Les placements en titres publics hors zone euro s'établissent à 98 milliards, après 90 milliards en 2009 et 118 milliards en 2008 (tableau T3-6).

## 2|2 Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français

La détention de titres français par les non-résidents (les engagements) atteint 2 450 milliards à fin 2010, après 2 315 milliards en 2009. Cette hausse de

**Positions sur titres publics**

T3-6

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010
Résidents sur titres de la zone euro	437,5	507,4	462,5
Non-résidents de la zone euro sur titres français	- 281,1	- 365,8	- 383,9
<b>Position nette sur titres de la zone euro</b>	<b>156,4</b>	<b>141,6</b>	<b>78,6</b>
Résidents sur titres hors zone euro	117,9	89,9	98,1
Non-résidents hors zone euro sur titres français	- 474,9	- 540,1	- 583,0
<b>Position nette sur titres hors zone euro</b>	<b>- 357,0</b>	<b>- 450,2</b>	<b>- 484,9</b>
<b>Position nette toutes zones</b>	<b>- 200,6</b>	<b>- 308,6</b>	<b>- 406,3</b>

135 milliards se décompose en 97 milliards de flux d'achats par les non-résidents et 38 milliards de valorisation (tableau T3-1).

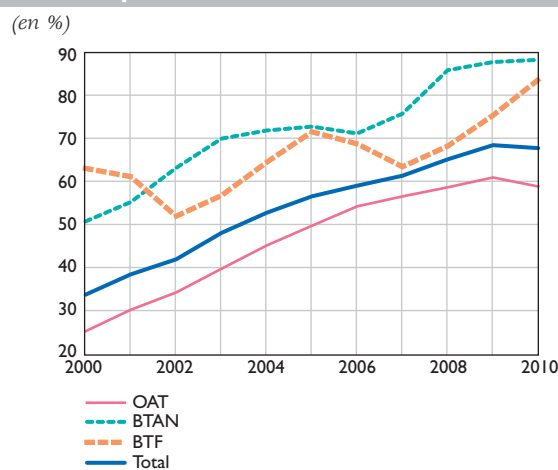
Le portefeuille des non-résidents en actions françaises baisse légèrement en 2010 et représente un peu moins de 19 % du total des avoirs des non-résidents (tableau T3-7). Cette variation s'explique par des ventes nettes des non-résidents, partiellement compensées par une valorisation positive. Dans le même temps, le taux de détention par les non-résidents des actions du CAC 40 s'établit à 42,4 % en 2010, en repli de deux points par rapport au niveau enregistré en 2009<sup>6</sup>.

Les titres de créance (obligations, titres à court terme) représentent, toutes échéances confondues, près des trois quarts des positions des non-résidents sur titres français. La croissance des encours, moins marquée qu'en 2009, s'explique pour les deux tiers par des flux d'acquisitions des non-résidents.

La part des titres publics dans le total des engagements reste pratiquement stable en 2010 (39,5 % au lieu de 39,1 % en 2009). Le taux de détention des titres de la dette négociable de l'État par les non-résidents s'inscrit en très légère baisse, passant de 68,4 % en 2009 à 67,7 % (graphique G3-7). Ce recul trouve son origine dans la baisse du taux de détention enregistrée sur les OAT, ce dernier revenant de son pic de 60,9 %

Part des OAT, BTAN et BTF détenue par les non-résidents

G3-7



atteint en 2009, à 58,8 % en 2010. Cette baisse n'est que partiellement compensée par la progression du taux de détention des BTAN et surtout des BTF, dont les encours sont sensiblement plus faibles (graphique G3-7).

La ventilation par zone géographique des engagements sur titres publics (tableau T3-6) fait apparaître le poids prédominant des investissements des non-résidents localisés en dehors de la zone euro. Celui-ci a eu tendance à s'accroître en 2010, progressant de 59,6 % en 2009 à 60,3 % en 2010.

Ventilation des titres français détenus par les non-résidents

T3-7

Par secteur émetteur

(en milliards d'euros)

	2008	2009	2010
	- 1 872,5	- 2 315,3	- 2 450,1
<b>Administrations publiques</b>	<b>- 756,0</b>	<b>- 905,9</b>	<b>- 967,0</b>
OAT	- 426,1	- 469,4	- 518,0
Autres obligations et assimilés	- 44,7	- 59,4	- 62,2
Bons du Trésor (BTAN et BTF)	- 270,8	- 358,3	- 365,5
Autres titres de créance à court terme	- 14,5	- 18,8	- 21,3
<b>Institutions financières monétaires</b>	<b>- 493,3</b>	<b>- 554,5</b>	<b>- 583,2</b>
Actions	- 29,1	- 57,0	- 43,7
Titres d'OPCVM	- 25,7	- 25,3	- 15,5
Obligations et assimilés	- 386,1	- 414,8	- 465,1
dont devises	- 121,4	- 117,5	- 146,3
Titres de créance à court terme	- 52,4	- 57,5	- 58,9
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 623,2</b>	<b>- 854,9</b>	<b>- 899,9</b>
Actions	- 332,5	- 420,5	- 421,8
Titres d'OPCVM	- 61,7	- 89,1	- 110,3
Obligations et assimilés	- 218,6	- 334,6	- 356,9
dont devises	- 60,8	- 108,0	- 123,1
Titres de créance à court terme	- 10,4	- 10,7	- 10,9

<sup>6</sup> Voir à cet égard l'article « La détention par les non-résidents des actions des sociétés françaises du CAC 40 à fin 2010 » dans le Bulletin de la Banque de France du 2<sup>e</sup> trimestre 2011.

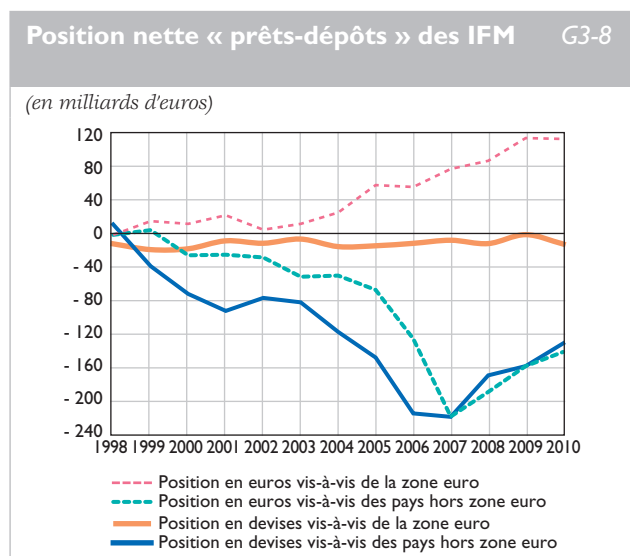
### 3 | La position dépôts-crédits

En 2010, la tendance à la diminution du solde débiteur de la position dépôts-crédits des IFM (hors Banque de France) observée depuis 2007, s'est confirmée avec une nouvelle réduction de 32 milliards. La position débitrice atteint 175 milliards (tableau STAT\_4.13). La baisse de l'endettement net porte à la fois sur la position en euros et sur celle en devises (graphique G3-8).

La répartition sectorielle des contreparties extérieures sur les dépôts et crédits met en évidence que les dépôts des agents non financiers non résidents collectés par les IFM résidentes sont inférieurs aux crédits que celles-ci leur accordent. Les banques françaises sont donc créditrices nettes de 102 milliards, essentiellement en devises (70 %), vis-à-vis du secteur non financier étranger. En revanche, bien qu'en amélioration, la position des banques résidentes vis-à-vis de leurs contreparties interbancaires non résidentes demeure débitrice (tableau STAT\_4.14).

S'agissant des ventilations géographiques, on note une forte position débitrice en euros vis-à-vis de pays hors de la zone euro (graphique G3-8). Les créances et les engagements sont élevés vis-à-vis du Royaume-Uni – il s'agit assez souvent de succursales ou de filiales de banques françaises – et des centres extraterritoriaux, se traduisant par des positions débitrices (toutes monnaies), respectivement, de 67 milliards et 108 milliards (tableau STAT\_4.15). On observe, cela étant, une réduction sensible au cours des trois dernières années du solde des créances et des engagements avec le Royaume-Uni et avec les centres extraterritoriaux. Les banques françaises sont également débitrices vis-à-vis des États-Unis et de l'Allemagne (respectivement, 131 milliards et 58 milliards), alors qu'elles sont créditrices vis-à-vis des résidents italiens et espagnols (96 milliards et 54 milliards).

Les comptes de la Banque de France font ressortir une position débitrice en dépôts et crédits de 99 milliards, qui provient pour l'essentiel des dépôts de la clientèle institutionnelle. La Banque de France détient par ailleurs des titres étrangers, à hauteur de 123 milliards, en réemploi de diverses natures (tableau STAT\_4.16).



### 4 | Les avoirs de réserve

Les avoirs de réserve bruts atteignent 125 milliards en fin d'année, soit une progression de 32 milliards (tableau T3-8). Celle-ci est expliquée, pour 26 milliards, par l'incidence des réévaluations (en particulier de l'or) et, pour 6 milliards, par les flux enregistrés en balance des paiements.

Les avoirs de réserve bruts en devises augmentent de 8 milliards en raison du développement des placements recensés en balance des paiements (pour 5 milliards) et des réévaluations des devises entrant dans la composition des réserves.

## Évolution des avoirs de réserve

T3-8

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année (a)			Variation 2010 (b)	Décomposition de la variation 2010	
	2008	2009	2010		Flux constatés (b) (c)	Incidence des réévaluations mensuelles et autres ajustements
Or	49,8	60,0	82,6	22,6	0,0	22,6
Avoirs en DTS	0,7	10,6	11,3	0,7	- 0,3	1,0
Position de réserve au FMI	1,6	2,6	3,5	0,9	1,1	- 0,2
Devises (zone extra)	21,8	19,2	27,1	7,9	5,0	2,9
<b>Avoirs de réserve (bruts)</b>	<b>74,0</b>	<b>92,4</b>	<b>124,5</b>	<b>32,1</b>	<b>5,8</b>	<b>26,3</b>
Devises vis-à-vis des résidents de la zone euro	65,0	18,5	16,4	- 2,1	- 4,9	2,8
France	58,9	11,3	7,2	- 4,1	- 3,1	- 1,0
Autres pays	6,1	7,2	9,3	2,1	- 1,8	3,9
<b>Réserves officielles de change (d)</b>	<b>139,0</b>	<b>110,9</b>	<b>140,9</b>	<b>30,0</b>	<b>0,9</b>	<b>29,1</b>
Engagements (e)	- 55,7	- 9,8	- 12,3	- 2,5	- 2,0	- 0,5
<b>Réserves nettes de change (f)</b>	<b>83,3</b>	<b>101,1</b>	<b>128,6</b>	<b>27,5</b>	<b>- 1,1</b>	<b>28,6</b>
Prix en euros du kg d'or dans les réserves	19 983,05	24 638,61	34 502,13			
Cours USD contre 1 euro	1,3917	1,4406	1,3362			
Cours DTS contre 1 euro	0,90354	0,91893	0,86232			

(a) Encours : sans signe : créances ; signe (-) : engagements

(b) Variations et flux : sans signe : augmentation des créances ou diminution des engagements  
signe (-) : diminution des créances ou augmentation des engagements

(c) Flux calculés au cours retenu en balance des paiements (cours moyen mensuel) et exprimés en sens opposé de ceux enregistrés en balance des paiements

(d) Concept incluant les avoirs en devises vis-à-vis de résidents de la zone euro dans le communiqué de presse conjoint ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi/Banque de France

(e) Sorties temporaires d'actifs financiers en devises. Elles incluent à partir de 2007 les engagements en dollars liés aux accords de swap mis en place au mois de décembre par la BCE en concertation avec le Système fédéral de réserve américain. Les données de cette rubrique sont enregistrées en balance des paiements à la ligne Autres investissements – Banque de France.

(f) Concept Norme spéciale de diffusion de données (NSDD) : publication communiqué de presse conjoint ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi/Banque de France depuis le 30 juin 1999

**ENCADRÉ 3**

**Révisions de la position extérieure**

Plusieurs postes de la position extérieure de la France à fin 2008 et fin 2009 ont fait l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce Rapport annuel (tableau ci-dessous).

Concernant la position en investissements directs à fin 2008, ce sont essentiellement les stocks d'investissements des résidents en capitaux propres qui ont été revus du fait de la prise en compte d'investissements non détectés antérieurement et, surtout, en raison des corrections apportées à des informations erronées transmises par les sociétés déclarantes. Les changements, qui affectent la valeur comptable, se répercutent ensuite sur la valeur de marché, puisque la seconde est dérivée de la première.

S'agissant de la position à fin 2009, les révisions apportées aux stocks d'investissements directs sont habituelles. En effet, lors de la rédaction du Rapport annuel 2009 en mai 2010, les données à fin 2009 n'étaient qu'estimées, par cumul des encours de la fin d'année précédente et des flux de l'année ; elles sont maintenant issues des comptes annuels des sociétés résidentes investies par les non-résidents ou d'enquêtes annuelles spécifiques auprès des entreprises résidentes sur leurs avoirs et engagements vis-à-vis de l'étranger.

Les révisions relatives aux investissements de portefeuille proviennent de compléments de collecte obtenus auprès des détenteurs pour les avoirs et des conservateurs pour les engagements sur actions. Il en résulte une position nette moins débitrice que lors de la publication précédente.

**Révisions des données 2008 et 2009 de la position extérieure – Principales rubriques de la position extérieure**

(en milliards d'euros)

	2008			2009		
	Rapport annuel 2009	Rapport annuel 2010	Révisions	Rapport annuel 2009	Rapport annuel 2010	Révisions
<b>Investissements directs</b>						
<b>En valeur comptable</b>	<b>311,8</b>	<b>290,8</b>	<b>- 21,0</b>	<b>377,7</b>	<b>351,2</b>	<b>- 26,5</b>
<b>En valeur de marché</b>	<b>278,2</b>	<b>261,0</b>	<b>- 17,3</b>	<b>407,3</b>	<b>401,2</b>	<b>- 6,1</b>
Français à l'étranger						
En valeur comptable	997,6	975,3	- 22,3	1 106,1	1 041,9	- 64,2
En valeur de marché	939,9	911,0	- 28,9	1 193,8	1 153,4	- 40,4
Étrangers en France						
En valeur comptable	- 685,8	- 684,5	1,2	- 728,4	- 690,7	37,7
En valeur de marché	- 661,7	- 650,0	11,6	- 786,4	- 752,2	34,2
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>- 20,2</b>	<b>- 15,1</b>	<b>5,1</b>	<b>- 298,7</b>	<b>- 259,0</b>	<b>39,7</b>
Titres étrangers	1 834,7	1 857,4	22,7	1 998,2	2 056,3	58,1
Actions et titres d'OPCVM	326,7	341,1	14,4	416,8	449,2	32,4
Obligations et assimilés	1 301,5	1 307,5	6,0	1 354,2	1 360,8	6,6
Titres de créance à court terme	206,5	208,7	2,2	227,1	246,3	19,1
Titres français	- 1 855,0	- 1 872,5	- 17,5	- 2 296,9	- 2 315,3	- 18,4
Actions et titres d'OPCVM	- 434,3	- 449,0	- 14,6	- 569,3	- 591,8	- 22,5
Obligations et assimilés	- 1 252,1	- 1 252,0	0,1	- 1 479,4	- 1 475,3	4,1
Titres de créance à court terme	- 168,5	- 171,5	- 3,0	- 248,2	- 248,2	0,0
<b>Produits financiers dérivés</b>	<b>- 55,3</b>	<b>- 55,3</b>	<b>0,0</b>	<b>- 53,1</b>	<b>- 38,4</b>	<b>14,8</b>
<b>Autres investissements (hors avoirs de réserve)</b>	<b>- 508,4</b>	<b>- 513,5</b>	<b>- 5,1</b>	<b>- 356,2</b>	<b>- 358,0</b>	<b>- 1,8</b>
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 1,2	- 3,4	- 2,3	- 6,5	- 6,7	- 0,2
Autres investissements de la Banque de France	- 187,2	- 187,2	0,0	- 139,1	- 139,1	0,0
Autres investissements des administrations publiques	2,2	2,0	- 0,2	8,5	7,9	- 0,6
Position dépôts-crédits des IFM	- 286,6	- 286,6	0,0	- 206,9	- 206,9	0,0
Position dépôts-crédits des autres secteurs (a)	- 35,6	- 38,2	- 2,7	- 12,2	- 13,2	- 1,0
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>74,0</b>	<b>74,0</b>	<b>0,0</b>	<b>92,4</b>	<b>92,4</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde</b>						
<b>Avec les investissements directs en valeur comptable</b>	<b>- 198,1</b>	<b>- 219,2</b>	<b>- 21,0</b>	<b>- 237,9</b>	<b>- 211,7</b>	<b>26,2</b>
<b>Avec les investissements directs en valeur de marché</b>	<b>- 231,7</b>	<b>- 249,0</b>	<b>- 17,3</b>	<b>- 208,3</b>	<b>- 161,7</b>	<b>46,6</b>

(a) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPCVM non monétaires et ménages



**BALANCE DES PAIEMENTS 2009 ET 2010**  
**Présentation détaillée**

## BALANCE DES PAIEMENTS – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

Année 2009

### BALANCE DES PAIEMENTS – ANNÉE 2009

(en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
<b>I. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>615 800</b>	<b>644 202</b>	<b>- 28 401</b>
<b>I.1. Biens</b>	<b>341 462</b>	<b>384 599</b>	<b>- 43 134</b>
1.1.1. Marchandises générales	327 398	370 992	- 43 589
<i>Données douanières</i>	340 924	383 848	- 42 923
<i>Corrections</i>	- 13 527	- 12 856	- 671
1.1.2. Avitaillement	1 458	2 862	- 1 402
1.1.3. Travail à façon et réparations	12 605	10 748	1 860
<b>I.2. Services</b>	<b>103 691</b>	<b>93 525</b>	<b>10 164</b>
1.2.1. Transports	22 913	23 641	- 727
1.2.1.1. <i>maritimes</i>	7 558	9 146	- 1 588
1.2.1.2. <i>aériens</i>	10 145	8 985	1 160
1.2.1.3. <i>autres</i>	5 208	5 509	- 301
1.2.2. Voyages	35 509	27 509	8 000
1.2.3. Services de communication	3 331	2 702	628
1.2.4. Services de construction	4 999	2 392	2 606
1.2.5. Services d'assurance	950	1 744	- 794
1.2.6. Services financiers	1 556	987	566
1.2.7. Services d'informatique et d'information	1 178	1 551	- 371
1.2.8. Redevances et droits de licence	7 014	3 796	3 219
1.2.9. Autres services aux entreprises	24 190	25 973	- 1 782
1.2.9.1. <i>Négoce international</i>	7 243	-	7 243
1.2.9.2. <i>Autres services commerciaux</i>	1 785	3 859	- 2 072
1.2.9.3. <i>Locations</i>	475	1 830	- 1 352
1.2.9.4. <i>Services divers aux entreprises</i>	14 684	20 286	- 5 602
1.2.10. Services personnels, culturels et récréatifs	1 360	2 622	- 1 263
1.2.10.1. <i>Services audiovisuels et annexes</i>	717	1 436	- 719
1.2.10.2. <i>Autres services personnels</i>	644	1 185	- 544
1.2.11. Services des administrations publiques	691	614	80
<b>I.3. Revenus</b>	<b>151 498</b>	<b>119 871</b>	<b>31 627</b>
1.3.1. Rémunérations des salariés	10 522	913	9 606
1.3.2. Revenus des investissements	140 980	118 960	22 019
1.3.2.1. <i>Investissements directs</i>	40 640	14 951	25 685
1.3.2.2. <i>Investissements de portefeuille</i>	77 110	77 043	68
1.3.2.3. <i>Autres</i>	23 229	26 964	- 3 735
<b>I.4. Transferts courants</b>	<b>19 147</b>	<b>46 205</b>	<b>- 27 060</b>
1.4.1. Administrations publiques	12 512	30 578	- 18 066
1.4.2. Autres secteurs	6 632	15 628	- 8 996
1.4.2.1. <i>Envois de fonds des travailleurs</i>	770	2 849	- 2 077
1.4.2.2. <i>Autres transferts</i>	5 861	12 782	- 6 923
<b>2. COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>998</b>	<b>665</b>	<b>334</b>
2.1. Transferts en capital	982	627	355
2.2. Acquisitions d'actifs non financiers (brevets)	16	37	- 20
<b>3. COMPTE FINANCIER</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>41 084</b>
<b>3.1. Investissements directs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 49 610</b>
3.1.1. Français à l'étranger	-	-	- 74 107
3.1.1.1. <i>Capital social</i>	55 070	94 226	- 39 153
3.1.1.2. <i>Bénéfices réinvestis</i>	-	-	- 8 594
3.1.1.3. <i>Autres opérations</i>	-	-	- 26 352
3.1.1.4. <i>Autres opérations (principe directionnel étendu)</i>	-	-	- 13 451
3.1.2. Étrangers en France	-	-	24 494
3.1.2.1. <i>Capital social</i>	29 219	14 092	15 128
3.1.2.2. <i>Bénéfices réinvestis</i>	-	-	1 282
3.1.2.3. <i>Autres opérations</i>	-	-	8 087
3.1.2.4. <i>Autres opérations (principe directionnel étendu)</i>	-	-	- 4 815

## BALANCE DES PAIEMENTS – ANNÉE 2009 (suite)

(en millions d'euros)

	<b>Soldes</b>
<b>3.2. Investissements de portefeuille</b>	<b>251 072</b>
<b>3.2.1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)</b>	<b>- 77 408</b>
3.2.1.1. Actions et titres d'OPCVM	- 27 201
<i>Banque de France</i>	- 3
<i>Administrations publiques</i>	- 753
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 1 752
<i>Autres secteurs</i>	- 24 697
3.2.1.2. Obligations et assimilés	- 11 633
<i>Banque de France</i>	- 6 707
<i>Administrations publiques</i>	- 1 608
<i>Institutions financières monétaires</i>	70 826
<i>Autres secteurs</i>	- 74 144
3.2.1.3. Titres de créance à court terme	- 38 572
<i>Banque de France</i>	5 194
<i>Administrations publiques</i>	- 1 884
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 45 802
<i>Autres secteurs</i>	3 920
<b>3.2.2. Engagements (non-résidents sur titres émis par des résidents)</b>	<b>328 481</b>
3.2.2.1. Actions et titres d'OPCVM	52 976
<i>Institutions financières monétaires</i>	7 621
<i>Autres secteurs</i>	45 355
3.2.2.2. Obligations et assimilés	199 179
<i>Administrations publiques</i>	79 172
<i>Institutions financières monétaires</i>	17 708
<i>Autres secteurs</i>	102 299
3.2.2.3. Titres de créance à court terme	76 326
<i>Administrations publiques</i>	70 748
<i>Institutions financières monétaires</i>	5 199
<i>Autres secteurs</i>	382
<b>3.3. Produits financiers dérivés</b>	<b>- 16 913</b>
<i>Banque de France</i>	-
<i>Administrations publiques</i>	-
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 16 913
<i>Autres secteurs</i>	-
<b>3.4. Autres investissements</b>	<b>- 147 397</b>
<b>3.4.1. Avoirs</b>	<b>58 111</b>
3.4.1.1. Crédits commerciaux	- 1 340
3.4.1.2. Prêts	59 440
<i>Banque de France</i>	- 2 740
<i>Administrations publiques</i>	- 1 082
<i>Institutions financières monétaires</i>	67 156
<i>Autres secteurs</i>	- 3 895
3.4.1.3. Autres avoirs	12
<i>Administrations publiques</i>	0
<b>3.4.2. Engagements</b>	<b>- 205 509</b>
3.4.2.1. Crédits commerciaux	6 468
3.4.2.2. Prêts	- 211 977
<i>Banque de France</i>	- 44 224
<i>Administrations publiques</i>	- 4 454
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 142 916
<i>Autres secteurs</i>	- 20 382
3.4.2.3. Autres engagements	0
<b>3.5. Avoirs de réserve</b>	<b>3 931</b>
Or	1 302
Avoirs en droits de tirage spéciaux	- 41
Position de réserve au FMI	- 971
Devises étrangères	3 641
Créances sur la BCE	0
<b>4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	<b>- 13 014</b>

Note : En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

## BALANCE DES PAIEMENTS – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

Année 2010

### BALANCE DES PAIEMENTS – ANNÉE 2010

(en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
<b>I. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>675 078</b>	<b>708 737</b>	<b>- 33 656</b>
<b>I.1. Biens</b>	<b>390 066</b>	<b>443 736</b>	<b>- 53 670</b>
I.1.1. Marchandises générales	377 066	430 590	- 53 522
<i>Données douanières</i>	392 886	444 006	- 51 119
<i>Corrections</i>	- 15 820	- 13 415	- 2 405
I.1.2. Avitaillement	1 798	3 889	- 2 092
I.1.3. Travail à façon et réparations	11 202	9 257	1 945
<b>I.2. Services</b>	<b>109 854</b>	<b>99 849</b>	<b>10 002</b>
I.2.1. Transports	27 136	27 079	56
I.2.1.1. <i>maritimes</i>	10 121	10 621	- 503
I.2.1.2. <i>aériens</i>	11 193	10 267	927
I.2.1.3. <i>autres</i>	5 820	6 191	- 368
I.2.2. Voyages	35 121	29 065	6 055
I.2.3. Services de communication	3 382	2 907	478
I.2.4. Services de construction	4 765	2 248	2 515
I.2.5. Services d'assurance	932	2 226	- 1 293
I.2.6. Services financiers	1 948	1 557	394
I.2.7. Services d'informatique et d'information	1 226	1 446	- 221
I.2.8. Redevances et droits de licence	7 846	4 194	3 654
I.2.9. Autres services aux entreprises	25 164	25 702	- 536
I.2.9.1. <i>Négoce international</i>	7 834	-	7 834
I.2.9.2. <i>Autres services commerciaux</i>	1 962	3 481	- 1 518
I.2.9.3. <i>Locations</i>	427	2 058	- 1 630
I.2.9.4. <i>Services divers aux entreprises</i>	14 939	20 164	- 5 222
I.2.10. Services personnels, culturels et récréatifs	1 523	2 808	- 1 284
I.2.10.1. <i>Services audiovisuels et annexes</i>	728	1 521	- 790
I.2.10.2. <i>Autres services personnels</i>	795	1 287	- 494
I.2.11. Services des administrations publiques	811	620	191
<b>I.3. Revenus</b>	<b>157 352</b>	<b>120 842</b>	<b>36 508</b>
I.3.1. Rémunérations des salariés	10 889	968	9 918
I.3.2. Revenus des investissements	146 462	119 874	26 588
I.3.2.1. <i>Investissements directs</i>	55 296	21 240	34 053
I.3.2.2. <i>Investissements de portefeuille</i>	76 254	81 306	- 5 053
I.3.2.3. <i>Autres</i>	14 913	17 326	- 2 412
<b>I.4. Transferts courants</b>	<b>17 812</b>	<b>44 308</b>	<b>- 26 500</b>
I.4.1. Administrations publiques	11 191	29 221	- 18 029
I.4.2. Autres secteurs	6 622	15 088	- 8 469
I.4.2.1. <i>Envois de fonds des travailleurs</i>	756	2 871	- 2 117
I.4.2.2. <i>Autres transferts</i>	5 864	12 216	- 6 350
<b>2. COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>984</b>	<b>947</b>	<b>39</b>
2.1. Transferts en capital	961	922	39
2.2. Acquisitions d'actifs non financiers (brevets)	23	24	0
<b>3. COMPTE FINANCIER</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>18 201</b>
<b>3.1. Investissements directs</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 37 907</b>
3.1.1. Français à l'étranger	-	-	- 63 508
3.1.1.1. <i>Capital social</i>	20 342	40 666	- 20 325
3.1.1.2. <i>Bénéfices réinvestis</i>	-	-	- 24 096
3.1.1.3. <i>Autres opérations</i>	-	-	- 19 089
3.1.1.4. <i>Autres opérations (principe directionnel étendu)</i>	-	-	- 6 277
3.1.2. Étrangers en France	-	-	25 600
3.1.2.1. <i>Capital social</i>	26 125	15 098	11 027
3.1.2.2. <i>Bénéfices réinvestis</i>	-	-	12 816
3.1.2.3. <i>Autres opérations</i>	-	-	1 764
3.1.2.4. <i>Autres opérations (principe directionnel étendu)</i>	-	-	- 11 046

## BALANCE DES PAIEMENTS – ANNÉE 2010 (suite)

(en millions d'euros)

	<b>Soldes</b>
<b>3.2. Investissements de portefeuille</b>	<b>1 19 922</b>
<b>3.2.1. Avoirs (résidents sur titres émis par des non-résidents)</b>	<b>23 188</b>
3.2.1.1. Actions et titres d'OPCVM	- 17 015
<i>Banque de France</i>	18
<i>Administrations publiques</i>	2 184
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 13 415
<i>Autres secteurs</i>	- 5 808
3.2.1.2. Obligations et assimilés	- 212
<i>Banque de France</i>	- 7 523
<i>Administrations publiques</i>	- 2 406
<i>Institutions financières monétaires</i>	83 396
<i>Autres secteurs</i>	- 73 677
3.2.1.3. Titres de créance à court terme	40 416
<i>Banque de France</i>	10 591
<i>Administrations publiques</i>	81
<i>Institutions financières monétaires</i>	31 816
<i>Autres secteurs</i>	- 2 075
<b>3.2.2. Engagements (non-résidents sur titres émis par des résidents)</b>	<b>96 734</b>
3.2.2.1. Actions et titres d'OPCVM	- 6 333
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 13 164
<i>Autres secteurs</i>	6 828
3.2.2.2. Obligations et assimilés	99 520
<i>Administrations publiques</i>	50 860
<i>Institutions financières monétaires</i>	39 031
<i>Autres secteurs</i>	9 629
3.2.2.3. Titres de créance à court terme	3 547
<i>Administrations publiques</i>	- 4 071
<i>Institutions financières monétaires</i>	7 225
<i>Autres secteurs</i>	394
<b>3.3. Produits financiers dérivés</b>	<b>34 298</b>
<i>Banque de France</i>	-
<i>Administrations publiques</i>	-
<i>Institutions financières monétaires</i>	34 298
<i>Autres secteurs</i>	-
<b>3.4. Autres investissements</b>	<b>- 92 320</b>
<b>3.4.1. Avoirs</b>	<b>- 1 18 588</b>
3.4.1.1. Crédits commerciaux	- 572
3.4.1.2. Prêts	- 117 778
<i>Banque de France</i>	- 10 650
<i>Administrations publiques</i>	- 3 742
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 103 771
<i>Autres secteurs</i>	386
3.4.1.3. Autres avoirs	- 237
<i>Administrations publiques</i>	0
<b>3.4.2. Engagements</b>	<b>26 269</b>
3.4.2.1. Crédits commerciaux	3 666
3.4.2.2. Prêts	22 605
<i>Banque de France</i>	- 31 449
<i>Administrations publiques</i>	264
<i>Institutions financières monétaires</i>	57 196
<i>Autres secteurs</i>	- 3 407
3.4.2.3. Autres engagements	0
<b>3.5. Avoirs de réserve</b>	<b>- 5 793</b>
Or	0
Avoirs en droits de tirage spéciaux	276
Position de réserve au FMI	- 1 077
Devises étrangères	- 4 992
Créances sur la BCE	0
<b>4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES</b>	<b>15 417</b>

Note : En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.



## **SECONDE PARTIE**

### **Tableaux statistiques complémentaires**





# SOMMAIRE DES STATISTIQUES

<b>Série 1</b>	<b>Transactions courantes</b>	<b>59</b>
STAT_1.1	Ventilation géographique des échanges de voyages	59
STAT_1.2	Ventilation géographique des échanges de services hors transports, voyages et négoce	60
STAT_1.3	Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses)	61
<b>Série 2</b>	<b>Flux d'investissements directs</b>	<b>63</b>
STAT_2.1	Flux d'investissements directs français à l'étranger Ventilation par type d'opérations	63
STAT_2.2	Flux d'investissements directs étrangers en France Ventilation par type d'opérations	63
STAT_2.3	Répartition géographique des flux d'investissements directs français à l'étranger (première contrepartie)	64
STAT_2.4	Répartition géographique des flux d'investissements directs étrangers en France (première contrepartie)	65
STAT_2.5	Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger	66
STAT_2.6	Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France	67
STAT_2.7	Investissements directs français à l'étranger Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2010	68
STAT_2.8	Investissements directs étrangers en France Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2010	69
<b>Série 3</b>	<b>Flux d'investissements de portefeuille</b>	<b>71</b>
STAT_3.1	Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur	71
STAT_3.2	Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie	72
STAT_3.3	Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument	72

<b>Série 4</b>	<b>Position extérieure</b>	<b>75</b>
STAT_4.1	Séries chronologiques de la position extérieure de 2002 à 2010	75
STAT_4.2	Les stocks d'investissements directs en valeur comptable et en valeur de marché	76
STAT_4.3	Évolution des stocks d'investissements directs entre fin 2008 et fin 2009 (estimation en valeur de marché)	77
STAT_4.4	Ventilation des stocks d'investissements directs selon le secteur résident (en valeur comptable)	77
STAT_4.5	Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur comptable	78
STAT_4.6	Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur comptable	79
STAT_4.7	Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur comptable	81
STAT_4.8	Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur comptable	82
STAT_4.9	Investissements directs français à l'étranger — stocks en valeur comptable Les 25 principaux groupes investisseurs français à l'étranger fin 2010	83
STAT_4.10	Investissements directs étrangers en France — stocks en valeur comptable Les 25 principaux groupes investisseurs étrangers en France fin 2010	84
STAT_4.11	Ventilation géographique des stocks d'investissements de portefeuille des résidents sur titres étrangers en fonction du pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres — données à fin 2009 et fin 2010	85
STAT_4.12	Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie	86
STAT_4.13	Répartition par devise des prêts-dépôts des IFM résidentes	87
STAT_4.14	Répartition par secteur de contrepartie des prêts-dépôts des IFM résidentes	87
STAT_4.15	Répartition géographique des prêts-dépôts des IFM résidentes	88
STAT_4.16	Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire)	89
STAT_4.17	Créances et engagements (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques vis-à-vis des non-résidents	90
STAT_4.18	Dépôts-crédits des entreprises, des entreprises d'investissement et des OPCVM non monétaires résidents vis-à-vis de l'étranger	90
	<b>Définition des zones géographiques</b>	<b>91</b>

# SÉRIE I – TRANSACTIONS COURANTES

## Ventilation géographique des échanges de voyages

STAT\_1.1

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>27,3</b>	<b>14,9</b>	<b>12,4</b>	<b>25,7</b>	<b>14,5</b>	<b>11,2</b>	<b>25,1</b>	<b>15,4</b>	<b>9,7</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>20,5</b>	<b>12,7</b>	<b>7,8</b>	<b>19,9</b>	<b>12,3</b>	<b>7,6</b>	<b>19,5</b>	<b>12,9</b>	<b>6,6</b>
dont :									
Allemagne	5,7	1,7	4,0	5,1	1,6	3,5	5,3	1,1	4,2
Autriche	0,3	0,3	0,0	0,3	0,2	0,1	0,3	0,4	- 0,1
Belgique	4,6	1,2	3,4	4,7	1,2	3,5	4,6	1,5	3,1
Espagne	2,3	3,8	- 1,5	1,9	3,8	- 1,9	1,9	4,1	- 2,2
Finlande	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Grèce	0,1	0,7	- 0,6	0,2	0,9	- 0,7	0,1	0,9	- 0,8
Irlande	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1	0,2	0,3	- 0,1
Italie	3,4	2,8	0,6	3,3	2,5	0,8	2,8	2,6	0,2
Luxembourg	0,4	0,9	- 0,5	0,5	0,9	- 0,4	0,5	0,9	- 0,4
Pays-Bas	2,8	0,3	2,5	3,1	0,3	2,8	3,2	0,3	2,9
Portugal	0,3	0,5	- 0,2	0,4	0,5	- 0,1	0,3	0,6	- 0,3
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>6,8</b>	<b>2,2</b>	<b>4,6</b>	<b>5,9</b>	<b>2,2</b>	<b>3,7</b>	<b>5,6</b>	<b>2,5</b>	<b>3,1</b>
dont :									
Danemark	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,1	0,2
Hongrie	0,0	0,1	- 0,1	0,0	0,1	- 0,1	0,1	0,1	0,0
Pologne	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
République tchèque	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Roumanie	0,2	0,1	0,1	0,2	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1
Royaume-Uni	5,5	1,7	3,8	4,8	1,7	3,1	4,7	1,9	2,8
Suède	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,3	0,0	0,3
<b>Autres pays industrialisés (8)</b>	<b>6,9</b>	<b>4,2</b>	<b>2,7</b>	<b>6,1</b>	<b>3,7</b>	<b>2,4</b>	<b>6,2</b>	<b>4,1</b>	<b>2,1</b>
dont :									
Australie	0,7	0,2	0,5	0,6	0,2	0,4	0,7	0,2	0,5
Canada	0,6	0,3	0,3	0,5	0,4	0,1	0,6	0,5	0,1
États-Unis	2,2	1,5	0,7	1,7	1,1	0,6	1,7	1,3	0,4
Japon	0,3	0,3	0,0	0,3	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2
Norvège	0,3	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Suisse	2,7	1,7	1,0	2,7	1,7	1,0	2,6	1,7	0,9
<b>Reste du monde</b>	<b>4,3</b>	<b>8,8</b>	<b>- 4,5</b>	<b>3,6</b>	<b>9,4</b>	<b>- 5,8</b>	<b>3,8</b>	<b>9,6</b>	<b>- 5,8</b>
dont :									
Algérie	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Arabie saoudite	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,5	0,2	0,3	0,4	0,1	0,3	0,4	0,1	0,3
Chili	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Chine	0,3	0,2	0,1	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0
Corée du Sud	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Croatie	0,0	0,3	- 0,3	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,2	- 0,2
Égypte	0,0	0,6	- 0,6	0,0	0,7	- 0,7	0,1	0,8	- 0,7
Émirats arabes unis	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Inde	0,1	0,3	- 0,2	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1
Maldives	0,0	0,1	- 0,1	0,0	0,3	- 0,3	0,0	0,0	0,0
Maroc	0,4	0,9	- 0,5	0,3	0,7	- 0,4	0,3	0,8	- 0,5
Mexique	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0
République dominicaine	0,0	0,4	- 0,4	0,0	0,3	- 0,3	0,0	0,2	- 0,2
Russie	0,2	0,2	0,0	0,1	0,2	- 0,1	0,3	0,2	0,1
Thaïlande	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,2	- 0,2	0,1	0,2	- 0,1
Tunisie	0,2	1,3	- 1,1	0,1	1,2	- 1,1	0,2	1,3	- 1,1
Turquie	0,1	0,4	- 0,3	0,1	0,5	- 0,4	0,1	0,6	- 0,5
Vietnam	0,0	0,3	- 0,3	0,0	0,3	- 0,3	0,0	0,3	- 0,3
<b>Total</b>	<b>38,5</b>	<b>27,9</b>	<b>10,6</b>	<b>35,5</b>	<b>27,5</b>	<b>8,0</b>	<b>35,1</b>	<b>29,1</b>	<b>6,1</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série I – Transactions courantes

### Ventilation géographique des échanges de services hors transports, voyages et négoce

STAT\_1.2

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>17,5</b>	<b>24,0</b>	<b>- 6,5</b>	<b>17,0</b>	<b>25,3</b>	<b>- 8,3</b>	<b>17,9</b>	<b>26,0</b>	<b>- 8,1</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>11,5</b>	<b>16,4</b>	<b>- 5,0</b>	<b>11,1</b>	<b>17,5</b>	<b>- 6,5</b>	<b>11,7</b>	<b>18,3</b>	<b>- 6,6</b>
dont :									
Allemagne	2,8	5,5	- 2,7	3,4	6,8	- 3,4	3,4	7,5	- 4,0
Autriche	0,1	0,3	- 0,2	0,1	0,3	- 0,2	0,1	0,3	- 0,2
Belgique	1,6	2,0	- 0,4	1,2	1,8	- 0,6	1,2	1,9	- 0,7
Espagne	1,9	1,2	0,7	1,6	1,3	0,4	1,7	1,3	0,5
Finlande	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	- 0,1
Grèce	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Irlande	0,8	1,1	- 0,3	0,8	1,3	- 0,5	1,1	1,4	- 0,3
Italie	1,3	2,2	- 0,9	1,1	2,0	- 0,9	1,1	1,4	- 0,3
Luxembourg	0,6	1,1	- 0,6	0,4	1,0	- 0,6	0,6	1,6	- 1,0
Pays-Bas	1,5	2,3	- 0,8	1,8	2,4	- 0,6	1,8	2,4	- 0,6
Portugal	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>6,0</b>	<b>7,5</b>	<b>- 1,5</b>	<b>6,0</b>	<b>7,8</b>	<b>- 1,8</b>	<b>6,2</b>	<b>7,8</b>	<b>- 1,5</b>
dont :									
Danemark	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1
Hongrie	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	- 0,1
Pologne	0,3	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
République tchèque	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1
Roumanie	0,2	0,3	- 0,1	0,1	0,3	- 0,1	0,1	0,3	- 0,2
Royaume-Uni	4,5	5,3	- 0,8	4,7	5,4	- 0,8	4,9	5,2	- 0,3
Suède	0,2	1,1	- 0,9	0,2	1,3	- 1,1	0,2	1,5	- 1,3
<b>Autres pays industrialisés (8)</b>	<b>9,8</b>	<b>9,3</b>	<b>0,6</b>	<b>9,8</b>	<b>10,0</b>	<b>- 0,2</b>	<b>9,9</b>	<b>9,7</b>	<b>0,2</b>
dont :									
Australie	0,2	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,3	0,2	0,2
Canada	0,6	0,8	- 0,2	0,4	0,7	- 0,2	0,5	0,7	- 0,2
États-Unis	6,6	5,3	1,3	6,5	5,8	0,7	6,3	5,7	0,6
Japon	0,5	0,5	0,0	0,5	0,6	- 0,2	0,6	0,7	- 0,1
Norvège	0,2	0,1	0,1	0,5	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1
Suisse	1,8	2,4	- 0,6	1,7	2,4	- 0,7	2,0	2,3	- 0,3
<b>Reste du monde</b>	<b>10,7</b>	<b>6,5</b>	<b>4,2</b>	<b>11,1</b>	<b>7,0</b>	<b>4,1</b>	<b>12,0</b>	<b>8,0</b>	<b>4,0</b>
dont :									
Afrique du Sud	0,3	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1
Algérie	0,3	0,1	0,2	0,5	0,1	0,4	0,7	0,2	0,5
Angola	0,4	0,0	0,3	0,5	0,1	0,4	0,5	0,1	0,4
Arabie saoudite	0,6	0,1	0,5	0,5	0,2	0,3	0,4	0,1	0,3
Bahreïn	0,1	0,0	0,1	0,3	0,0	0,2	0,1	0,0	0,1
Brésil	0,5	0,2	0,3	0,6	0,2	0,5	0,9	0,2	0,6
Chine	0,5	0,4	0,1	0,4	0,4	- 0,1	0,5	0,4	0,0
Corée du Sud	0,4	0,3	0,1	0,3	0,3	0,0	0,4	0,3	0,2
Égypte	0,1	0,1	0,0	0,2	0,3	- 0,1	0,1	0,2	0,0
Émirats arabes unis	0,5	0,2	0,3	0,6	0,4	0,3	0,5	0,4	0,1
Hong Kong	0,1	0,4	- 0,3	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,3	- 0,1
Inde	0,2	0,2	0,0	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,3	- 0,2
Maroc	0,4	0,3	0,1	0,4	0,4	0,0	0,4	0,5	- 0,1
Mexique	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Nigeria	0,4	0,1	0,4	0,4	0,1	0,3	0,3	0,1	0,2
Qatar	0,2	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
Russie	0,7	0,6	0,1	0,3	0,4	- 0,1	0,5	0,4	0,1
Singapour	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	0,1	0,7	0,3	0,4
Tunisie	0,1	0,1	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1
Turquie	0,2	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,3	0,2	0,1
<b>Total</b>	<b>38,1</b>	<b>39,7</b>	<b>- 1,7</b>	<b>38,0</b>	<b>42,4</b>	<b>- 4,4</b>	<b>39,8</b>	<b>43,7</b>	<b>- 3,9</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

## Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses) STAT\_1.3

(en milliards d'euros)

	Recettes				Dépenses			
	2007	2008	2009	2010 (a)	2007	2008	2009	2010 (a)
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>27,4</b>	<b>21,0</b>	<b>21,1</b>	<b>28,8</b>	<b>20,4</b>	<b>11,9</b>	<b>11,8</b>	<b>16,8</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>19,6</b>	<b>17,4</b>	<b>16,3</b>	<b>22,2</b>	<b>17,3</b>	<b>10,1</b>	<b>9,2</b>	<b>13,1</b>
dont : Allemagne	3,9	2,8	3,3	4,4	3,4	1,6	1,4	2,1
Belgique	1,7	5,1	3,2	4,4	1,1	- 1,6	1,7	2,4
Espagne	3,0	2,8	1,7	2,3	1,9	0,9	0,6	0,9
Grèce	0,2	- 0,3	- 0,5	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	0,6	- 1,4	1,0	1,3	0,5	0,3	0,1	0,1
Italie	1,9	1,3	1,3	1,8	0,6	0,3	0,5	0,7
Luxembourg	1,4	1,1	0,7	0,9	4,1	2,8	1,6	2,3
Pays-Bas	6,4	5,3	5,2	7,0	5,8	5,3	3,2	4,6
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>7,8</b>	<b>3,6</b>	<b>4,8</b>	<b>6,6</b>	<b>3,1</b>	<b>1,8</b>	<b>2,6</b>	<b>3,7</b>
dont : Pologne	0,8	0,7	1,3	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0
République tchèque	0,6	0,6	0,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	0,4	0,4	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	5,1	1,1	2,3	3,2	2,7	1,3	2,2	3,2
Suède	0,6	0,6	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4
<b>Autres pays industrialisés (8)</b>	<b>10,8</b>	<b>8,8</b>	<b>10,3</b>	<b>14,0</b>	<b>4,4</b>	<b>5,0</b>	<b>4,0</b>	<b>5,6</b>
dont : Canada	0,5	0,4	0,5	0,7	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1
États-Unis	4,9	4,3	5,0	6,8	2,5	3,2	2,5	3,5
Japon	0,8	0,3	1,2	1,6	0,1	0,3	0,2	0,2
Norvège	1,1	1,4	1,0	1,3	0,1	0,1	0,0	0,1
Suisse	2,9	2,3	2,2	3,0	1,7	1,5	1,3	1,9
<b>Reste du monde</b>	<b>12,2</b>	<b>13,4</b>	<b>9,2</b>	<b>12,5</b>	<b>0,8</b>	<b>0,3</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 1,2</b>
dont : Brésil	1,2	1,2	1,6	2,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Chine	0,4	0,5	0,7	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	0,1	0,2	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	1,1	1,0	0,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Maroc	0,5	0,7	0,7	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Russie	0,2	0,5	- 0,1	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour	1,1	0,7	0,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Turquie	0,5	0,3	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total</b>	<b>50,4</b>	<b>43,1</b>	<b>40,6</b>	<b>55,3</b>	<b>25,6</b>	<b>17,1</b>	<b>15,1</b>	<b>21,2</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

(a) La ventilation géographique est établie en fonction du pays de première contrepartie. Elle est estimée pour l'année 2010.



# SÉRIE 2 – FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

## Flux d'investissements directs français à l'étranger

STAT\_2.1

Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Investissements immobiliers	Capital social hors investissements immobiliers	dont fusions et acquisitions (a)	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (b)
1999	- 75,4	- 99,1	- 0,3	- 82,1	- 58,2	- 11,6	- 5,1
2000	- 145,7	- 181,7	- 0,7	- 150,4	- 116,0	- 7,8	- 22,8
2001	- 40,6	- 65,9	- 1,6	- 59,3	- 41,2	- 0,4	- 4,6
2002	- 1,5	- 32,3	- 1,3	- 40,1	- 14,8	9,5	- 0,4
2003	- 9,4	- 17,1	- 1,0	- 10,8	- 5,3	- 1,7	- 3,6
2004	- 19,5	- 24,3	- 1,3	- 24,4	- 6,4	- 10,5	11,9
2005	- 24,2	- 60,0	- 2,2	- 25,4	- 24,9	- 21,7	- 10,7
2006	- 31,0	- 51,3	- 2,9	- 55,4	- 45,4	- 25,1	32,1
2007	- 49,8	- 82,2	- 3,3	- 53,3	- 51,7	- 25,4	- 0,2
2008	- 62,0	- 78,3	- 1,3	- 57,6	- 35,8	- 7,7	- 11,6
2009	- 49,6	- 61,2	- 2,1	- 37,1	- 22,8	- 8,6	- 13,5
2010	- 37,9	- 50,7	- 2,8	- 17,5	- 6,7	- 24,1	- 6,3

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total de ses composantes.

(a) Fusions et acquisitions ayant donné lieu à une opération en capital social de plus de 150 millions d'euros enregistrée en balance des paiements.

(b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu

## Flux d'investissements directs étrangers en France

STAT\_2.2

Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Investissements immobiliers	Capital social hors investissements immobiliers	dont fusions et acquisitions (a)	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (b)
1999	- 75,4	23,7	1,9	16,3	12,6	1,8	3,7
2000	- 145,7	36,0	3,6	26,3	18,8	2,6	3,5
2001	- 40,6	25,4	5,0	18,1	13,3	- 2,8	5,1
2002	- 1,5	30,8	6,9	29,1	19,1	- 4,8	- 0,4
2003	- 9,4	7,7	9,1	6,0	5,1	- 2,0	- 5,5
2004	- 19,5	4,7	5,9	- 1,7	- 5,7	4,8	- 4,3
2005	- 24,2	35,8	6,6	11,8	5,7	14,2	3,2
2006	- 31,0	20,3	8,9	12,9	3,1	9,5	- 10,9
2007	- 49,8	32,4	11,0	11,0	5,0	10,7	- 0,3
2008	- 62,0	16,3	4,3	10,7	8,1	1,8	- 0,6
2009	- 49,6	11,6	4,3	10,9	6,5	1,3	- 4,8
2010	- 37,9	12,8	6,4	4,6	- 0,8	12,8	- 11,0

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total de ses composantes.

(a) Fusions et acquisitions ayant donné lieu à une opération en capital social de plus de 150 millions d'euros enregistrée en balance des paiements.

(b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 2 – Flux d'investissements directs

### Répartition géographique des flux d'investissements directs français à l'étranger (a)

STAT\_2.3

(première contrepartie)

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2010 (en %)
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>- 69,6</b>	<b>- 40,7</b>	<b>- 45,6</b>	<b>- 31,6</b>	<b>62,3</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>- 64,4</b>	<b>- 53,8</b>	<b>- 34,4</b>	<b>- 30,9</b>	<b>61,0</b>
dont : Allemagne	- 6,8	0,7	- 1,7	- 3,0	5,9
Belgique	1,2	- 46,6	- 20,2	- 9,5	18,7
Espagne	- 6,0	1,1	- 0,2	- 0,9	1,9
Irlande	- 0,5	0,0	1,6	- 2,1	4,1
Italie	- 17,6	- 3,6	- 0,2	- 2,1	4,1
Luxembourg	- 3,4	0,5	- 9,9	- 3,4	6,6
Pays-Bas	- 30,1	- 4,1	- 1,1	- 9,2	18,1
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>- 5,2</b>	<b>13,2</b>	<b>- 11,3</b>	<b>- 0,7</b>	<b>1,4</b>
dont : Pologne	- 1,0	- 0,3	- 1,3	- 2,0	4,0
République tchèque	- 0,7	- 0,7	- 1,0	- 0,4	0,8
Roumanie	- 0,7	- 1,0	- 0,2	- 0,4	0,8
Royaume-Uni	- 1,7	19,0	- 8,2	- 0,2	0,3
Suède	- 0,1	- 2,9	- 1,1	2,7	- 5,3
<b>Autres pays industrialisés</b>	<b>- 4,3</b>	<b>- 12,5</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 11,5</b>	<b>22,7</b>
dont : Canada	7,3	1,7	0,0	1,4	- 2,8
États-Unis	- 12,5	- 13,3	- 2,2	- 5,2	10,3
Japon	- 0,4	- 0,2	- 1,0	- 0,5	1,1
Suisse	0,8	0,7	0,9	- 7,2	14,2
<b>Reste du monde</b>	<b>- 8,3</b>	<b>- 25,1</b>	<b>- 13,0</b>	<b>- 7,6</b>	<b>15,0</b>
dont : Angola	- 0,2	- 0,6	0,4	- 1,0	1,9
Bermudes	0,8	- 0,6	0,6	- 0,9	1,8
Bésil	- 1,1	- 2,4	- 4,6	- 3,2	6,3
Chine	- 0,9	- 1,5	- 1,3	- 1,4	2,8
Égypte	- 0,4	- 8,8	5,5	- 0,3	0,7
Émirats arabes unis	- 0,1	- 0,4	0,1	0,4	- 0,7
Hong Kong	- 1,2	- 0,4	0,2	- 0,2	0,4
Îles vierges britanniques	- 0,1	- 0,1	- 4,1	- 0,2	0,4
Inde	- 0,4	- 0,5	- 0,5	- 0,3	0,7
Kazakhstan	- 0,1	- 0,1	- 4,2	3,3	- 6,5
Maroc	- 0,3	- 1,1	- 1,0	- 1,2	2,3
Qatar	0,0	0,0	- 0,7	0,5	- 1,0
Russie	- 0,8	- 4,4	- 0,2	- 1,2	2,4
Singapour	0,4	- 0,7	0,2	- 1,4	2,7
Turquie	- 0,7	- 0,2	- 0,4	- 0,4	0,8
<b>Total</b>	<b>- 82,2</b>	<b>- 78,3</b>	<b>- 61,2</b>	<b>- 50,7</b>	<b>100,0</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

(a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu



## Répartition géographique des flux d'investissements directs étrangers en France (a)

STAT\_2.4

(première contrepartie)

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2010 (en %)
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>31,6</b>	<b>8,3</b>	<b>2,2</b>	<b>10,0</b>	<b>78,1</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>25,3</b>	<b>10,5</b>	<b>3,5</b>	<b>11,5</b>	<b>89,8</b>
dont : Allemagne	10,4	6,2	- 0,7	- 0,4	- 3,4
Belgique	5,3	6,9	9,8	- 0,7	- 5,7
Espagne	3,5	- 4,8	- 1,9	- 0,4	- 3,0
Irlande	1,0	2,2	- 4,2	- 3,0	- 23,6
Italie	- 0,4	- 0,9	1,7	0,9	7,2
Luxembourg	5,7	- 1,2	- 3,0	13,2	103,0
Pays-Bas	- 0,2	0,3	2,5	1,5	11,6
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>6,3</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 1,3</b>	<b>- 1,5</b>	<b>- 11,7</b>
dont : Danemark	0,4	0,6	0,9	0,5	4,1
Pologne	- 0,3	0,9	0,2	- 0,4	- 3,3
République tchèque	- 0,1	- 0,1	0,4	0,3	2,4
Roumanie	- 0,1	0,1	0,1	- 0,1	- 0,9
Royaume-Uni	6,3	- 3,6	- 3,2	- 0,3	- 2,2
Suède	0,1	0,0	0,1	- 1,5	- 11,6
<b>Autres pays industrialisés</b>	<b>0,2</b>	<b>8,8</b>	<b>6,4</b>	<b>2,8</b>	<b>21,6</b>
dont : Canada	- 2,9	1,2	1,0	0,3	2,2
États-Unis	1,1	2,9	3,2	5,1	40,0
Japon	0,1	1,1	0,5	- 0,3	- 2,6
Suisse	1,4	4,5	1,0	- 1,9	- 14,8
<b>Reste du monde</b>	<b>0,7</b>	<b>- 0,8</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>
dont : Bermudes	0,0	0,1	0,1	0,6	4,5
Brésil	- 0,1	0,1	- 0,1	0,0	0,0
Chine	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0
Émirats arabes unis	0,1	- 1,5	3,1	- 1,1	- 8,3
Hong Kong	- 0,1	- 0,1	0,1	0,0	0,2
Inde	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Jersey	0,0	- 0,1	0,2	0,3	2,0
Russie	0,0	0,0	0,0	0,2	1,7
Singapour	- 0,1	0,0	- 0,2	0,0	- 0,4
Turquie	0,0	- 0,1	- 0,1	0,0	0,1
<b>Total</b>	<b>32,4</b>	<b>16,3</b>	<b>11,6</b>	<b>12,8</b>	<b>100,0</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

(a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 2 – Flux d'investissements directs

Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger (a)					STAT_2.5
(en milliards d'euros)					
	2007	2008	2009	2010	2010 (en %)
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Industries extractives</b>	<b>2,6</b>	<b>1,5</b>	<b>- 8,0</b>	<b>5,3</b>	<b>- 10,4</b>
dont : Extraction de pétrole et de gaz	2,7	1,5	- 8,0	5,3	- 10,5
<b>Industries manufacturières</b>	<b>- 14,6</b>	<b>- 34,4</b>	<b>1,9</b>	<b>- 9,2</b>	<b>18,1</b>
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 7,5	- 9,4	3,4	0,2	- 0,4
Industrie du textile et habillement	- 0,6	- 2,1	0,0	2,3	- 4,5
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,5	- 0,4	0,1	- 0,5	1,0
Cokéfaction et raffinage	0,0	- 0,3	- 0,2	- 0,2	0,4
Industrie chimique	- 1,4	- 2,5	- 0,6	- 0,4	0,7
Industrie pharmaceutique	1,3	- 0,8	- 3,9	- 7,0	13,7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	- 1,0	0,1	0,6	0,0	0,0
Industries métallurgiques	- 0,7	- 0,3	0,4	- 0,4	0,8
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1,1	0,5	- 0,3	0,8	- 1,6
Fabrication de machines et équipements	2,7	0,0	- 1,1	- 1,4	2,8
Industrie automobile	0,2	- 2,0	- 0,8	- 1,1	2,2
Fabrication d'autres matériels de transport	- 0,2	- 1,1	0,5	- 0,1	0,3
<b>Électricité, gaz, vapeur et air conditionné</b>	<b>4,2</b>	<b>- 10,8</b>	<b>- 17,2</b>	<b>- 4,9</b>	<b>9,6</b>
<b>Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution</b>	<b>- 1,9</b>	<b>- 0,7</b>	<b>1,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,2</b>
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	- 1,8	- 0,5	1,2	0,2	- 0,3
<b>Construction</b>	<b>- 1,0</b>	<b>0,3</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 1,4</b>	<b>2,7</b>
<b>Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles</b>	<b>- 8,2</b>	<b>- 3,9</b>	<b>- 4,5</b>	<b>- 5,3</b>	<b>10,5</b>
dont : Commerce de gros	- 1,5	- 1,7	- 0,5	- 2,8	5,5
Commerce de détail	- 6,2	- 1,7	- 4,3	- 2,0	4,0
<b>Transports et entreposage</b>	<b>- 1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 2,1</b>	<b>4,1</b>
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 0,4	0,2	0,2	- 1,4	2,7
Transports par eau	0,0	0,0	0,0	- 0,2	0,3
Transports aériens	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,4	0,8
Entreposage et services auxiliaires des transports	- 0,9	0,0	- 0,1	- 0,2	0,3
<b>Hébergement et restauration</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 1,2</b>	<b>0,8</b>	<b>- 1,7</b>
<b>Information et communication</b>	<b>- 9,3</b>	<b>- 3,0</b>	<b>- 5,3</b>	<b>8,0</b>	<b>- 15,7</b>
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 1,0	- 1,1	- 2,8	4,1	- 8,2
Télécommunications	- 4,8	- 1,3	- 2,7	4,9	- 9,6
<b>Activités financières et d'assurance</b>	<b>- 24,7</b>	<b>- 20,4</b>	<b>- 21,1</b>	<b>- 15,2</b>	<b>30,0</b>
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	- 24,9	- 15,8	- 20,2	- 16,2	32,0
dont activités des sociétés holdings	- 4,1	- 3,8	- 1,9	- 2,7	5,3
Assurance	- 0,7	- 5,1	- 1,5	1,3	- 2,5
<b>Activités immobilières (b)</b>	<b>- 14,3</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 3,6</b>	<b>0,2</b>	<b>- 0,4</b>
<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>- 11,5</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 1,9</b>	<b>3,7</b>
dont : Activités juridiques et comptables	- 0,3	- 0,1	- 0,2	0,0	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	- 0,4	- 1,2	- 0,5	- 1,8	3,6
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	- 9,1	- 1,0	- 0,8	- 0,2	0,4
Recherche-développement scientifique	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1
Publicité et études de marché	- 1,8	- 0,1	0,1	- 0,1	0,2
<b>Activités de services administratifs et de soutien</b>	<b>- 2,2</b>	<b>0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,6</b>	<b>1,2</b>
<b>Enseignement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Santé humaine et action sociale</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Arts, spectacles et activités récréatives</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Autres activités de services</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,2</b>
<b>Montants non ventilés</b>	<b>2,3</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 24,2</b>	<b>47,7</b>
dont : Bénéfices réinvestis	-	-	-	- 24,1	47,5
<b>Total</b>	<b>- 82,2</b>	<b>- 78,3</b>	<b>- 61,2</b>	<b>- 50,7</b>	<b>100,0</b>

Note : Les sociétés holdings appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe. Les bénéfices réinvestis sont ventilés par activité économique, exception faite de la dernière année publiée, pour laquelle on ne dispose que de données estimées.

(a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».

(b) Le montant des prêts entre sociétés soeurs est calculé après reclassement selon la règle du principe directionnel étendu.

(c) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu à l'étranger.

## Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France (a)

STAT\_2.6

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2010 (en %)
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
<b>Industries extractives</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 3,9</b>
dont : Extraction de pétrole et de gaz	- 0,1	- 0,1	0,1	- 0,7	- 5,6
<b>Industries manufacturières</b>	<b>4,8</b>	<b>11,9</b>	<b>1,0</b>	<b>3,9</b>	<b>30,6</b>
dont : Industries agricoles et alimentaires	0,8	2,4	- 1,7	- 0,7	- 5,4
Industrie du textile et habillement	0,0	- 0,2	- 0,1	- 0,5	- 4,1
Industrie du bois, édition et imprimerie	- 0,8	0,0	- 0,5	0,9	7,0
Cokéfaction et raffinage	- 0,1	0,3	0,9	0,4	3,1
Industrie chimique	2,7	0,6	2,6	- 1,1	- 8,3
Industrie pharmaceutique	1,1	0,2	2,2	0,7	5,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,8	0,1	- 0,2	0,0	0,3
Industries métallurgiques	1,6	- 0,6	- 1,8	1,3	10,5
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1,8	0,7	0,0	0,6	5,0
Fabrication de machines et équipements	- 0,1	- 0,1	- 0,4	0,7	5,5
Industrie automobile	0,5	0,4	0,2	0,9	6,8
Fabrication d'autres matériels de transport	- 1,6	1,3	- 0,1	- 0,3	- 2,2
<b>Électricité, gaz, vapeur et air conditionné</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,9</b>
<b>Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,0	0,1	0,0	- 0,1
<b>Construction</b>	<b>0,2</b>	<b>- 2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,8</b>
<b>Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles</b>	<b>4,8</b>	<b>- 8,2</b>	<b>- 7,3</b>	<b>- 9,2</b>	<b>- 71,6</b>
dont : Commerce de gros	4,4	- 4,2	- 5,8	- 6,1	- 47,5
Commerce de détail	1,3	- 3,4	0,0	- 0,6	- 4,8
<b>Transports et entreposage</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 2,2</b>	<b>- 1,5</b>	<b>- 12,0</b>
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,3	- 0,1	- 0,4	0,0	0,2
Transports par eau	0,3	0,4	- 1,1	0,4	2,8
Transports aériens	0,1	0,1	0,0	- 0,3	- 2,2
Entreposage et services auxiliaires des transports	- 0,8	- 1,3	- 0,7	- 1,6	- 12,8
<b>Hébergement et restauration</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 1,8</b>
<b>Information et communication</b>	<b>- 1,1</b>	<b>4,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>
dont : Cinéma, vidéo et télévision	1,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 1,7
Télécommunications	- 2,0	- 1,3	0,3	- 0,1	- 0,7
<b>Activités financières et d'assurance</b>	<b>9,0</b>	<b>2,5</b>	<b>13,7</b>	<b>0,4</b>	<b>3,4</b>
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	0,7	- 0,7	11,3	2,5	19,8
dont activités des sociétés holdings	1,1	3,6	3,2	0,6	4,8
Assurance	6,6	2,5	0,1	- 0,3	- 2,3
<b>Activités immobilières (b)</b>	<b>12,8</b>	<b>4,2</b>	<b>3,4</b>	<b>7,3</b>	<b>57,3</b>
<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>- 0,1</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>	<b>3,1</b>	<b>24,4</b>
dont : Activités juridiques et comptables	0,1	0,0	0,0	0,0	- 0,3
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	- 0,6	0,8	0,6	3,1	24,5
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	0,3	0,3	0,3	0,1	0,9
Recherche-développement scientifique	0,0	0,5	0,0	0,4	3,0
Publicité et études de marché	0,1	0,1	- 0,6	- 0,5	- 3,8
<b>Activités de services administratifs et de soutien</b>	<b>3,3</b>	<b>0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>- 3,2</b>	<b>- 25,0</b>
<b>Enseignement</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 1,6</b>
<b>Santé humaine et action sociale</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
<b>Arts, spectacles et activités récréatives</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>
<b>Autres activités de services</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>
<b>Montants non ventilés</b>	<b>- 3,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>12,7</b>	<b>99,6</b>
dont : Bénéfices réinvestis	-	-	-	12,8	100,1
<b>Total</b>	<b>32,4</b>	<b>16,3</b>	<b>11,6</b>	<b>12,8</b>	<b>100,0</b>

Note : Les sociétés holdings appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe. Les bénéfices réinvestis sont ventilés par activité économique, exception faite de la dernière année publiée, pour laquelle on ne dispose que de données estimées.

(a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Le montant des prêts entre sociétés soeurs est calculé après reclassement selon la règle du principe directionnel étendu.

(b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu situés sur le territoire français par des non-résidents.

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 2 – Flux d'investissements directs

### Investissements directs français à l'étranger

STAT\_2.7

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2010, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente (a)

I. Constitutions			
Entreprise investisseuse	Entreprise investie	Pays	Remarques
Cap Sogeti 2005	CPM Braxis	Brésil	Acquisition du <i>leader</i> brésilien des services informatiques par une filiale résidente du groupe Capgemini
Crédit Mutuel		Espagne	Création d'une co-entreprise avec Banco Popular
EDF	Unistar	États-Unis	Acquisition de la participation de 50 % détenue par Constellation Energy dans la co-entreprise fondée avec EDF, Unistar
EDF	SPE Luminus	Belgique	Augmentation de la participation d'EDF au capital de la société belge
EDF	Taishan Nuclear Power Joint Venture Company Limited (TNPJVC)	Chine	Création d'une joint venture avec China Guangdong Nuclear Power Company (CGNPC) pour construire et exploiter deux réacteurs nucléaires EPR à Taishan (province de Guangdong)
Eurovia (groupe Vinci)		République tchèque	Acquisition auprès de Tarmac, filiale du groupe minier Anglo American, d'une centaine de carrières en Europe
Faurecia (groupe PSA)	Emcon Technologies	États-Unis	Acquisition du groupe américain spécialisé dans les technologies de contrôle des émissions de gaz d'échappement
GDF Suez	International Power Plc	Royaume-Uni, Belgique	Mise en place de financements dans le cadre de l'acquisition de la société International Power Plc, via la filiale belge Electrabel
Rhodia	Feixiang Chemicals	Singapour	Acquisition (via une entreprise singapourienne) du premier producteur chinois d'amines et de tensioactifs
Schneider Electric	Electroshield Samara	Russie	Acquisition de 50 % du capital du <i>leader</i> russe des produits et solutions de moyenne tension
Schneider Electric	Uniflair SpA	Italie	Acquisition du troisième fabricant mondial de systèmes de refroidissement de précision et de faux plafonds modulaires destinés aux centres de données et aux applications de télécommunications
Sephora (groupe LVMH)	Sack's	Brésil	Acquisition de 70 % du capital du site de e-commerce brésilien
SNCF	Eurostar International Ltd	Royaume-Uni	Acquisition de 55 % du capital
Soprema	Fibrasa Holding AG	Suisse	Acquisition de la <i>holding</i> suisse du groupe Efisol
Total	UTS Energy	Canada	Augmentation de capital effectuée par Total dans une filiale canadienne chargée de reprendre le spécialiste canadien de l'exploration pétrolière
Transport Logistique Partenaire	Ermewa	Suisse	Acquisition par la filiale de la SNCF du spécialiste suisse de la location de wagons de marchandises, de l'organisation de transports et de la location de conteneurs dans plusieurs pays de l'Union européenne
Vivendi	GVT	Brésil	Conclusion de l'OPA de Vivendi sur l'opérateur de télécommunications brésilien lancée en 2009
Yoplait	Liberté Brand Products	Canada	Acquisition du producteur canadien des yaourts Liberté
Zodiac Aerospace	Sell	Allemagne	Acquisition du producteur allemand de cuisines et d'équipements de cabines d'avion
2. Liquidations			
Entreprise désinvestisseuse	Entreprise désinvestie	Pays	Remarques
AXA		Royaume-Uni	Cession à Resolution Ltd des activités vie et retraite traditionnelle, prévoyance et retraite collective distribuées par des conseillers financiers indépendants
Carrefour	PT Carrefour Indonesia	Indonésie	Cession de 40 % du capital à la <i>holding</i> Trans Corp dans le cadre de la mise en place d'un partenariat
Dalkia	Dalkia Polska	Pologne	Cession par Dalkia de 40 % du capital de sa filiale polonaise au fonds d'investissements australien IFM
Danone	Wimm-Bill-Dann Foods	Russie	Cession de la participation de 18,4 % détenue par Danone
EDF		Royaume-Uni	Cession des réseaux de distribution britanniques au groupe Cheung Kong de Hong Kong
Lafarge	Cimpor	Portugal	Cession de la participation de 17 % dans Cimpor au conglomerat brésilien Votorantim
Malakoff Médéric	Adeslas	Espagne	Cession de la participation de 45 %
Renault	Volvo AB	Suède	Cession de 14,9 % du capital du constructeur de camions suédois
Vivendi	NBC Universal	États-Unis	Cession à General Electric de l'essentiel de la participation au capital de NBC Universal détenue par Vivendi

(a) Bien que les opérations mentionnées aient été annoncées dans la presse, leurs montants ne sont pas cités en raison du secret statistique.

## Investissements directs étrangers en France

STAT\_2.8

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2010, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente (a)

I. Constitutions			
Entreprise investie	Entreprise investisseuse	Pays	Remarques
39-41 avenue de Wagram	Deka-Immobilier Europa	Allemagne	Cession par Altarea Cogedim d'un ensemble comprenant l'hôtel Marriott Renaissance Paris Arc de Triomphe, la salle Wagram et 3 magasins
Air France - KLM	Capital Research and Management Company	États-Unis	Franchissement à la hausse du seuil des 10 % du capital de la société française par le fonds d'investissement américain
Faurecia	One Equity Partners	États-Unis	Émission de titres par Faurecia au profit du fonds d'investissement (appartenant à JPMorgan Chase & Co) en rémunération de l'apport par ce dernier de la société Emcon Technologies
Foncière des Régions Ginger	Delfin Grontmij	Luxembourg Pays-Bas	Acquisition d'une participation supplémentaire de 4 % auprès de Batipart Financement apporté par la maison mère hollandaise à sa filiale française afin de financer l'offre publique d'achat sur Ginger
Hôtel Lutetia Leboncoin.fr	Alrov Schibsted	Israël Norvège	Acquisition par le groupe immobilier israélien Alrov du palace parisien Cession par Spir Communication du site de petites annonces gratuites au groupe norvégien Schibsted
Macquarie Autoroutes de France	MAF2	Luxembourg	Augmentation de capital par une <i>holding</i> luxembourgeoise afin de financer l'acquisition d'une partie des titres Autoroutes Paris-Rhin-Rhône cédés par Elliott Management Corporation
O'Parinor	NPS	Luxembourg	Augmentation de capital par une <i>holding</i> luxembourgeoise (appartenant au fonds de pension coréen NPS) afin de financer l'acquisition de 51 % du capital du centre commercial O'Parinor
Otor Finance	DS Smith	Royaume-Uni	Augmentation de capital de DS Smith Hêtre Blanc, souscrite par la maison mère britannique afin de financer l'acquisition d'Otor Finance auprès de deux <i>holdings</i> luxembourgeoises du groupe Carlyle
Picard	Lion Capital	Luxembourg	Financement apporté par des <i>holdings</i> luxembourgeoises au véhicule d'acquisition créé en France par Lion Capital pour reprendre Picard
PriceMinister	Rakuten Europe	Luxembourg	Acquisition par une <i>holding</i> luxembourgeoise affiliée au groupe japonais Rakuten
Sebia	Diacine	Luxembourg	Augmentation de capital de Diacine France par une <i>holding</i> luxembourgeoise afin de financer l'acquisition de Sebia
SeLogger.com	Axel Springer	Allemagne	Acquisition de 12,4 % du capital
Stallergènes	Ares Life Sciences	Luxembourg	Acquisition par une <i>holding</i> luxembourgeoise des titres Stallergènes détenus par le groupe Wendel via une <i>holding</i> néerlandaise
2. Liquidations			
Entreprise désinvestie	Entreprise désinvestisseuse	Pays	Remarques
Autoroutes Paris-Rhin-Rhône	Elliott Management Corporation	États-Unis	Franchissement à la baisse du seuil des 10 % du capital
Cegelec	Qatari Diar Real Estate Investment Company	Luxembourg	Acquisition par Vinci du capital de Cegelec auprès d'une <i>holding</i> luxembourgeoise en contrepartie d'une participation à son capital
Compagnie La Lucette	MSREF Turque Sarl	Luxembourg	Acquisition par la société Icade des titres détenues par un fonds (localisé au Luxembourg) de Morgan Stanley Real Estate Fund
Dexia Epargne Pension	Dexia Insurance Belgium	Belgique	Acquisition par BNP Paribas Assurance
Faurecia	One Equity Partners	États-Unis	Cession des titres reçus en rémunération de l'apport de la société Emcon Technologies à Faurecia
Financière Européenne Alcan Emballages	Rio Tinto	Australie	Cession par Rio Tinto - Alcan de sa branche emballage
Ipsen	Mayroy	Luxembourg	Réduction à 68,3 % du capital de la participation du premier actionnaire d'Ipsen
Legrand	Financière Light III Sarl	Luxembourg	Réduction de la participation de KKR au capital de Legrand, détenue via une <i>holding</i> luxembourgeoise
Legrand	Legron B.V.	Pays-Bas	Réduction de la participation de Wendel au capital de Legrand, détenue via une <i>holding</i> hollandaise
Otor Finance	Packaging Investment I et II	Luxembourg	Cession par deux <i>holdings</i> luxembourgeoises du groupe Carlyle de la société Otor Finance à DS Smith Hêtre Blanc
Pernod Ricard	Capital Research and Management Company	États-Unis	Franchissement à la baisse du seuil des 10 % du capital
Picard	BC Partners	Luxembourg	Cession (via une <i>holding</i> luxembourgeoise) de Picard par BC Partners à Lion Capital
Publicis Groupe	Dentsu Inc	Japon	Rachat par Publicis Groupe d'une partie de ses actions à Dentsu Inc
Simon Invanhoe France	Simon Invanhoe Luxembourg	Luxembourg	Acquisition par Unibail-Rodamco du portefeuille d'activités du groupe Simon Invanhoe en France
Stallergènes	Wendel	Pays-Bas	Cession des titres détenus par Wendel (via une <i>holding</i> néerlandaise) à Ares Life Sciences

(a) Bien que les opérations mentionnées aient été annoncées dans la presse, leurs montants ne sont pas cités en raison du secret statistique.



# SÉRIE 3 – FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur

STAT\_3.1

(en milliards d'euros)

	2009				2010			
	Actions et titres d'OPCVM	Obligations et assimilés	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPCVM	Obligations et assimilés	Titres de créance à court terme	Total
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>- 26,6</b>	<b>- 26,5</b>	<b>- 76,9</b>	<b>- 130,0</b>	<b>- 20,7</b>	<b>- 15,0</b>	<b>24,5</b>	<b>- 11,1</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>- 23,3</b>	<b>- 29,5</b>	<b>- 56,0</b>	<b>- 108,7</b>	<b>- 15,7</b>	<b>- 3,7</b>	<b>18,1</b>	<b>- 1,3</b>
dont : Allemagne	- 4,3	38,5	- 8,0	26,2	- 6,8	- 1,7	6,5	- 2,1
Autriche	0,4	- 5,7	0,6	- 4,8	0,3	- 5,2	0,5	- 4,5
Belgique	0,8	- 6,3	- 3,8	- 9,3	- 2,1	- 10,2	2,4	- 9,9
Espagne	- 2,2	- 8,0	- 17,4	- 27,6	0,8	- 2,6	1,4	- 0,4
Finlande	- 0,8	- 3,0	- 2,7	- 6,5	0,0	1,0	2,2	3,3
Grèce	- 0,4	- 13,7	- 0,7	- 14,8	0,1	21,2	1,2	22,6
Irlande	- 3,7	- 3,9	- 1,0	- 8,6	- 1,1	5,9	5,2	10,1
Italie	- 1,5	- 14,1	- 10,2	- 25,8	0,3	- 3,9	- 4,9	- 8,6
Luxembourg	- 5,7	2,8	1,8	- 1,1	- 2,7	- 2,1	- 1,5	- 6,3
Pays-Bas	- 6,0	- 5,7	- 10,2	- 21,9	- 4,0	- 7,4	- 0,3	- 11,7
Portugal	0,0	- 9,8	- 4,2	- 14,0	- 0,3	2,2	5,9	7,8
<b>Autres pays de l'Union européenne (à 27)</b>	<b>- 3,3</b>	<b>3,0</b>	<b>- 20,9</b>	<b>- 21,2</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 11,3</b>	<b>6,4</b>	<b>- 9,8</b>
dont : Royaume-Uni	- 1,9	22,5	- 19,9	0,6	- 4,7	- 8,1	9,7	- 3,1
Suède	- 0,6	- 6,5	- 0,6	- 7,7	0,2	- 1,8	- 1,9	- 3,5
<b>Autres pays industrialisés (8)</b>	<b>- 2,8</b>	<b>4,2</b>	<b>13,2</b>	<b>14,6</b>	<b>2,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>13,8</b>	<b>15,1</b>
dont : États-Unis	4,1	- 9,8	1,2	- 4,4	- 0,3	3,8	1,1	4,6
Japon	- 5,6	20,2	13,0	27,6	4,7	1,0	11,7	17,3
Suisse	- 1,0	0,0	- 0,9	- 1,9	- 0,2	0,0	0,3	0,2
<b>Reste du monde</b>	<b>2,2</b>	<b>10,7</b>	<b>25,1</b>	<b>38,0</b>	<b>1,6</b>	<b>15,5</b>	<b>2,1</b>	<b>19,2</b>
dont : Antilles néerlandaises	0,0	9,2	0,0	9,2	- 0,3	2,6	- 0,4	1,9
Bermudes	3,1	- 0,8	0,0	2,3	1,4	0,1	0,0	1,5
Brésil	- 1,7	- 0,3	0,0	- 2,0	- 0,8	- 0,9	0,0	- 1,6
Chine	- 1,8	0,2	0,0	- 1,5	- 1,7	0,1	0,0	- 1,6
Corée du Sud	0,9	2,2	- 0,2	3,0	- 0,1	- 0,2	0,1	- 0,3
Îles Caïmans	5,6	- 0,6	- 0,4	4,7	4,6	12,2	1,4	18,3
Inde	- 2,5	- 0,1	0,0	- 2,6	- 0,2	0,0	0,0	- 0,2
Jersey	- 0,3	0,0	1,2	0,9	1,4	2,1	- 0,8	2,8
Russie	- 0,3	0,0	0,0	- 0,3	- 1,4	0,0	0,0	- 1,4
Turquie	- 0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,4	- 0,4	0,0	- 0,8
<b>Total</b>	<b>- 27,2</b>	<b>- 11,6</b>	<b>- 38,6</b>	<b>- 77,4</b>	<b>- 17,0</b>	<b>- 0,2</b>	<b>40,4</b>	<b>23,2</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 3 – Flux d'investissements de portefeuille

### Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises) (a)

STAT\_3.2

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
<b>Émetteurs de la zone euro</b>	<b>- 53,3</b>	<b>- 6,5</b>	<b>- 59,8</b>	<b>- 108,9</b>	<b>0,2</b>	<b>- 108,7</b>	<b>2,8</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 1,3</b>
<b>Actions et titres d'OPCVM</b>	<b>- 27,0</b>	<b>- 3,4</b>	<b>- 30,4</b>	<b>- 20,8</b>	<b>- 2,4</b>	<b>- 23,3</b>	<b>- 7,7</b>	<b>- 8,0</b>	<b>- 15,7</b>
Actions	- 27,6	- 5,5	- 33,0	- 11,9	- 3,2	- 15,1	- 6,7	- 6,8	- 13,4
Titres d'OPCVM	0,6	2,1	2,6	- 8,9	0,7	- 8,2	- 1,0	- 1,3	- 2,3
<b>Obligations et assimilés</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 3,5</b>	<b>- 5,2</b>	<b>- 33,1</b>	<b>3,7</b>	<b>- 29,5</b>	<b>- 6,4</b>	<b>2,7</b>	<b>- 3,7</b>
Bons du Trésor à plus d'un an	8,0	0,0	8,0	- 22,1	0,0	- 22,1	- 10,2	0,0	- 10,2
Autres obligations	- 9,8	- 3,5	- 13,3	- 11,0	3,7	- 7,3	3,8	2,7	6,5
<b>Titres de créance à court terme</b>	<b>- 24,5</b>	<b>0,3</b>	<b>- 24,2</b>	<b>- 54,9</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 56,0</b>	<b>16,8</b>	<b>1,3</b>	<b>18,1</b>
Bons du Trésor à moins d'un an	- 6,7	0,0	- 6,7	- 11,8	0,0	- 11,7	- 3,9	0,0	- 3,9
Autres titres de créance à court terme	- 17,8	0,3	- 17,5	- 43,2	- 1,1	- 44,2	20,7	1,3	22,0
<b>Émetteurs hors zone euro</b>	<b>- 16,5</b>	<b>- 22,0</b>	<b>- 38,5</b>	<b>- 1,4</b>	<b>32,8</b>	<b>31,3</b>	<b>4,1</b>	<b>20,4</b>	<b>24,5</b>
<b>Actions et titres d'OPCVM</b>	<b>- 9,2</b>	<b>0,1</b>	<b>- 9,0</b>	<b>0,4</b>	<b>- 4,3</b>	<b>- 3,9</b>	<b>6,2</b>	<b>- 7,4</b>	<b>- 1,3</b>
Actions	- 0,7	- 5,6	- 6,2	- 1,9	- 14,7	- 16,6	1,3	- 9,3	- 8,0
Titres d'OPCVM	- 8,5	5,7	- 2,8	2,3	10,3	12,6	4,9	1,8	6,8
<b>Obligations et assimilés</b>	<b>19,4</b>	<b>- 10,4</b>	<b>9,0</b>	<b>- 7,2</b>	<b>25,0</b>	<b>17,8</b>	<b>- 15,2</b>	<b>18,6</b>	<b>3,5</b>
Bons du Trésor à plus d'un an	0,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	2,0	1,9	0,0	- 9,2	- 9,1
Autres obligations	19,4	- 9,7	9,7	- 7,1	23,0	15,9	- 15,2	27,8	12,6
<b>Titres de créance à court terme</b>	<b>- 26,7</b>	<b>- 11,7</b>	<b>- 38,4</b>	<b>5,4</b>	<b>12,0</b>	<b>17,4</b>	<b>13,1</b>	<b>9,2</b>	<b>22,3</b>
Bons du Trésor à moins d'un an	- 1,1	- 14,9	- 16,0	1,3	11,5	12,8	0,0	13,5	13,5
Autres titres de créance à court terme	- 25,5	3,2	- 22,4	4,1	0,6	4,7	13,1	- 4,3	8,8
<b>Tous émetteurs</b>	<b>- 69,7</b>	<b>- 28,5</b>	<b>- 98,3</b>	<b>- 110,3</b>	<b>32,9</b>	<b>- 77,4</b>	<b>6,9</b>	<b>16,3</b>	<b>23,2</b>
<b>Actions et titres d'OPCVM</b>	<b>- 36,2</b>	<b>- 3,2</b>	<b>- 39,4</b>	<b>- 20,4</b>	<b>- 6,8</b>	<b>- 27,2</b>	<b>- 1,5</b>	<b>- 15,5</b>	<b>- 17,0</b>
Actions	- 28,2	- 11,0	- 39,3	- 13,8	- 17,8	- 31,6	- 5,4	- 16,0	- 21,4
Titres d'OPCVM	- 7,9	7,8	- 0,2	- 6,6	11,1	4,4	3,9	0,6	4,4
<b>Obligations et assimilés</b>	<b>17,6</b>	<b>- 13,8</b>	<b>3,8</b>	<b>- 40,3</b>	<b>28,7</b>	<b>- 11,6</b>	<b>- 21,5</b>	<b>21,3</b>	<b>- 0,2</b>
Bons du Trésor à plus d'un an	8,0	- 0,7	7,3	- 22,2	2,0	- 20,2	- 10,1	- 9,2	- 19,3
Autres obligations	9,6	- 13,2	- 3,6	- 18,1	26,7	8,6	- 11,4	30,5	19,1
<b>Titres de créance à court terme</b>	<b>- 51,2</b>	<b>- 11,4</b>	<b>- 62,6</b>	<b>- 49,6</b>	<b>11,0</b>	<b>- 38,6</b>	<b>29,9</b>	<b>10,5</b>	<b>40,4</b>
Bons du Trésor à moins d'un an	- 7,8	- 14,9	- 22,7	- 10,5	11,5	1,0	- 3,9	13,5	9,6
Autres titres de créance à court terme	- 43,4	3,5	- 39,9	- 39,1	- 0,5	- 39,6	33,8	- 3,0	30,8

(a) Sans signe : cessions nettes de titres étrangers par les résidents ; signe (-) : acquisitions nettes de titres étrangers par les résidents



Opérations des non-résidents sur titres français  
par secteur émetteur et par instrument

STAT\_3.3

(en milliards d'euros)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Administrations publiques</b>	<b>73,9</b>	<b>18,1</b>	<b>24,3</b>	<b>98,7</b>	<b>149,9</b>	<b>46,8</b>
OAT	46,6	33,2	29,6	31,0	46,1	40,5
BTAN	6,4	6,6	8,4	19,6	18,7	10,9
Autres obligations et assimilés	19,2	6,4	- 18,4	- 5,2	14,4	- 0,5
BTF	5,6	- 22,7	4,1	42,6	66,0	- 5,4
Autres titres de créance à court terme	- 3,9	- 5,4	0,6	10,7	4,7	1,4
<b>Institutions financières monétaires</b>	<b>60,7</b>	<b>73,0</b>	<b>50,1</b>	<b>14,9</b>	<b>30,5</b>	<b>33,1</b>
Actions	3,1	13,7	- 9,6	8,7	8,0	- 3,2
Titres d'OPCVM monétaires	3,5	12,8	0,6	- 0,4	- 0,4	- 9,9
Obligations et assimilés	39,1	34,8	49,0	11,6	17,7	39,0
Titres de créance à court terme	15,0	11,8	10,1	- 5,0	5,2	7,2
<b>Autres secteurs</b>	<b>46,4</b>	<b>60,7</b>	<b>11,4</b>	<b>9,7</b>	<b>148,0</b>	<b>16,9</b>
Actions	25,9	37,8	- 1,9	- 10,6	28,0	- 5,8
Titres d'OPCVM non monétaires	20,1	10,4	3,8	- 8,6	17,4	12,6
Obligations et assimilés	- 1,7	9,6	13,6	23,9	102,3	9,6
Titres de créance à court terme	2,2	2,9	- 4,2	5,0	0,4	0,4



# SÉRIE 4 – POSITION EXTÉRIURE

## Séries chronologiques de la position extérieure de 2002 à 2010

STAT\_4.1

(en milliards d'euros)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Investissements directs</b>									
<b>En valeur comptable (a)</b>	<b>191,9</b>	<b>155,9</b>	<b>149,5</b>	<b>203,8</b>	<b>214,4</b>	<b>225,1</b>	<b>290,8</b>	<b>351,2</b>	<b>422,6</b>
<b>En valeur de marché (b)</b>	<b>188,5</b>	<b>232,5</b>	<b>210,2</b>	<b>291,0</b>	<b>381,5</b>	<b>371,9</b>	<b>261,0</b>	<b>401,2</b>	<b>385,2</b>
Français à l'étranger									
En valeur comptable (a)	559,1	573,6	620,6	736,2	793,0	874,2	975,3	1 041,9	1 144,8
En valeur de marché (b)	609,1	749,6	847,1	1 044,6	1 222,4	1 219,2	911,0	1 153,4	1 139,8
Étrangers en France									
En valeur comptable (a)	- 367,3	- 417,6	- 471,1	- 532,4	- 578,7	- 649,1	- 684,5	- 690,7	- 722,2
En valeur de marché (b)	- 420,7	- 517,1	- 636,9	- 753,5	- 840,8	- 847,4	- 650,0	- 752,2	- 754,7
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>- 165,9</b>	<b>- 203,4</b>	<b>- 174,5</b>	<b>- 176,9</b>	<b>- 112,0</b>	<b>26,2</b>	<b>- 15,1</b>	<b>- 259,0</b>	<b>- 350,4</b>
Titres étrangers	888,6	1 084,4	1 285,3	1 587,9	1 851,0	2 014,1	1 857,4	2 056,3	2 099,7
Actions et titres d'OPCVM	190,8	269,4	325,0	444,9	544,3	561,7	341,1	449,2	510,5
Obligations et assimilés	629,8	720,3	854,4	1 017,0	1 170,7	1 325,8	1 307,5	1 360,8	1 371,6
Titres de créance à court terme	68,0	94,7	105,9	126,0	136,1	126,7	208,7	246,3	217,6
Titres français	- 1 054,5	- 1 287,8	- 1 459,8	- 1 764,8	- 1 963,0	- 1 987,9	- 1 872,5	- 2 315,3	- 2 450,1
Actions et titres d'OPCVM	- 329,1	- 388,7	- 436,0	- 585,3	- 752,0	- 720,3	- 449,0	- 591,8	- 591,3
Obligations et assimilés	- 652,8	- 811,8	- 923,1	- 1 056,7	- 1 104,4	- 1 152,3	- 1 252,0	- 1 475,3	- 1 611,3
Titres de créance à court terme	- 72,6	- 87,4	- 100,7	- 122,8	- 106,7	- 115,3	- 171,5	- 248,2	- 247,5
Pour mémoire : valeurs du Trésor	- 326,2	- 405,4	- 478,6	- 541,6	- 541,8	- 573,0	- 696,9	- 827,7	- 883,5
<b>Produits financiers dérivés</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 23,9</b>	<b>- 19,7</b>	<b>- 22,9</b>	<b>- 29,7</b>	<b>- 71,6</b>	<b>- 55,3</b>	<b>- 38,4</b>	<b>- 72,7</b>
Avoirs	103,1	93,1	116,9	124,5	159,2	241,0	234,0	273,5	324,5
Engagements	- 107,1	- 117,0	- 136,6	- 147,4	- 188,9	- 312,6	- 289,3	- 311,8	- 397,2
<b>Autres investissements (hors avoirs de réserve)</b>	<b>- 34,3</b>	<b>- 50,8</b>	<b>- 89,8</b>	<b>- 135,0</b>	<b>- 294,4</b>	<b>- 433,0</b>	<b>- 513,5</b>	<b>- 358,0</b>	<b>- 279,1</b>
Crédits commerciaux et avances à la commande	27,4	23,8	25,9	14,5	10,4	2,0	- 3,4	- 6,7	- 11,1
Créances	95,6	88,6	91,3	88,9	83,8	85,7	84,9	78,3	79,6
Engagements	- 68,3	- 64,8	- 65,4	- 74,4	- 73,4	- 83,7	- 88,3	- 85,0	- 90,7
Autres investissements de la Banque de France	33,5	31,1	21,0	20,5	1,0	- 48,2	- 187,2	- 139,1	- 99,5
Créances	35,6	34,6	25,5	22,9	24,9	39,6	29,9	35,6	51,8
Engagements	- 2,1	- 3,5	- 4,5	- 2,4	- 23,9	- 87,8	- 217,1	- 174,7	- 151,3
Autres investissements des administrations publiques	7,9	9,6	6,5	12,9	13,1	7,6	2,0	7,9	12,9
Créances	27,4	28,4	27,2	29,0	31,9	26,7	26,7	28,2	33,4
Engagements	- 19,5	- 18,8	- 20,7	- 16,1	- 18,7	- 19,1	- 24,7	- 20,2	- 20,5
Position dépôts-crédits des IFM	- 115,7	- 132,1	- 161,5	- 175,4	- 299,4	- 370,9	- 286,6	- 206,9	- 175,4
Créances	516,4	492,0	578,9	840,7	945,6	1 094,7	1 058,6	990,3	1 123,2
Engagements	- 632,1	- 624,2	- 740,4	- 1 016,1	- 1 245,0	- 1 465,6	- 1 345,2	- 1 197,3	- 1 298,6
Position dépôts-crédits des autres secteurs (c)	12,6	16,8	18,3	- 7,4	- 19,5	- 23,6	- 38,2	- 13,2	- 6,0
Créances	76,8	77,8	81,0	80,2	77,2	78,9	73,4	76,7	80,1
Engagements	- 64,1	- 61,0	- 62,7	- 87,7	- 96,7	- 102,5	- 111,6	- 89,9	- 86,1
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>58,8</b>	<b>56,0</b>	<b>56,8</b>	<b>63,0</b>	<b>74,6</b>	<b>78,6</b>	<b>74,0</b>	<b>92,4</b>	<b>124,5</b>
<b>Total créances</b>									
Avec les investissements directs en valeur comptable	2 361,4	2 528,5	2 883,4	3 573,4	4 041,2	4 533,5	4 414,1	4 673,2	5 061,7
Avec les investissements directs en valeur de marché	2 411,4	2 704,5	3 109,9	3 881,8	4 470,5	4 878,6	4 349,8	4 784,6	5 056,7
<b>Total engagements</b>									
Avec les investissements directs en valeur comptable	- 2 314,9	- 2 594,7	- 2 961,2	- 3 641,3	- 4 188,3	- 4 708,2	- 4 633,3	- 4 884,9	- 5 216,8
Avec les investissements directs en valeur de marché	- 2 368,3	- 2 694,2	- 3 126,9	- 3 862,5	- 4 450,4	- 4 906,5	- 4 598,8	- 4 946,4	- 5 249,2
<b>Position extérieure</b>									
Avec les investissements directs en valeur comptable	46,5	- 66,2	- 77,8	- 67,9	- 147,1	- 174,7	- 219,2	- 211,7	- 155,1
Avec les investissements directs en valeur de marché	43,1	10,4	- 17,0	19,3	20,0	- 27,9	- 249,0	- 161,7	- 192,5

Note : Les séries pour les années 1995 à 2001 sont disponibles sur le site internet de la Banque de France.

(a) Les stocks d'investissements directs en valeur comptable pour 2010 sont estimés à partir des encours à fin 2009, des flux d'investissements directs de l'année 2010 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

(b) Les stocks d'investissements directs en valeur de marché à fin 2010 sont établis à partir des encours comptables estimés, valorisés en fonction de l'évolution des ratios de capitalisation boursière des sociétés du CAC 40.

(c) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPCVM non monétaires

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 4 – Position extérieure

### Les stocks d'investissements directs en valeur comptable et en valeur de marché

STAT\_4.2

Encours en fin d'année

(en milliards d'euros)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007*	2008*	2009*	2010
<b>Investissements directs français à l'étranger</b>											
<b>En valeur comptable (a)</b>	<b>418,2</b>	<b>499,2</b>	<b>469,3</b>	<b>467,8</b>	<b>491,0</b>	<b>551,6</b>	<b>578,8</b>	<b>636,8</b>	<b>714,3</b>	<b>774,8</b>	<b>858,2</b>
Capitaux propres	353,1	409,5	390,2	380,1	418,1	491,4	548,8	598,2	658,6	700,0	775,8
Entreprises cotées	28,2	13,1	21,5	21,4	26,3	32,8	38,7	48,2	29,2	39,5	43,4
Entreprises non cotées	319,4	389,3	360,3	349,3	381,2	445,4	494,3	531,2	609,9	640,0	708,6
Investissements immobiliers	5,6	7,1	8,4	9,4	10,6	13,1	15,8	18,8	19,4	20,6	23,9
Autres opérations (prêts)	65,0	89,7	79,1	87,7	72,9	60,2	30,1	38,6	55,8	74,8	82,4
<b>En valeur de marché (b)</b>	<b>934,9</b>	<b>827,7</b>	<b>519,3</b>	<b>643,8</b>	<b>717,4</b>	<b>859,9</b>	<b>1 008,1</b>	<b>981,9</b>	<b>650,0</b>	<b>886,3</b>	<b>853,3</b>
Capitaux propres	869,9	738,1	440,2	556,1	644,5	799,7	978,0	943,2	594,3	811,5	770,9
Entreprises cotées	95,1	45,9	39,6	45,5	53,3	73,6	104,5	132,7	40,5	59,6	65,9
Entreprises non cotées	760,3	675,2	381,7	490,1	567,7	697,6	840,8	773,9	517,3	713,8	662,2
Investissements immobiliers	14,5	17,0	18,9	20,5	23,5	28,5	32,8	36,6	36,4	38,0	42,7
Autres opérations (prêts)	65,0	89,7	79,1	87,7	72,9	60,2	30,1	38,6	55,8	74,8	82,4
<b>Investissements directs étrangers en France</b>											
<b>En valeur comptable (a)</b>	<b>- 219,0</b>	<b>- 256,9</b>	<b>- 277,6</b>	<b>- 312,0</b>	<b>- 341,4</b>	<b>- 347,7</b>	<b>- 364,5</b>	<b>- 411,7</b>	<b>- 423,5</b>	<b>- 423,6</b>	<b>- 435,7</b>
Capitaux propres	- 195,2	- 212,2	- 232,3	- 267,4	- 295,2	- 325,1	- 348,7	- 386,2	- 395,3	- 394,2	- 418,0
Entreprises cotées	- 18,1	- 19,4	- 17,6	- 17,2	- 15,4	- 26,7	- 31,7	- 31,4	- 30,6	- 36,2	- 36,3
Entreprises non cotées	- 153,3	- 163,9	- 178,9	- 205,4	- 229,1	- 240,8	- 250,6	- 277,5	- 284,8	- 275,3	- 295,4
Investissements immobiliers	- 23,8	- 28,9	- 35,7	- 44,8	- 50,7	- 57,5	- 66,4	- 77,3	- 79,9	- 82,7	- 86,3
Autres opérations (prêts)	- 23,8	- 44,8	- 45,3	- 44,6	- 46,3	- 22,7	- 15,8	- 25,6	- 28,2	- 29,4	- 17,6
<b>En valeur de marché (b)</b>	<b>- 360,0</b>	<b>- 358,1</b>	<b>- 330,9</b>	<b>- 411,4</b>	<b>- 507,1</b>	<b>- 568,9</b>	<b>- 626,6</b>	<b>- 610,0</b>	<b>- 389,0</b>	<b>- 485,1</b>	<b>- 468,1</b>
Capitaux propres	- 336,2	- 313,3	- 285,6	- 366,8	- 460,9	- 546,2	- 610,8	- 584,5	- 360,9	- 455,7	- 450,5
Entreprises cotées	- 43,9	- 38,0	- 31,2	- 23,3	- 29,7	- 54,2	- 80,5	- 72,0	- 39,2	- 61,8	- 65,6
Entreprises non cotées	- 234,0	- 209,3	- 185,1	- 266,5	- 349,4	- 399,1	- 422,3	- 386,2	- 200,6	- 258,7	- 238,0
Investissements immobiliers	- 58,3	- 66,0	- 69,3	- 77,0	- 81,7	- 92,9	- 108,0	- 126,3	- 121,1	- 135,2	- 146,8
Autres opérations (prêts)	- 23,8	- 44,8	- 45,3	- 44,6	- 46,3	- 22,7	- 15,8	- 25,6	- 28,2	- 29,4	- 17,6
<b>Solde net des investissements directs</b>											
<b>En valeur comptable (a)</b>	<b>199,1</b>	<b>242,3</b>	<b>191,7</b>	<b>155,7</b>	<b>149,5</b>	<b>203,9</b>	<b>214,3</b>	<b>225,1</b>	<b>290,8</b>	<b>351,2</b>	<b>422,6</b>
Capitaux propres	157,9	197,4	157,9	112,7	122,9	166,3	200,1	212,0	263,2	305,8	357,8
Entreprises cotées	10,1	- 6,3	3,9	4,2	10,9	6,1	6,9	16,8	- 1,4	3,2	7,0
Entreprises non cotées	166,1	225,4	181,4	143,9	152,1	204,6	243,7	253,7	325,2	364,7	413,2
Investissements immobiliers	- 18,3	- 21,8	- 27,4	- 35,4	- 40,1	- 44,4	- 50,6	- 58,5	- 60,5	- 62,1	- 62,5
Autres opérations (prêts)	41,2	44,9	33,8	43,0	26,6	37,5	14,2	13,1	27,6	45,5	64,8
<b>En valeur de marché (b)</b>	<b>574,9</b>	<b>469,6</b>	<b>188,4</b>	<b>232,4</b>	<b>210,2</b>	<b>291,1</b>	<b>381,5</b>	<b>371,9</b>	<b>261,0</b>	<b>401,2</b>	<b>385,2</b>
Capitaux propres	533,7	424,7	154,6	189,3	183,6	253,5	367,3	358,8	233,4	355,8	320,4
Entreprises cotées	51,2	7,9	8,4	22,2	23,6	19,4	24,0	60,8	1,4	- 2,2	0,3
Entreprises non cotées	526,3	465,9	196,6	223,6	218,3	298,5	418,5	387,7	316,7	455,1	424,2
Investissements immobiliers	- 43,8	- 49,1	- 50,4	- 56,5	- 58,2	- 64,4	- 75,1	- 89,7	- 84,7	- 97,2	- 104,2
Autres opérations (prêts)	41,2	44,9	33,8	43,0	26,6	37,5	14,2	13,1	27,6	45,5	64,8

Note : Les encours de prêts intragroupes sont calculés après reclassement des prêts entre sociétés soeurs selon la règle du principe directionnel étendu.

\* Données révisées

(a) Les stocks d'investissements directs en valeur comptable à fin 2010 sont estimés à partir des encours à fin 2009, des flux d'investissements directs de l'année 2010 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

(b) Les stocks d'investissements directs en valeur de marché à fin 2010 sont établis à partir des encours comptables estimés, valorisés en fonction de l'évolution des ratios de capitalisation boursière des sociétés du CAC 40.

## Évolution des stocks d'investissements directs entre fin 2008 et fin 2009

STAT\_4.3

(estimation en valeur de marché)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2008 (a)	Flux de balance des paiements 2009 (b)	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements (b)			Total des variations entre les deux encours (b)	Encours à fin 2009 (a)	
			Total	Variation monétaire ou effet de change	Variation boursière ou effet-prix			Autres ajustements
	1	2	3			4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)	
<b>Investissements directs français à l'étranger</b>	<b>650,0</b>	<b>61,2</b>	<b>175,0</b>	<b>2,7</b>	<b>170,7</b>	<b>1,6</b>	<b>236,2</b>	<b>886,3</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>594,3</b>	<b>47,8</b>	<b>169,4</b>	<b>2,8</b>	<b>170,7</b>	<b>- 4,1</b>	<b>217,2</b>	<b>811,5</b>
Entreprises cotées	40,5	12,9	6,2	0,2	10,4	- 4,4	19,1	59,6
Entreprises non cotées	517,3	32,8	163,7	2,8	160,6	0,3	196,5	713,8
Investissements immobiliers	36,4	2,1	- 0,5	- 0,2	- 0,3	0,0	1,6	38,0
<b>Autres opérations (c)</b>	<b>55,8</b>	<b>13,5</b>	<b>5,6</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>5,7</b>	<b>19,1</b>	<b>74,8</b>
<b>Investissements directs étrangers en France</b>	<b>- 389,0</b>	<b>- 11,6</b>	<b>- 84,4</b>	<b>0,1</b>	<b>- 78,7</b>	<b>- 5,8</b>	<b>- 96,0</b>	<b>- 485,1</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>- 360,9</b>	<b>- 16,4</b>	<b>- 78,5</b>	<b>0,0</b>	<b>- 78,7</b>	<b>0,3</b>	<b>- 94,9</b>	<b>- 455,7</b>
Entreprises cotées	- 39,2	- 8,6	- 14,0	0,0	- 14,3	0,3	- 22,6	- 61,8
Entreprises non cotées	- 200,6	- 3,5	- 54,6	0,0	- 54,6	0,0	- 58,1	- 258,7
Investissements immobiliers	- 121,1	- 4,3	- 9,9	0,0	- 9,9	0,0	- 14,1	- 135,2
<b>Autres opérations (c)</b>	<b>- 28,2</b>	<b>4,8</b>	<b>- 6,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>- 6,1</b>	<b>- 1,2</b>	<b>- 29,4</b>
<b>Position nette</b>	<b>261,0</b>	<b>49,6</b>	<b>90,6</b>	<b>2,8</b>	<b>92,0</b>	<b>- 4,2</b>	<b>140,2</b>	<b>401,2</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>233,4</b>	<b>31,3</b>	<b>91,0</b>	<b>2,8</b>	<b>92,0</b>	<b>- 3,8</b>	<b>122,3</b>	<b>355,8</b>
Entreprises cotées	1,4	4,3	- 7,8	0,2	- 3,9	- 4,1	- 3,5	- 2,2
Entreprises non cotées	316,7	29,3	109,1	2,8	106,0	0,3	138,4	455,1
Investissements immobiliers	- 84,7	- 2,2	- 10,3	- 0,2	- 10,2	0,0	- 12,5	- 97,2
<b>Autres opérations (c)</b>	<b>27,6</b>	<b>18,3</b>	<b>- 0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 0,4</b>	<b>17,9</b>	<b>45,5</b>

(a) Données révisées

(b) En signe de position :

sans signe : augmentation des créances ou diminution des engagements

signe (-) : diminution des créances ou augmentation des engagements

(c) Après reclassement des prêts entre sociétés soeurs selon la règle du principe directionnel étendu

## Ventilation des stocks d'investissements directs selon le secteur résident

STAT\_4.4

(en valeur comptable)

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2008	2009	2010 (a)
<b>Investissements directs français à l'étranger (b)</b>	<b>714,3</b>	<b>774,8</b>	<b>858,2</b>
Institutions financières monétaires	90,6	108,0	123,9
Autres (y compris investissements immobiliers)	623,7	666,8	734,3
<b>Investissements directs étrangers en France (c)</b>	<b>- 423,5</b>	<b>- 423,6</b>	<b>- 435,7</b>
Institutions financières monétaires	- 23,0	- 29,1	- 30,9
Autres (y compris investissements immobiliers)	- 400,5	- 394,5	- 404,8

Note : Les prêts intragroupes sont calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

(a) Estimations à partir des encours comptables à fin 2009 et des flux d'investissements directs de l'année 2010

(b) Secteur résident investisseur

(c) Secteur résident investi

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 4 – Position extérieure

### Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur comptable (a)

STAT\_4.5

(en milliards d'euros)

	2007 (b)	2008 (b)	2009 (b)	2010 (c)	2010 (en %)
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>385,5</b>	<b>428,3</b>	<b>471,3</b>	<b>502,6</b>	<b>58,6</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>274,7</b>	<b>335,3</b>	<b>366,8</b>	<b>393,0</b>	<b>45,8</b>
dont : Allemagne	47,4	48,2	49,4	52,6	6,1
Belgique	52,8	99,1	120,0	127,2	14,8
Espagne	27,2	26,1	25,6	27,3	3,2
Irlande	11,9	16,2	15,1	16,9	2,0
Italie	30,9	37,7	37,2	39,1	4,6
Luxembourg	17,4	17,3	26,9	29,6	3,4
Pays-Bas	76,1	79,3	79,3	85,7	10,0
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>110,7</b>	<b>93,0</b>	<b>104,6</b>	<b>109,7</b>	<b>12,8</b>
dont : Danemark	1,1	1,1	1,0	0,7	0,1
Pologne	9,6	8,7	10,2	12,4	1,4
République tchèque	4,1	5,0	5,1	5,7	0,7
Roumanie	2,6	3,0	3,2	3,5	0,4
Royaume-Uni	86,1	67,5	76,2	77,6	9,0
Suède	4,2	3,9	5,2	5,7	0,7
<b>Autres pays industrialisés</b>	<b>171,2</b>	<b>192,1</b>	<b>193,1</b>	<b>225,5</b>	<b>26,3</b>
dont : Australie	4,7	4,9	5,6	6,8	0,8
Canada	10,9	5,8	6,5	8,7	1,0
États-Unis	119,2	137,8	135,6	150,0	17,5
Japon	10,7	14,0	14,3	17,8	2,1
Suisse	21,5	25,2	26,7	37,2	4,3
<b>Reste du monde</b>	<b>80,2</b>	<b>93,9</b>	<b>110,3</b>	<b>130,1</b>	<b>15,2</b>
dont : Afrique du Sud	0,8	0,8	1,2	1,6	0,2
Algérie	0,8	1,0	1,5	1,9	0,2
Angola	3,7	3,3	4,1	5,2	0,6
Arabie saoudite	1,1	1,3	1,2	1,4	0,2
Argentine	1,1	1,6	1,4	1,6	0,2
Bermudes	-0,4	0,2	2,3	3,6	0,4
Brésil	11,7	11,6	17,1	22,0	2,6
Chine	4,9	7,2	8,4	10,6	1,2
Congo	1,6	2,1	2,4	2,4	0,3
Corée du Sud	1,8	2,0	2,2	2,8	0,3
Égypte	1,2	2,1	4,0	4,5	0,5
Émirats arabes unis	0,7	1,2	1,0	0,8	0,1
Hong Kong	3,3	3,7	3,9	4,5	0,5
Inde	1,6	1,8	2,3	2,8	0,3
Indonésie	1,3	1,5	1,6	1,3	0,2
Israël	0,9	1,2	1,1	1,4	0,2
Jersey	0,9	1,5	1,5	1,6	0,2
Kazakhstan	2,6	3,6	4,5	2,8	0,3
Maroc	6,7	7,5	8,0	9,1	1,1
Mexique	1,9	2,1	2,1	2,5	0,3
Nigeria	3,1	3,5	4,4	4,3	0,5
Qatar	0,8	0,8	1,3	1,2	0,1
Russie	3,0	4,8	5,1	6,6	0,8
Singapour	2,1	2,9	3,0	5,0	0,6
Thaïlande	0,9	1,0	1,2	1,6	0,2
Turquie	2,7	3,6	4,3	4,8	0,6
Ukraine	0,6	0,9	0,9	1,4	0,2
Venezuela	1,9	1,8	1,4	1,4	0,2
<b>Total</b>	<b>636,8</b>	<b>714,3</b>	<b>774,8</b>	<b>858,2</b>	<b>100,0</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

(a) Les prêts intragroupes inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

(b) Données révisées

(c) Estimations à partir des encours comptables à fin 2009 et des flux d'investissements directs de l'année 2010

Répartition géographique selon le pays de première contrepartie  
des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur comptable (a)

STAT\_4.6

(en milliards d'euros)

	2007 (b)	2008 (b)	2009 (b)	2010 (c)	2010 (en %)
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>314,8</b>	<b>321,8</b>	<b>316,1</b>	<b>324,6</b>	<b>74,5</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>247,7</b>	<b>261,1</b>	<b>256,3</b>	<b>266,1</b>	<b>61,1</b>
dont : Allemagne	45,3	45,7	45,1	46,6	10,7
Belgique	39,0	39,3	45,7	42,8	9,8
Espagne	20,0	15,9	13,8	12,5	2,9
Irlande	8,5	10,4	6,9	4,9	1,1
Italie	13,7	13,7	15,2	15,1	3,5
Luxembourg	59,3	61,4	53,7	68,4	15,7
Pays-Bas	55,7	69,6	70,9	70,5	16,2
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>67,0</b>	<b>60,7</b>	<b>59,9</b>	<b>58,5</b>	<b>13,4</b>
dont : Danemark	3,9	4,1	5,1	5,2	1,2
Pologne	- 1,3	- 0,6	- 0,1	- 0,6	- 0,1
République tchèque	- 0,1	- 0,2	0,2	0,7	0,2
Roumanie	- 0,1	0,1	0,1	0,0	0,0
Royaume-Uni	61,2	53,9	51,1	50,4	11,6
Suède	3,4	3,6	3,5	2,8	0,6
<b>Autres pays industrialisés</b>	<b>82,3</b>	<b>87,2</b>	<b>90,0</b>	<b>94,0</b>	<b>21,6</b>
dont : Australie	0,5	- 0,6	- 0,1	0,1	0,0
Canada	2,2	2,9	3,8	4,1	0,9
États-Unis	47,0	50,7	51,6	54,1	12,4
Japon	6,4	6,8	6,9	6,8	1,6
Suisse	25,1	26,1	26,2	27,3	6,3
<b>Reste du monde</b>	<b>14,7</b>	<b>14,6</b>	<b>17,4</b>	<b>17,1</b>	<b>3,9</b>
Algérie	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0
Antilles néerlandaise	0,8	0,8	0,8	0,7	0,2
Arabie saoudite	0,5	0,5	0,5	0,5	0,1
Bermudes	0,5	0,6	0,7	1,3	0,3
Brésil	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	0,0
Chine	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Sud	- 0,1	- 0,1	0,0	0,0	0,0
Égypte	0,0	0,1	0,2	0,2	0,0
Émirats arabes unis	0,2	0,2	3,4	2,0	0,5
Gabon	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1
Hong Kong	0,5	0,5	0,7	0,6	0,1
Îles vierges britanniques	0,1	0,3	0,4	0,4	0,1
Inde	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Israël	0,0	- 0,1	0,0	0,1	0,0
Jersey	0,2	0,0	0,1	0,4	0,1
Liban	2,2	2,2	1,2	1,2	0,3
Maroc	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0
Mexique	0,2	0,5	0,7	0,8	0,2
Qatar	0,7	0,8	0,8	0,9	0,2
Russie	0,1	- 0,1	0,0	0,2	0,0
Singapour	0,1	0,2	0,0	- 0,1	0,0
Thaïlande	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	0,0
Turquie	0,2	0,2	0,1	0,1	0,0
<b>Total</b>	<b>411,7</b>	<b>423,5</b>	<b>423,6</b>	<b>435,7</b>	<b>100,0</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

(a) Les prêts intragroupes inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

(b) Données révisées

(c) Estimations à partir des encours comptables à fin 2009 et des flux d'investissements directs de l'année 2010

**ENCADRÉ 4****Ventilations géographiques des investissements directs**

Depuis cette année, les ventilations géographiques des flux et des stocks d'investissements directs présentées dans le Rapport annuel de la balance des paiements et de la position extérieure de la France (tableaux STAT\_2.3, STAT\_2.4, STAT\_4.5 et STAT\_4.6) sont établies après mise en œuvre de la règle du principe directionnel étendu. Selon cette règle, qui deviendra la norme européenne à compter de 2014, les prêts entre sociétés sœurs appartenant à un même groupe international ne doivent plus être classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe. Ainsi, le prêt d'une filiale néerlandaise d'un groupe français à une autre filiale française du même groupe ne doit plus être classé en investissement direct néerlandais en France, mais en désinvestissement français aux Pays-Bas. De façon similaire, le prêt de la filiale française d'un groupe allemand à une filiale luxembourgeoise du même groupe, considéré dans les statistiques actuelles comme un investissement français au Luxembourg, est à reclasser en désinvestissement luxembourgeois en France.

Cette méthode, qui aboutit à ce que les montants de flux et d'encours de prêts transfrontières croisés au sein d'un même groupe se compensent entre eux, fait diminuer substantiellement le volume global des flux et des stocks d'investissements directs, français à l'étranger et étrangers en France, par rapport aux données élaborées selon la méthodologie classique définie par la cinquième édition du Manuel de balance des paiements du FMI. La signification des agrégats d'investissements directs, en flux et en stocks, en est renforcée.

Il ne faut pas oublier néanmoins que la ventilation géographique reste fondée sur le premier pays de contrepartie, qui prend en compte uniquement le premier pays qui reçoit les fonds à leur sortie de France dans le cas d'un investissement français à l'étranger, et le pays de provenance immédiate des fonds dans le cas d'un investissement étranger en France. L'affectation des opérations ou des encours au premier pays de contrepartie entraîne une surreprésentation, à la fois parmi les pays investisseurs et les pays investis, de ceux qui accueillent le plus de filiales financières et de centres de trésorerie de groupes européens et internationaux, tels que la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Ainsi, dans l'exemple donné plus haut, le désinvestissement du groupe allemand en France est attribué au Luxembourg, ce qui demeure difficilement interprétable.

Pour disposer de données plus significatives, nous avons effectué une ventilation géographique des stocks d'investissements directs étrangers en France selon le pays de résidence de l'investisseur ultime, présentée dans un encadré du chapitre 3 de ce rapport<sup>1</sup>. Les résultats sont issus d'un retraitement complet : les prêts entre sociétés sœurs sont affectés au pays de la tête de groupe (l'Allemagne dans l'exemple précédent), de même que les investissements en capital et les bénéfices réinvestis. Ce retraitement, qui ne modifie pas le stock global des investissements étrangers en France, en bouleverse la hiérarchie : les groupes français sont à l'origine de 14 % (61,4 milliards d'euros) des investissements étrangers, alors que dans la présentation en fonction du premier pays de contrepartie la part de la France était nulle par construction ; la part des groupes américains s'établit à 19 % (12 % pour les États-Unis dans la présentation précédente) ; les groupes britanniques et allemands représentent respectivement 15 % et 13 % du stock selon la ventilation en fonction du pays de l'investisseur ultime, contre 12 % et 11 % du stock en fonction du premier pays de contrepartie. En revanche, le poids des pays choisis comme plate-forme d'investissement en France par les groupes français, américains, britanniques et allemands diminue significativement. La part des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg s'établit entre 5 % et 6 % du stock selon le pays de l'investisseur ultime, en baisse respectivement de 10, 5 et 9 points par rapport à la présentation en fonction du premier pays de contrepartie.

<sup>1</sup> Un tel retraitement statistique n'est pas possible pour les stocks d'investissements directs français à l'étranger. En effet, de nombreux investissements effectués par des groupes français en Belgique, au Luxembourg ou aux Pays-Bas sont destinés in fine à d'autres pays industrialisés ou aux pays émergents, mais en l'absence d'information sur les filiales financières non résidentes, il n'est pas possible de localiser précisément leur destination finale.



Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs français à l'étranger  
en valeur comptable (a)

STAT\_4.7

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010 (b)	2010 (en %)
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>
<b>Industries extractives</b>	<b>27,4</b>	<b>28,6</b>	<b>36,8</b>	<b>36,3</b>	<b>4,2</b>
dont : Extraction de pétrole et de gaz	27,4	28,5	36,7	36,3	4,2
<b>Industries manufacturières</b>	<b>159,6</b>	<b>198,2</b>	<b>199,4</b>	<b>210,9</b>	<b>24,6</b>
dont : Industries agricoles et alimentaires	14,3	28,0	24,0	25,6	3,0
Industrie du textile et habillement	6,7	8,8	9,3	7,9	0,9
Industrie du bois, édition et imprimerie	1,6	2,8	2,3	2,3	0,3
Cokéfaction et raffinage	0,7	2,0	2,1	1,7	0,2
Industrie chimique	14,4	16,8	12,7	13,1	1,5
Industrie pharmaceutique	13,4	17,6	24,0	31,1	3,6
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	6,4	7,1	6,7	7,5	0,9
Industries métallurgiques	6,7	6,7	5,9	7,7	0,9
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	17,6	8,0	8,7	9,5	1,1
Fabrication de machines et équipements	5,9	12,7	14,1	16,1	1,9
Industrie automobile	19,5	17,6	19,3	24,3	2,8
Fabrication d'autres matériels de transport	3,0	7,3	6,4	5,3	0,6
<b>Électricité, gaz, vapeur et air conditionné</b>	<b>31,8</b>	<b>42,1</b>	<b>57,7</b>	<b>64,8</b>	<b>7,5</b>
<b>Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution</b>	<b>11,3</b>	<b>9,4</b>	<b>8,6</b>	<b>6,6</b>	<b>0,8</b>
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	9,9	8,0	7,0	5,1	0,6
<b>Construction</b>	<b>4,2</b>	<b>11,3</b>	<b>12,5</b>	<b>13,6</b>	<b>1,6</b>
<b>Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles</b>	<b>40,4</b>	<b>45,1</b>	<b>50,7</b>	<b>62,3</b>	<b>7,3</b>
dont : Commerce de gros	12,1	14,6	15,1	27,7	3,2
Commerce de détail	26,7	27,8	32,9	31,8	3,7
<b>Transports et entreposage</b>	<b>6,6</b>	<b>5,9</b>	<b>6,1</b>	<b>8,1</b>	<b>0,9</b>
dont : Transports terrestres et transports par conduites	2,0	1,9	1,8	3,7	0,4
Transports par eau	0,5	0,5	0,5	0,5	0,1
Transports aériens	2,0	1,3	1,4	1,8	0,2
Entreposage et services auxiliaires des transports	1,4	1,4	1,6	1,2	0,1
<b>Hébergement et restauration</b>	<b>6,6</b>	<b>6,7</b>	<b>8,2</b>	<b>8,6</b>	<b>1,0</b>
<b>Information et communication</b>	<b>62,4</b>	<b>71,4</b>	<b>69,0</b>	<b>64,8</b>	<b>7,5</b>
dont : Cinéma, vidéo et télévision	18,6	19,8	20,2	18,6	2,2
Télécommunications	30,2	36,7	34,8	30,2	3,5
<b>Activités financières et d'assurance</b>	<b>209,9</b>	<b>219,2</b>	<b>231,2</b>	<b>252,4</b>	<b>29,4</b>
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	148,7	155,8	170,8	186,5	21,7
dont activités des sociétés holdings	39,6	34,5	31,7	33,8	3,9
Assurance	45,2	50,6	52,1	52,7	6,1
<b>Activités immobilières (c)</b>	<b>37,8</b>	<b>26,8</b>	<b>29,5</b>	<b>32,2</b>	<b>3,8</b>
<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>20,5</b>	<b>30,5</b>	<b>41,4</b>	<b>44,8</b>	<b>5,2</b>
dont : Activités juridiques et comptables	0,8	1,3	1,5	1,5	0,2
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion et analyses techniques	1,6	11,7	17,6	21,9	2,6
Recherche-développement scientifique	8,4	7,8	11,5	11,4	1,3
Publicité et études de marché	0,3	0,3	0,3	0,4	0,0
Recherche-développement scientifique	9,5	9,7	10,0	9,7	1,1
<b>Activités de services administratifs et de soutien</b>	<b>2,8</b>	<b>1,8</b>	<b>7,7</b>	<b>10,2</b>	<b>1,2</b>
<b>Enseignement</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>Santé humaine et action sociale</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>
<b>Arts, spectacles et activités récréatives</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>
<b>Autres activités de services</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>
<b>Montants non ventilés</b>	<b>14,0</b>	<b>15,7</b>	<b>14,1</b>	<b>40,8</b>	<b>4,8</b>
<b>Total</b>	<b>636,8</b>	<b>714,3</b>	<b>774,8</b>	<b>858,2</b>	<b>100,0</b>

Note : Les sociétés holdings appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe. Les bénéficiaires réinvestis sont ventilés par activité économique, exception faite de la dernière année publiée, pour laquelle on ne dispose que de données estimées.

(a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupes inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

(b) Estimations à partir des encours comptables à fin 2009 et des flux d'investissements directs de l'année 2010

(c) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu à l'étranger.

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 4 – Position extérieure

### Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur comptable (a)

STAT\_4.8

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010 (b)	2010 (en %)
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>
<b>Industries extractives</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>0,5</b>
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,6	0,6	0,7	0,0	0,0
<b>Industries manufacturières</b>	<b>93,2</b>	<b>99,5</b>	<b>95,0</b>	<b>104,9</b>	<b>24,1</b>
dont : Industries agricoles et alimentaires	11,5	13,8	11,6	13,1	3,0
Industrie du textile et habillement	1,2	1,0	0,8	0,3	0,1
Industrie du bois, édition et imprimerie	2,9	3,3	3,4	4,4	1,0
Cokéfaction et raffinage	0,9	0,8	0,8	1,2	0,3
Industrie chimique	10,9	11,2	11,8	7,1	1,6
Industrie pharmaceutique	22,8	23,8	25,4	25,4	5,8
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	2,3	2,6	2,5	2,4	0,6
Industries métallurgiques	8,2	7,3	5,2	5,8	1,3
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	6,5	6,0	6,0	6,9	1,6
Fabrication de machines et équipements	3,6	3,1	2,4	2,6	0,6
Industrie automobile	5,0	4,8	4,9	7,1	1,6
Fabrication d'autres matériels de transport	- 8,4	- 6,2	- 6,2	2,0	0,5
<b>Électricité, gaz, vapeur et air conditionné</b>	<b>6,7</b>	<b>3,4</b>	<b>2,8</b>	<b>2,7</b>	<b>0,6</b>
<b>Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,0</b>
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Construction</b>	<b>2,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>
<b>Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles</b>	<b>30,2</b>	<b>24,6</b>	<b>18,1</b>	<b>12,9</b>	<b>3,0</b>
dont : Commerce de gros	15,0	10,3	5,2	2,7	0,6
Commerce de détail	11,8	10,3	10,3	10,8	2,5
<b>Transports et entreposage</b>	<b>2,7</b>	<b>4,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>0,9</b>
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,3	2,7	2,4	2,8	0,6
Transports par eau	1,0	1,3	0,0	0,2	0,1
Transports aériens	0,2	0,3	0,3	0,5	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,1	0,4	0,7	0,1	0,0
<b>Hébergement et restauration</b>	<b>5,1</b>	<b>5,6</b>	<b>7,1</b>	<b>6,0</b>	<b>1,4</b>
<b>Information et communication</b>	<b>19,0</b>	<b>22,6</b>	<b>20,1</b>	<b>20,1</b>	<b>4,6</b>
dont : Cinéma, vidéo et télévision	3,1	2,6	2,5	2,4	0,5
Télécommunications	11,3	9,8	8,0	8,1	1,9
<b>Activités financières et d'assurance</b>	<b>122,3</b>	<b>124,5</b>	<b>130,1</b>	<b>127,7</b>	<b>29,3</b>
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	91,8	91,1	98,3	98,0	22,5
dont activités des sociétés holdings	44,8	53,3	53,1	51,7	11,9
Assurance	17,3	19,2	19,5	18,1	4,2
<b>Activités immobilières (c)</b>	<b>88,7</b>	<b>91,5</b>	<b>92,0</b>	<b>98,1</b>	<b>22,5</b>
<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques</b>	<b>6,9</b>	<b>10,2</b>	<b>13,5</b>	<b>17,6</b>	<b>4,0</b>
dont : Activités juridiques et comptables	0,8	0,8	0,7	0,7	0,2
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	3,2	5,4	9,3	12,9	3,0
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	0,6	1,1	1,4	1,3	0,3
Recherche-développement scientifique	1,0	1,2	1,2	1,9	0,4
Publicité et études de marché	1,2	1,6	1,0	0,9	0,2
<b>Activités de services administratifs et de soutien</b>	<b>19,1</b>	<b>19,6</b>	<b>23,0</b>	<b>11,2</b>	<b>2,6</b>
<b>Enseignement</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>
<b>Santé humaine et action sociale</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>
<b>Arts, spectacles et activités récréatives</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>
<b>Autres activités de services</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>
<b>Montants non ventilés</b>	<b>10,9</b>	<b>10,6</b>	<b>11,0</b>	<b>24,0</b>	<b>5,5</b>
<b>Total</b>	<b>411,7</b>	<b>423,5</b>	<b>423,6</b>	<b>435,7</b>	<b>100,0</b>

Note : Les sociétés holdings appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe. Les bénéficiaires réinvestis sont ventilés par activité économique, exception faite de la dernière année publiée, pour laquelle on ne dispose que de données estimées.

(a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupes inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

(b) Estimations à partir des encours comptables à fin 2009 et des flux d'investissements directs de l'année 2010

(c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements étrangers dans le secteur de l'immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés sur le territoire français et détenus par des non-résidents.

## Investissements directs français à l'étranger – stocks en valeur comptable

STAT\_4.9

Les 25 principaux groupes investisseurs français à l'étranger fin 2010 par le montant des investissements en valeur comptable

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
Air Liquide	Industrie chimique
Alcatel Lucent	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
Alstom	Fabrication de machines et équipements
AXA	Assurance
BNP Paribas	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Carrefour	Commerce de détail
Compagnie de Saint-Gobain	Autres industries manufacturières
Crédit Agricole SA	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Danone	Industries agricoles et alimentaires
Électricité de France	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
France Télécom	Télécommunications
GDF Suez	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
Groupe Arnault (LVMH)	Industrie du textile et habillement
Pernod Ricard	Industries agricoles et alimentaires
Peugeot SA	Industrie automobile
PPR	Commerce de détail
Publicis Groupe	Publicité et études de marché
Renault	Industrie automobile
Sanofi-Aventis	Industrie pharmaceutique
Schneider Electric SA	Autres industries manufacturières
Société Générale	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Société Lafarge	Autres industries manufacturières
Total	Extraction de pétrole et de gaz
Veolia Environnement	Captage, traitement et distribution d'eau
Vivendi	Information et communication

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 4 – Position extérieure

### Investissements directs étrangers en France – stocks en valeur comptable

STAT\_4.10

Les 25 principaux groupes investisseurs étrangers en France fin 2010 par le montant des investissements en valeur comptable

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
Abertis	Espagne	Transports terrestres et transports par conduites
Adecco SA	Suisse	Activités de services administratifs et de soutien
Rio Tinto - Alcan	Australie	Industries métallurgiques
Allianz AG	Allemagne	Assurance
Assicurazioni Generali SpA	Italie	Assurance
ArcelorMittal	Luxembourg	Industries métallurgiques
Aviva Plc	Royaume-Uni	Assurance
Bayer AG	Allemagne	Industrie chimique
Bristol - Myers Squibb Company	États-Unis	Industrie pharmaceutique
Dexia banque	Belgique	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
EADS	Pays-Bas	Fabrication d'autres matériels de transport
General Electric Company	États-Unis	Autres industries manufacturières
Holcim	Suisse	Autres industries manufacturières
HSBC	Royaume-Uni	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Kesa Electricals Plc	Royaume-Uni	Commerce de détail
Kingfisher Plc	Royaume-Uni	Commerce de détail
Kraft foods Inc	États-Unis	Industries alimentaires
Mac Donald's Inc	États-Unis	Restauration
Merck KGaA	Allemagne	Industrie pharmaceutique
Nestlé SA	Suisse	Industries alimentaires
SAP AG	Allemagne	Édition de logiciels
Solvay	Belgique	Industrie chimique
Unilever NV	Pays-Bas	Industries alimentaires
United Technologies	États-Unis	Fabrication d'autres matériels de transport
Vodafone Group Plc	Royaume-Uni	Télécommunications

Ventilation géographique des stocks d'investissements de portefeuille des résidents  
sur titres étrangers en fonction du pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres

STAT\_4.1.1

Données à fin 2009 et fin 2010

(en milliards d'euros)

	2009					2010				
	Actions et titres d'OPCVM	Obligations et assimilés	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPCVM	Obligations et assimilés	Titres de créance à court terme	Total	En %
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>293,8</b>	<b>1 119,0</b>	<b>188,9</b>	<b>1 601,8</b>	<b>77,9</b>	<b>329,3</b>	<b>1 129,2</b>	<b>166,9</b>	<b>1 625,4</b>	<b>77,4</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>246,6</b>	<b>967,9</b>	<b>140,3</b>	<b>1 354,7</b>	<b>65,9</b>	<b>270,1</b>	<b>963,1</b>	<b>123,9</b>	<b>1 357,1</b>	<b>64,6</b>
dont : Allemagne	53,3	166,4	21,7	241,4	11,7	66,7	175,9	15,5	258,2	12,3
Autriche	1,6	46,1	1,7	49,4	2,4	1,5	52,5	1,2	55,3	2,6
Belgique	6,5	48,9	12,4	67,8	3,3	8,5	58,3	10,0	76,8	3,7
Espagne	24,1	150,0	26,0	200,1	9,7	18,8	146,1	25,3	190,2	9,1
Finlande	5,1	13,5	3,4	22,0	1,1	5,2	12,7	1,2	19,1	0,9
Grèce	1,6	55,4	1,6	58,5	2,8	0,8	31,8	0,3	32,9	1,6
Irlande	18,4	67,4	13,0	98,8	4,8	20,6	59,0	7,9	87,6	4,2
Italie	22,1	199,7	17,9	239,7	11,7	18,2	197,7	22,8	238,7	11,4
Luxembourg	90,9	18,6	3,4	112,9	5,5	100,7	21,1	4,9	126,7	6,0
Pays-Bas	21,1	156,2	30,3	207,5	10,1	26,7	166,1	30,9	223,7	10,7
Portugal	1,7	44,1	9,1	54,9	2,7	2,0	39,1	3,3	44,5	2,1
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>47,3</b>	<b>151,1</b>	<b>48,6</b>	<b>247,1</b>	<b>12,0</b>	<b>59,2</b>	<b>166,1</b>	<b>43,0</b>	<b>268,3</b>	<b>12,8</b>
dont : Pologne	1,4	2,8	0,5	4,7	0,2	2,0	3,6	–	5,6	0,3
République tchèque	0,2	1,2	–	1,4	0,1	0,2	2,0	–	2,2	0,1
Roumanie	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0
Royaume-Uni	41,0	94,6	41,7	177,3	8,6	51,0	104,7	32,8	188,4	9,0
Suède	2,7	16,8	5,8	25,3	1,2	3,6	18,9	7,8	30,2	1,4
<b>Autres pays industrialisés</b>	<b>84,6</b>	<b>154,6</b>	<b>52,0</b>	<b>291,3</b>	<b>14,2</b>	<b>98,4</b>	<b>164,0</b>	<b>47,2</b>	<b>309,5</b>	<b>14,7</b>
dont : États-Unis	43,5	108,3	3,5	155,3	7,6	51,9	109,9	2,6	164,3	7,8
Japon	16,3	10,5	46,1	72,9	3,5	14,5	11,4	43,1	69,0	3,3
Suisse	16,4	0,4	1,0	17,7	0,9	19,4	0,4	0,7	20,5	1,0
<b>Reste du monde</b>	<b>70,7</b>	<b>87,1</b>	<b>5,4</b>	<b>163,2</b>	<b>7,9</b>	<b>82,8</b>	<b>78,5</b>	<b>3,5</b>	<b>164,8</b>	<b>7,8</b>
dont : Antilles néerlandaises	2,2	30,3	0,0	32,5	1,6	3,1	30,2	0,4	33,7	1,6
Bermudes	4,5	1,6	–	6,1	0,3	3,7	1,7	–	5,4	0,3
Brésil	5,3	0,9	0,0	6,2	0,3	6,6	1,9	–	8,6	0,4
Chine	6,7	0,3	–	6,9	0,3	8,5	0,2	0,0	8,7	0,4
Corée du Sud	3,9	3,8	0,2	8,0	0,4	5,2	4,4	0,2	9,8	0,5
Îles Caïmans	16,8	27,0	1,6	45,4	2,2	15,2	16,7	0,1	32,1	1,5
Inde	4,3	0,5	–	4,8	0,2	5,6	0,6	–	6,2	0,3
Jersey	6,2	6,7	0,4	13,3	0,6	6,2	4,9	1,1	12,3	0,6
Russie	1,8	0,1	–	1,9	0,1	3,8	0,2	–	4,0	0,2
Turquie	0,9	0,8	–	1,6	0,1	1,5	1,3	0,0	2,8	0,1
<b>Total</b>	<b>449,2</b>	<b>1 360,8</b>	<b>246,3</b>	<b>2 056,3</b>	<b>100,0</b>	<b>510,5</b>	<b>1 371,6</b>	<b>217,6</b>	<b>2 099,7</b>	<b>100,0</b>

Note : Voir « définition des zones géographiques » à la fin du présent Rapport

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 4 – Position extérieure

### Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents

STAT\_4.12

Par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
<b>Émetteurs de la zone euro</b>	<b>1 132,0</b>	<b>42,0</b>	<b>1 173,9</b>	<b>1 307,6</b>	<b>47,1</b>	<b>1 354,7</b>	<b>1 299,6</b>	<b>57,4</b>	<b>1 357,1</b>
<b>Actions et titres d'OPCVM</b>	<b>158,3</b>	<b>18,9</b>	<b>177,2</b>	<b>220,4</b>	<b>26,1</b>	<b>246,6</b>	<b>232,1</b>	<b>38,0</b>	<b>270,1</b>
Actions	102,5	5,9	108,4	137,1	10,5	147,6	142,1	17,9	160,0
Titres d'OPCVM	55,8	13,0	68,8	83,3	15,7	99,0	89,9	20,1	110,0
<b>Obligations et assimilés</b>	<b>891,3</b>	<b>22,3</b>	<b>913,6</b>	<b>948,7</b>	<b>19,2</b>	<b>967,9</b>	<b>944,3</b>	<b>18,8</b>	<b>963,1</b>
Bons du Trésor à plus d'un an	22,4	0,0	22,4	45,6	0,0	45,6	55,2	0,0	55,2
Autres obligations	868,9	22,3	891,2	903,1	19,2	922,3	889,1	18,8	907,9
<b>Titres de créance à court terme</b>	<b>82,3</b>	<b>0,7</b>	<b>83,0</b>	<b>138,5</b>	<b>1,8</b>	<b>140,3</b>	<b>123,3</b>	<b>0,6</b>	<b>123,9</b>
Bons du Trésor à moins d'un an	13,9	0,0	13,9	26,0	0,0	26,1	30,1	0,0	30,1
Autres titres de créance à court terme	68,4	0,7	69,1	112,4	1,8	114,2	93,2	0,6	93,8
<b>Émetteurs hors zone euro</b>	<b>344,6</b>	<b>338,9</b>	<b>683,4</b>	<b>362,2</b>	<b>339,3</b>	<b>701,6</b>	<b>368,0</b>	<b>374,7</b>	<b>742,6</b>
<b>Actions et titres d'OPCVM</b>	<b>31,3</b>	<b>132,6</b>	<b>163,9</b>	<b>31,9</b>	<b>170,7</b>	<b>202,6</b>	<b>30,4</b>	<b>210,0</b>	<b>240,4</b>
Actions	5,1	110,8	115,9	8,5	156,4	164,9	7,8	194,2	202,1
Titres d'OPCVM	26,2	21,8	48,0	23,4	14,4	37,8	22,6	15,8	38,3
<b>Obligations et assimilés</b>	<b>254,8</b>	<b>139,1</b>	<b>393,9</b>	<b>276,3</b>	<b>116,6</b>	<b>392,9</b>	<b>296,0</b>	<b>112,5</b>	<b>408,5</b>
Bons du Trésor à plus d'un an	0,0	3,3	3,3	0,1	1,4	1,5	0,1	10,9	11,0
Autres obligations	254,8	135,8	390,6	276,2	115,2	391,4	296,0	101,5	397,5
<b>Titres de créance à court terme</b>	<b>58,5</b>	<b>67,2</b>	<b>125,7</b>	<b>53,9</b>	<b>52,0</b>	<b>106,0</b>	<b>41,5</b>	<b>52,2</b>	<b>93,7</b>
Bons du Trésor à moins d'un an	1,3	65,4	66,8	0,0	50,9	50,9	0,0	46,7	46,7
Autres titres de créance à court terme	57,2	1,7	58,9	53,9	1,1	55,0	41,5	5,5	47,0

## Répartition par devise des prêts-dépôts des IFM résidentes

STAT\_4.13

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
<b>Euros</b>	<b>691,3</b>	<b>- 795,2</b>	<b>- 103,9</b>	<b>655,4</b>	<b>- 701,3</b>	<b>- 45,9</b>	<b>730,4</b>	<b>- 760,7</b>	<b>- 30,3</b>
Vis-à-vis de la zone euro	407,3	- 321,6	85,7	400,7	- 287,9	112,8	419,5	- 307,8	111,7
Vis-à-vis des pays hors zone euro	284	- 473,6	- 189,6	254,7	- 413,4	- 158,7	310,9	- 452,9	- 142,0
<b>Devises</b>	<b>367,3</b>	<b>- 550,0</b>	<b>- 182,6</b>	<b>334,9</b>	<b>- 495,9</b>	<b>- 161,0</b>	<b>392,8</b>	<b>- 537,9</b>	<b>- 145,1</b>
Vis-à-vis de la zone euro	37,2	- 50,1	- 12,9	37,1	- 39,3	- 2,2	41,1	- 54,5	- 13,4
Vis-à-vis des pays hors zone euro	330,1	- 499,8	- 169,7	297,9	- 456,6	- 158,7	351,7	- 483,4	- 131,7
<b>Total</b>	<b>1 058,6</b>	<b>1 345,1</b>	<b>- 286,5</b>	<b>990,3</b>	<b>1 197,2</b>	<b>- 206,9</b>	<b>1 123,2</b>	<b>1 298,6</b>	<b>- 175,4</b>

## Répartition par secteur de contrepartie des prêts-dépôts des IFM résidentes

STAT\_4.14

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
<b>Interbancaire</b>	<b>839,6</b>	<b>- 1 142,8</b>	<b>- 303,2</b>	<b>792,4</b>	<b>- 1 036,8</b>	<b>- 244,4</b>	<b>908,6</b>	<b>- 1 114,3</b>	<b>- 205,7</b>
Euros	561,6	- 672,7	- 111,1	546,4	- 598,2	- 51,8	625,6	- 642,4	- 16,8
Devises	278,0	- 470,1	- 192,1	246,0	- 438,6	- 192,6	283,0	- 471,9	- 188,9
<b>Autorités monétaires</b>	<b>23,3</b>	<b>- 96,1</b>	<b>- 72,8</b>	<b>16,8</b>	<b>- 63,4</b>	<b>- 46,6</b>	<b>6,6</b>	<b>- 78,3</b>	<b>- 71,7</b>
Euros	21,9	- 53,0	- 31,1	13,0	- 37,1	- 24,1	2,7	- 46,3	- 43,6
Devises	1,4	- 43,1	- 41,7	3,8	- 26,3	- 22,5	3,9	- 32,0	- 28,1
<b>Autres</b>	<b>195,7</b>	<b>- 106,3</b>	<b>89,4</b>	<b>181,1</b>	<b>- 97,0</b>	<b>84,1</b>	<b>208,0</b>	<b>- 106,0</b>	<b>102,0</b>
Euros	107,8	- 69,5	38,3	96,0	- 66,0	30,0	102,1	- 72,0	30,1
Devises	87,9	- 36,8	51,1	85,1	- 31,0	54,1	105,9	- 34,0	71,9
<b>Total</b>	<b>1 058,6</b>	<b>1 345,1</b>	<b>- 286,5</b>	<b>990,3</b>	<b>1 197,2</b>	<b>- 206,9</b>	<b>1 123,2</b>	<b>1 298,6</b>	<b>- 175,4</b>

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 4 – Position extérieure

### Répartition géographique des prêts-dépôts des IFM résidentes

STAT\_4.15

(en milliards d'euros)

	2008			2009			2010		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
<b>Union européenne (à 27)</b>	<b>739,9</b>	<b>785,0</b>	<b>- 45,1</b>	<b>710,7</b>	<b>697,5</b>	<b>13,2</b>	<b>785,4</b>	<b>744,3</b>	<b>41,1</b>
<b>Union économique et monétaire (à 16)</b>	<b>444,5</b>	<b>371,7</b>	<b>72,9</b>	<b>437,8</b>	<b>327,2</b>	<b>110,6</b>	<b>460,6</b>	<b>362,3</b>	<b>98,3</b>
dont : Allemagne	80,4	106,0	- 25,6	62,3	101,2	- 38,9	68,7	127,0	- 58,3
Belgique	30,0	38,7	- 8,7	34,2	34,1	0,1	35,4	36,4	- 1,0
Espagne	71,9	27,6	44,3	83,6	26,1	57,5	67,3	13,6	53,8
Irlande	28,4	19,4	9,0	24,2	22,9	1,2	27,7	20,4	7,3
Italie	93,0	38,1	55,0	102,3	30,1	72,2	123,4	27,8	95,6
Luxembourg	57,7	84,3	- 26,5	57,2	71,5	- 14,2	59,2	83,9	- 24,7
Pays-Bas	41,0	33,4	7,6	33,2	26,4	6,8	40,5	29,9	10,6
<b>Autres pays de l'Union européenne</b>	<b>295,3</b>	<b>413,3</b>	<b>- 118,0</b>	<b>273,0</b>	<b>370,3</b>	<b>- 97,4</b>	<b>324,8</b>	<b>381,9</b>	<b>- 57,1</b>
dont : Pologne	5,5	1,1	4,4	5,6	1,4	4,2	6,9	2,2	4,7
République tchèque	0,6	1,4	- 0,8	1,6	0,8	0,8	1,6	2,0	- 0,4
Roumanie	3,3	0,1	3,2	2,4	0,1	2,3	2,5	0,1	2,4
Royaume-Uni	267,3	382,7	- 115,4	241,2	345,1	- 103,9	290,4	357,7	- 67,3
Suède	3,8	1,7	2,1	3,7	1,0	2,6	3,7	1,1	2,5
<b>Autres pays industrialisés</b>	<b>155,0</b>	<b>265,4</b>	<b>- 110,4</b>	<b>122,7</b>	<b>236,8</b>	<b>- 114,1</b>	<b>138,9</b>	<b>264,3</b>	<b>- 125,4</b>
dont : États-Unis	62,9	159,6	- 96,7	53,4	171,7	- 118,3	59,4	190,4	- 131,0
Suisse	24,3	46,4	- 22,0	26,5	38,3	- 11,9	25,6	35,3	- 9,7
Japon	37,5	42,9	- 5,4	28,1	17,5	10,6	36,2	22,0	14,1
<b>Reste du monde</b>	<b>163,7</b>	<b>294,7</b>	<b>- 131,0</b>	<b>156,8</b>	<b>262,8</b>	<b>- 106,0</b>	<b>198,9</b>	<b>290,0</b>	<b>- 91,1</b>
dont : Brésil	4,7	0,4	4,2	3,1	0,8	2,3	4,1	1,2	2,9
Chine	2,9	6,8	- 3,9	3,1	3,0	0,0	3,7	5,8	- 2,0
Inde	1,0	0,1	0,9	1,6	0,1	1,5	1,6	0,1	1,5
Russie	12,7	3,7	9,0	9,5	4,6	4,9	10,2	5,7	4,6
Turquie	6,1	1,3	4,8	5,1	1,4	3,7	7,8	0,6	7,2
Centres extraterritoriaux	70,9	216,7	- 145,8	63,4	191,5	- 128,1	93,1	200,8	- 107,7
<b>Total</b>	<b>1 058,6</b>	<b>1 345,1</b>	<b>- 286,5</b>	<b>990,3</b>	<b>1 197,2</b>	<b>- 206,9</b>	<b>1 123,2</b>	<b>1 298,6</b>	<b>- 175,4</b>



Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire)				STAT_4.16
<i>(en milliards d'euros)</i>				
	Encours en fin d'année			
	2008	2009	2010	Variation 2010/2009
<b>Créances</b>	<b>223,7</b>	<b>247,0</b>	<b>299,1</b>	<b>52,1</b>
<b>Créances sur le SEBC (TARGET)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Placements en titres de la clientèle institutionnelle</b>	<b>119,8</b>	<b>119,0</b>	<b>122,8</b>	<b>3,8</b>
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	51,5	68,1	77,5	9,4
Euros	45,3	60,8	71,3	10,5
Devises	6,2	7,3	6,2	- 1,1
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	68,3	50,9	45,3	- 5,6
Euros	7,8	5,9	3,7	- 2,2
Devises	60,5	45,0	41,6	- 3,4
<b>Autres créances</b>	<b>29,9</b>	<b>35,6</b>	<b>51,8</b>	<b>16,2</b>
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	0,2	0,4	15,8	15,4
Euros	0,0	0,4	15,8	15,4
Devises	0,2	0,0	0,0	0,0
Autres créances vis-à-vis de non-résidents de la zone euro	20,6	26,2	26,8	0,6
Euros	1,2	0,0	4,1	4,1
Devises	19,4	26,2	22,7	- 3,5
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,3	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	0,8	0,8	1,0	0,2
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>74,0</b>	<b>92,4</b>	<b>124,5</b>	<b>32,1</b>
<b>Engagements</b>	<b>- 217,3</b>	<b>- 174,7</b>	<b>- 151,3</b>	<b>23,4</b>
Engagements envers le SEBC (TARGET)	- 117,9	- 62,0	- 28,3	33,7
Dépôts de la clientèle institutionnelle étrangère	- 99,4	- 112,7	- 122,9	- 10,2
Euros	- 22,6	- 22,3	- 20,0	2,3
Devises	- 76,9	- 90,4	- 102,9	- 12,5
<b>Position extérieure</b>	<b>6,4</b>	<b>72,3</b>	<b>147,8</b>	<b>75,5</b>
Dont position extérieure hors avoirs de réserve	- 67,6	- 20,1	23,3	43,4

## PARTIE 2 – TABLEAUX STATISTIQUES COMPLÉMENTAIRES

Série 4 – Position extérieure

### Créances et engagements (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques vis-à-vis des non-résidents

STAT\_4.17

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2008	2009	2010
<b>Créances</b>	<b>26,7</b>	<b>28,2</b>	<b>33,4</b>
Euros	12,8	13,6	17,5
Devises	13,9	14,5	15,9
Participations au capital des organismes internationaux	16,3	16,6	17,5
Créances à long terme	9,9	11,2	15,0
Créances à court terme	0,5	0,4	0,8
<b>Engagements</b>	<b>- 24,7</b>	<b>- 20,2</b>	<b>- 20,5</b>
Euros	- 24,7	- 20,2	- 20,5
Devises	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	- 6,8	- 5,6	- 6,1
Engagements à court terme	- 17,9	- 14,6	- 14,4
<b>Position</b>	<b>2,0</b>	<b>7,9</b>	<b>12,9</b>
Euros	- 11,9	- 6,6	- 3,0
Devises	13,9	14,5	15,9

### Dépôts-crédits des entreprises, des entreprises d'investissement et des OPCVM non monétaires résidents vis-à-vis de l'étranger

STAT\_4.18

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2008			2009			2010		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
<b>Créances</b>	<b>31,9</b>	<b>14,8</b>	<b>46,8</b>	<b>35,7</b>	<b>14,2</b>	<b>49,9</b>	<b>36,1</b>	<b>16,2</b>	<b>52,4</b>
Entreprises et assurances	26,1	8,6	34,7	32,2	10,4	42,6	31,7	10,2	41,9
Entreprises d'investissement	5,4	5,9	11,3	3,0	3,7	6,8	3,3	6,0	9,3
OPCVM non monétaires	0,4	0,3	0,8	0,5	0,1	0,6	1,1	0,1	1,2
<b>Engagements</b>	<b>- 80,0</b>	<b>- 31,6</b>	<b>- 111,6</b>	<b>- 68,6</b>	<b>- 21,3</b>	<b>- 89,9</b>	<b>- 65,9</b>	<b>- 20,2</b>	<b>- 86,1</b>
Entreprises et assurances	- 63,3	- 8,3	- 71,7	- 58,6	- 7,8	- 66,4	- 59,3	- 7,8	- 67,1
Entreprises d'investissement	- 16,1	- 20,3	- 36,4	- 9,7	- 12,4	- 22,0	- 6,0	- 12,3	- 18,3
OPCVM non monétaires	- 0,6	- 2,9	- 3,5	- 0,3	- 1,1	- 1,4	- 0,6	- 0,1	- 0,7
<b>Position</b>	<b>- 48,0</b>	<b>- 16,8</b>	<b>- 64,8</b>	<b>- 32,9</b>	<b>- 7,1</b>	<b>- 40,0</b>	<b>- 29,8</b>	<b>- 4,0</b>	<b>- 33,8</b>

# DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

## PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (au 31 décembre 2010)

Allemagne *	Lettonie
Autriche *	Lituanie
Belgique *	Luxembourg *
Bulgarie	Malte *
Chypre *	Pays-Bas *
Danemark	Pologne
Espagne *	Portugal *
Estonie	République tchèque
Finlande *	Roumanie
France *	Royaume-Uni
Grèce *	Slovaquie *
Hongrie	Slovénie *
Irlande *	Suède
Italie *	

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 31 décembre 2010, l'Union économique et monétaire comprend 16 pays membres (désignés par \*), ainsi que la Banque centrale européenne.

## AUTRES PAYS INDUSTRIALISÉS

Australie	Japon
Canada	Norvège
États-Unis	Nouvelle-Zélande
Islande	Suisse

## PAYS DE LA ZONE FRANC

Bénin	Guinée équatoriale
Burkina Faso	Mali
Cameroun	Niger
Comores	République centrafricaine
Congo	Sénégal
Côte d'Ivoire	Tchad
Gabon	Togo
Guinée-Bissau	

### PAYS DU MAGHREB

Algérie  
Maroc

Tunisie

### CENTRES FINANCIERS EXTRATERRITORIAUX

Andorre  
Anguilla  
Antigua-et-Barbuda  
Antilles néerlandaises  
Bahamas  
Bahreïn  
Barbade (La)  
Belize  
Bermudes  
Dominique  
Gibraltar  
Grenade  
Guernesey  
Hong Kong  
Île de Man  
Îles Caïmans  
Îles Cook  
Îles Marshall  
Îles Turques et Caiques

Îles vierges américaines  
Îles vierges britanniques  
Jamaïque  
Jersey  
Liban  
Libéria  
Liechtenstein  
Maldives  
Montserrat  
Nauru  
Niue  
Panama  
Philippines  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Sainte-Lucie  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Samoa  
Singapour  
Vanuatu

REPRODUCTION AUTORISÉE AVEC INDICATION DE LA SOURCE

Directeur de la publication : Jacques FOURNIER  
Directeur général des Statistiques  
de la Banque de France

Réalisation : Service des Publications économiques  
Direction de la Communication

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site internet de la Banque de France :  
<http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/economie/economie-balance/economie-balance.htm>

Vous y trouverez également des séries chronologiques complémentaires.

Imprimerie : Banque de France – 25-1168 SIMA  
21-23 rue François Mitterrand  
94854 IVRY-SUR-SEINE

Dépôt légal : Juin 2011  
ISSN 0292-6733



« Vous recevez cette publication de la part de la Banque de France parce que vous figurez dans la liste informatique de ses contacts. Vos coordonnées ne sont pas transmises à des tiers. Si vous souhaitez modifier les informations vous concernant ou si vous ne souhaitez plus recevoir cette publication, merci de nous le préciser à tout moment à : Banque de France 07-1397 SDRP Pôle Support aux Relations Externes 75049 Paris Cedex 01 ; ou par courriel à [diffusion@banque-france.fr](mailto:diffusion@banque-france.fr) ».

